

LA COMMUNE DU ROJAVA

L'alternative kurde à l'État-nation

Stephen Bouquin, Mireille Court, Chris Den Hond (coord.)

Reza Altun, Cemil Bayık, Pierre Barbancey, Janeth Biehl, Kristel Cuvelier, Dilar Dirik,
Eirik Eiglad, Gabar, David Graeber, John Holloway, Sylvie Jan, Nursel Kiliç,
Saleh Kobanê, Michael Löwy, Saleh Muslim, Abdullah Öcalan, Can Polat,
Yann Renoult, Sebahat Tuncel, Michel Verrier, Immanuel Wallerstein



Critica

SYLÉPSE

LA COMMUNE DU ROJAVA
L'ALTERNATIVE KURDE À L'ÉTAT-NATION

COORDINATION ET TRADUCTION
(NÉERLANDAIS ET ANGLAIS)

STEPHEN BOUQUIN
MIREILLE COURT
CHRIS DEN HOND

CRITICA (BRUXELLES)
ÉDITIONS SYLLEPSE (PARIS)

L'ÉDITION ORIGINALE DE CET OUVRAGE A ÉTÉ PUBLIÉE PAR CRITICA,
À BRUXELLES, BELGIQUE, EN 2016 SOUS LE TITRE *DE STAAT VOORBIJ*,
BART PEETERS AKKERMANS

© ÉDITIONS SYLLEPSE, 2017
69, RUE DES RIGOLLES, 75020 PARIS

EDITION@SYLLEPSE.NET

WWW.SYLLEPSE.NET

ISBN: 978-2-84950-561-8

© CRITICA, 2017

CRITICA.BE, BRUXELLES

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	
LE KURDISTAN LIBERTAIRE NOUS CONCERNE!	
MICHAEL LÖWY	7
INTRODUCTION	
LE CHANGEMENT PAR EN BAS	
STEPHEN BOUQUIN, MIREILLE COURT, CHRIS DEN HOND	11
LE ROJAVA ET LE NOUVEAU PARADIGME DU MOUVEMENT KURDE	
ROJAVA: LA DÉMOCRATIE DIRECTE COMME ALTERNATIVE À LA GUERRE	
KRISTEL CUVELIER	19
BOOKCHIN, ÖCALAN ET LA DIALECTIQUE DE LA DÉMOCRATIE	
JANET BIEHL	29
REMARQUES SUR LA CONTESTATION DE LA MODERNITÉ CAPITALISTE	
IMMANUEL WALLERSTEIN	33
LA QUATRIÈME GUERRE MONDIALE ET COMMENT LA GAGNER	
JOHN HOLLOWAY	35
LA FEUILLE DE ROUTE POUR LA PAIX DU PRISONNIER D'IMRALI	
MICHEL VERRIER	41
LA PAROLE AUX MILITANTS KURDES	
LE CONFÉDÉRALISME DÉMOCRATIQUE	
ABDULLAH ÖCALAN	55
L'ORIGINE ET LES IMPLICATIONS PRATIQUES D'UN CHANGEMENT DE PARADIGME	
ENTRETIEN AVEC CEMIL BAYIK	69
« NOUS N'AVONS MÊME JAMAIS REVENDIQUÉ QAMICHLI COMME VILLE KURDE »	
ENTRETIEN AVEC RIZA ALTUN	77
IL EXISTE UNE ALTERNATIVE À LA GUERRE	
ENTRETIEN AVEC RIZA ALTUN	81
« LA SEULE FAÇON DE GARDER LA SYRIE UNIE EST D'INSTAURER UN SYSTÈME DÉCENTRALISÉ, DÉMOCRATIQUE ET LAÏQUE »	
ENTRETIEN AVEC SALIH MUSLIM	85
LA CHUTE D'ALEP-EST	
CAN POLAT	91

LA THÉORIE MISE EN PRATIQUE

À L'AUTOMNE 2014 DANS KOBANÉ ASSIÉGÉE PIERRE BARBANCEY	97
MAXMUR, UN PETIT LABORATOIRE DU CONFÉDÉRALISME DÉMOCRATIQUE YANN RENOULT	107
CAHIER PHOTOS YANN RENOULT	113
« LES AIDER, C'EST NOUS PROTÉGER NOUS-MÊMES » GABAR	129

LES FEMMES AU CENTRE DE LA LUTTE

PERDRE CONTRE UNE BANDE DE FÉMINISTES, C'EST L'ULTIME HUMILIATION (POUR L'ÉTAT ISLAMIQUE) DAVID GRAEBER	141
FÉMINISME ET MOUVEMENT KURDE DE LIBÉRATION DILAR DIRIK	147
LE FÉMINISME COMME DONNÉE CENTRALE DANS LA LUTTE POUR L'ÉMANCIPATION ENTRETIEN AVEC SEBAHAT TUNCEL	155
LA SEXISME, CARACTÉRISTIQUE IMMUABLE D'UNE CIVILISATION BASÉE SUR L'ÉTAT FADILE YILDIRIM	159

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE

LES ASSEMBLÉES CITOYENNES, DE LA NOUVELLE-ANGLETERRE AU ROJAVA JANET BIEHL	169
L'ALTERNATIVE COMMUNALISTE À LA MODERNITÉ CAPITALISTE EIRIK EIGLAD	175
TOUTES LES ÉCONOMIES SONT, AU BOUT DU COMPTE, DES ÉCONOMIES HUMAINES DAVID GRAEBER	183
LA TRANSFORMATION SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE ENTRETIEN AVEC DES MILITANTS DU MOUVEMENT ÉCOLOGISTE DE LA MÉSOPOTAMIE	189

CONCLUSION

COMPRENDRE ET SOUTENIR LE COMBAT DES KURDES POUR UNE SOCIÉTÉ LIBÉRÉE	195
---	-----

PRÉFACE

LE KURDISTAN LIBERTAIRE NOUS CONCERNE !

MICHAEL LÖWY¹

L'opinion occidentale a pris connaissance de l'existence du Rojava en 2014 lors de la bataille de Kobané, quand les combattantes et combattants des YPG-YPJ ont réussi ce que l'armée du régime dictatorial d'Assad ou celle du gouvernement iraquien, avec leurs soutiens russes et américains, n'ont pas pu : infliger une défaite militaire et politique à Daech. Les photos des miliciennes kurdes fusil au poing, dans la première ligne du combat contre le fascisme « islamiste », ont fait le tour du monde, révélant à des lecteurs surpris et étonnés une expérience singulière : le Rojava libertaire.

Ce que tentent d'accomplir ces révolutionnaires des cantons du nord de la Syrie est sans précédent : rassembler, par une auto-organisation communautaire d'en bas, les populations kurdes, arabes, assyriennes, yézidiennes, dans une confédération laïque, au-delà du sectarisme religieux et des haines nationalistes ; mettre l'écologie et le féminisme au cœur d'un projet anti-capitaliste, antipatriarcal et anti-étatiste ; impulser l'égalité entre hommes et femmes par la coprésidence de toutes les instances, et la création d'une force armée composée de femmes ; inventer une forme de pouvoir politique démocratique décentralisé, basé sur les assemblées communales, au-delà de l'État : le confédéralisme démocratique. Cette expérience inouïe s'accomplit dans des circonstances dramatiques, dans un affrontement permanent avec des forces régressives puissantes et implacables. Dans une région du monde déchirée par l'intolérance religieuse, les combats exterminateurs entre nationalismes, la violence aveugle, les guerres entre clans plus réactionnaires les uns que les autres, les interventions de puissances

1. Michael Löwy, né en 1938 à São Paulo au Brésil, est un sociologue, philosophe marxiste et écosocialiste franco-brésilien. Il a été nommé en 2003 directeur de recherche émérite au CNRS et enseigne à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Auteur d'ouvrages sur Marx, Lukács, Walter Benjamin et Franz Kafka, il a reçu en 1994 la médaille d'argent du CNRS.

impérialistes, et l'hégémonie du capitalisme sous sa forme la plus brutale, le Kurdistan libertaire apparaît comme une petite flamme d'utopie, une lumière d'espoir, un havre de démocratie.

Le Kurdistan libertaire n'a pas d'équivalent dans le monde. La seule initiative comparable est celle des communautés zapatistes du Chiapas, fondées, elles aussi, sur la démocratie directe, l'auto-organisation à la base, le refus des logiques capitalistes et étatiques, la lutte pour l'égalité entre hommes et femmes. Une alliance entre ces deux expériences porteuses d'avenir est en train de se construire, dans le respect des différences : la plus évidente est le choix des zapatistes de ne pas utiliser, pour le moment, les armes – un choix qui n'est pas possible pour les révolutionnaires kurdes, condamnés à prendre en main leur autodéfense armée s'ils veulent survivre.

Le combat du Rojava nous concerne. Il concerne les écologistes, les féministes, les marxistes, les libertaires, les antisystémiques, les antifascistes du monde entier. Il a besoin, pour survivre, de notre solidarité, de notre soutien, de notre sympathie. Ce n'est pas une affaire humanitaire, c'est un enjeu politique de toute première importance, et non seulement pour l'avenir de la Syrie ou du Moyen-Orient.

Certes, comme toute expérience réelle – et pas purement littéraire –, celle-ci est traversée de problèmes et contradictions. Comment concilier l'anti-autoritarisme avec le culte de la personnalité d'Öcalan ? C'est une vraie question, même s'il faut reconnaître que le fondateur du PKK, embastillé depuis presque vingt années, n'exerce qu'une autorité morale et intellectuelle : les décisions sont prises par les instances démocratiques du mouvement. Comment mener une guerre contre des adversaires impitoyables en respectant les droits de l'homme et les populations civiles ? Amnesty International accuse les YPG-YPJ d'avoir pratiqué des formes d'épuration ethnique dans certains villages arabes ; dans un interview publié dans ce recueil, Salih Muslim, le coprésident du Parti de l'union démocratique (PYD) de Syrie, le nie et invite des journalistes étrangers à venir vérifier ces accusations sur place. Ceci pour dire que notre soutien doit être solidaire, mais pas acritique...

Le Kurdistan libertaire est une expérience fragile, en grand danger. Le Rojava est entouré d'ennemis puissants qui rêvent d'écraser ce foyer subversif : les fascistes de Daech, l'adversaire le plus immédiat, le plus violent et le plus inhumain ; le régime autoritaire fascisant d'Erdogan en Turquie,

qui a fait des Kurdes son ennemi principal ; le régime autoritaire d'Assad, qui pour le moment respecte une trêve provisoire, mais qui n'a aucune intention de tolérer un Rojava autonome et démocratique. L'opposition au régime d'Assad pourrait être un allié, mais pour le moment celui-ci refuse de reconnaître les droits de la minorité kurde en Syrie.

La culture révolutionnaire du mouvement kurde, après le « changement de paradigme » du PKK, est étonnante. Le féminisme occupe une place centrale et décisive, plus que dans aucun mouvement de libération du passé. Comme le rappelle Dilar Dirik, dans un des textes les plus émouvants de ce recueil, le féminisme pour le PKK n'est pas seulement un objectif mais une méthode dans le processus de libération. Cette option politique est fondée sur une réflexion anthropologique qui situe dans un passé lointain des formes de vie égalitaires, antérieures au patriarcat (Friedrich Engels avait formulé la même hypothèse dans *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*). La contribution de Fadile Yildirim dans ce volume documente cette vision féministe de l'histoire. Il ne s'agit pas de revenir à ce passé primitif, à l'époque de la déesse-mère, mais de s'en inspirer pour critiquer le présent – patriarcal et capitaliste – et pour viser un avenir émancipé. Comme chez William Morris ou Ernst Bloch, nous avons ici affaire à une culture romantique révolutionnaire, dans le sens le plus élevé de ce terme.

La découverte par Öcalan des écrits du libertaire nord-américain Murray Bookchin, partisan d'un socialisme municipaliste et écologique, a été un moment essentiel du tournant. Les témoignages de Janet Biehl, la compagne de Bookchin lors des vingt dernières années de sa vie, font état du dialogue entre les deux révolutionnaires. Certes, tout n'est pas évident dans cette démarche fondée sur les communautés locales, aussi bien chez Bookchin que dans le confédéralisme démocratique du PKK : comment passer de cet échelon local à la gestion démocratique d'une région ou d'un pays (qui ne peut pas être une simple « coordination » entre localités) ? C'est sans doute dans la pratique sur le terrain que ces problèmes trouveront une solution. En tout cas, nous sommes ici aux antipodes du culte de l'État tout-puissant, promu, tout au long du 20^e siècle, par le stalinisme, avec les conséquences catastrophiques qu'on connaît.

Le présent livre rassemble des témoignages et analyses de militants kurdes liés au PKK, au HDP ou au PYD, des commentaires de journalistes sympathisants, ainsi que des analyses et commentaires de penseurs proches

du courant libertaire, comme l'anthropologue David Graeber ou John Holloway. Le choix, respectable, est de donner la parole aux protagonistes de cette expérience, et de mettre en évidence la contribution positive du mouvement de libération kurde au renouveau de la pensée et de l'action émancipatrices, sans s'appesantir sur ses problèmes ou limites. On aimerait en savoir plus sur la place de l'écologie dans le projet du Rojava, ou sur le rôle du pluralisme politique dans le confédéralisme démocratique. Sans aucune prétention à être exhaustif, ce livre n'est pas moins une précieuse introduction à la connaissance du Kurdistan libertaire.

INTRODUCTION

LE CHANGEMENT PAR EN BAS

STEPHEN BOUQUIN, MIREILLE COURT, CHRIS DEN HOND¹

Depuis l'été 2014, le monde a découvert la lutte des combattant·es kurdes pour la liberté. Kobané est devenue le symbole d'une résistance victorieuse contre le fascisme religieux avant même que celui-ci frappe des civils en Europe. Mais nous savons que la guerre en Syrie est aussi le théâtre où s'affrontent des intérêts géopolitiques régionaux et mondiaux. En cinq années, cette guerre a fait près de 300 000 morts et autant de blessés, tandis que de 6 à 7 millions de personnes ont cherché refuge dans les pays voisins et, pour certains d'entre eux, en Europe. Fait significatif, dans cette Syrie à feu et à sang, le nord du pays – communément appelé Rojava par les habitants kurdes – représente un havre de paix avec «seulement» 7 000 victimes, dont la majeure partie sont des combattant·es.

Aujourd'hui, en 2017, à l'heure où nous écrivons ces lignes, la guerre est loin de se terminer et les représentants kurdes sont toujours exclus des pourparlers de paix, tant des négociations qui se déroulent à Genève que de celles d'Astana, à l'initiative de la Russie. Qu'à cela ne tienne, après cinq années de combats, la cause que défendent les Kurdes est loin d'avoir reculé.

Si le Rojava désigne le Kurdistan de l'ouest, situé dans le nord de la Syrie, le projet politique que porte le mouvement kurde ne consiste nullement à faire sécession afin de fonder un «Kurdistan indépendant». Son projet se situe «au-delà» de l'État-nation, entendu comme entité politique fondée sur une mono-identité ethnoculturelle.

1. Stephen Bouquin, sociologue et professeur des universités (Évry-Paris-Saclay), est actif dans les campagnes de solidarité avec le Rojava. Mireille Court enseigne l'anglais et est membre de la Coordination nationale solidarité Kurdistan (CNSK) en France. Chris Den Hond est journaliste et membre de la rédaction d'*Orient XXI*.

Au Rojava, selon les cantons, deux ou trois langues sont reconnues. Le contrat social adopté en 2012 reconnaît l'égalité entre les sexes, la liberté spirituelle et chaque communauté a le droit d'être représentée dans les conseils de quartier, de village ou de ville comme au sein de l'assemblée cantonale. Toute fonction de responsabilité est assumée de manière paritaire entre les hommes et les femmes. En résumé, le Rojava représente l'antithèse de l'obscurantisme djihadiste. Il est une lueur d'espoir dans une région meurtrie par des années d'injustices et de déni de démocratie.

De ce point de vue, le Rojava représente bel et bien la première révolution du 21^e siècle. Fait significatif, tant au niveau pratique que théorique, cette révolution entretient une filiation directe avec l'insurrection zapatiste au Chiapas dans les années 1990 et la Commune de Paris : « La plus grande mesure prise par la Commune était son existence même », écrivait Karl Marx dans *La Guerre civile en France*. La Commune de Paris était bien plus qu'un « laboratoire vivant d'invention politique » car elle exprimait la rupture avec la vision moderniste selon laquelle les sociétés civilisées devaient forcément être organisées sur une base étatique. En introduisant une distinction entre autogouvernement et gestion étatique, la Commune de Paris voulait devenir non pas la capitale d'une France différente mais un collectif autonome membre d'une fédération plus large de communes. En faisant référence à l'union libre de collectifs autonomes et la confédération libre des peuples, la Commune représentait la première tentative d'auto-émancipation politique. En cela, elle demeure une expérience trop souvent oubliée mais qui renaît de ses cendres à travers l'association volontaire des peuples et des cultures des trois cantons du Rojava (Djézireh, Kobané et Afrin).

C'est bien pourquoi, comme le rappelle David Graeber dans sa contribution, il y a lieu de parler d'une révolution. Certes, celle-ci est loin d'être achevée et, qui plus est, elle est en permanence menacée par les puissances régionales. Comme ce fut le cas de la Commune de Paris, le risque est grand que toutes les forces réactionnaires qui se combattaient jusqu'alors se tombent dans les bras pour écraser cette « commune » du Moyen-Orient. Mais rien n'est certain et, après cinq années de guerre populaire de libération, le rapport de force n'est certainement pas défavorable à nos amis kurdes et leurs alliés.

En Turquie aussi, le mouvement de libération kurde a réussi à changer la donne sur le plan politique. Fondé en 2014, le Parti démocratique des

peuples, le HDP, s'appuie sur un arc de forces rassemblant, outre les minorités kurdes, arméniennes et syriaques, la gauche radicale turque, la mouvance féministe, écologiste et syndicale. Le HDP est également l'enfant de la révolte urbaine du parc Gezi à Taksim de l'été 2013. En 2014, lors des élections présidentielles, le coprésident du HDP, Selahattin Demirtas, reçoit 14% des suffrages et, l'année suivante, le HDP réussit à dépasser le seuil électoral de 10%. Opposé farouchement à l'instauration d'un régime présidentiel autoritaire, le HDP est devenu la première cible d'Erdogan.

Or la tentation islamo-autoritaire d'Erdogan n'est rien d'autre qu'une sorte de fuite en avant face aux problèmes économiques et politiques qui se sont accumulés depuis un certain temps. Certes, le coup d'État manqué a renforcé le pouvoir d'Erdogan et lui donne les coudées franches pour une chasse qui va bien au-delà des militaires putschistes et des gülenistes. Depuis août 2016, sous prétexte de lutte contre le terrorisme et l'infiltration de l'État par les gülenistes, des centaines d'enseignants, d'avocats, de journalistes, de syndicalistes, d'universitaires ont été arrêtés ou inculpés. Plus de 60 000 enseignants ont perdu leurs fonctions et ne peuvent quitter le territoire. Une dizaine de titres de presse sont interdits tandis que la répression s'abat aussi sur le HDP, dont plus de soixante-dix maires et près de trente parlementaires sont désormais emprisonnés ou inculpés. Demirtas risque pour sa part une condamnation à 142 ans de prison...

Parallèlement à l'instauration d'un régime répressif, la politique de terreur contre les populations civiles s'intensifie. Depuis l'été 2015, des villages et villes du sud-est sont sous couvre-feu vingt-quatre heures sur vingt-quatre et il est abondamment prouvé que les forces spéciales turques et les militaires ont commis des massacres systématiques. À cela s'ajoute le déplacement à l'intérieur de la Turquie de près de 500 000 Kurdes, résultat de la terreur d'État menée à l'égard de toute une population.

L'avenir est ouvert et ce d'autant plus que la situation est instable. La région peut s'embraser et la Turquie est peut-être en train de se « syrianiser ». Aucun des régimes en place n'est en mesure de répondre aux aspirations démocratiques des peuples de la région. Que les États-Unis aient opté pour le management par le chaos n'a pas empêché qu'ils se retrouvent eux-mêmes empêtrés dans une guerre dont le jeu d'alliances multiples et changeantes ne laisse aucune autre issue que la poursuite des combats. Dans ce contexte, il n'est pas impossible non plus que les principes d'autogouvernement et d'émancipation pour les femmes trouvent

un écho au-delà des seules populations kurdes. Pour nos amis kurdes, leur projet fait partie intégrante du « printemps arabe » aujourd'hui à l'arrêt.

Pour comprendre la montée en puissance du facteur kurde dans la région, il faut se tourner vers le changement de paradigme idéologique que celui-ci a su opérer il y a plus d'une décennie. Ce changement s'est opéré à partir d'un bilan critique des logiques verticalistes, autoritaires et substitutistes propres au marxisme-léninisme et qui s'illustrent par la conversion au capitalisme de la Chine populaire et par l'implosion des régimes bureaucratiques de l'est européen après une longue période de régime politique oppressif.

Pour le PKK, la rupture avec les dérives autoritaires du passé impliquait aussi d'examiner de manière critique l'orientation nationaliste et la revendication d'un État kurde souverain. Contre les chauvinismes turc, arabe et perse, l'alternative ne pouvait consister à construire un nationalisme kurde tout aussi chauvin.

Renouer avec les traditions démocratiques radicales du mouvement socialiste révolutionnaire du 19^e siècle et dépasser le cadre étriqué d'un étatisme national ou nationaliste étaient déjà à l'ordre du jour des débats internes dans les années 1990. C'est aussi pour cela que la rencontre intellectuelle entre Öcalan et le libertaire Murray Bookchin a été aussi rapidement fructueuse. Mais le nouveau paradigme idéologique ne résulte pas seulement de la rencontre entre l'idéologie communaliste et l'écologie sociale de Murray Bookchin. Déjà dans les années 1990, des dirigeantes kurdes comme Sakine Cansiz remettaient en question la domination masculine. L'analyse des rapports sociaux et leur mise en perspective historique a conduit les Kurdes à intégrer une critique radicale du patriarcat et à adopter un féminisme radical prônant l'auto-organisation des femmes à tous les niveaux au sein des organisations du mouvement de libération.

Ce livre est né d'une rencontre entre des activistes, des intellectuels radicaux et la mouvance kurde. Il rassemble des contributions qui n'étaient pas disponibles en français. Plusieurs d'entre elles ont d'abord été publiées dans les actes d'une conférence qui s'est tenue en avril 2015 à Hambourg, intitulée « Défier la modernité capitaliste ». D'autres ont été rassemblées dans un ouvrage coordonné par Bart Peeters-Akkermans et publié en septembre 2016 en néerlandais par les éditions Critica.

Nous avons quant à nous sollicité des contributions de journalistes et spécialistes hexagonaux, familiers de la question kurde et de son combat

de longue haleine pour une émancipation aujourd'hui « post-nationale ». Nous avons également intégré le témoignage d'un volontaire parti combattre aux côtés des milices d'autodéfense populaire que sont les YPG.

Ce livre a non seulement pour objectif de permettre une meilleure compréhension du processus révolutionnaire à l'œuvre au Moyen-Orient mais se veut aussi un outil pour la solidarité. Car il en faut, tant sur le plan politique qu'humanitaire. N'oublions pas que le Rojava est soumis à un embargo. À plusieurs reprises, nous avons tenté d'y entrer mais, depuis le printemps 2015, l'accès est limité aux seuls détenteurs d'un passeport syrien. Là où la frontière turco-syrienne a été une voie d'accès majeure pour les djihadistes venus d'Europe, les convois de vivres, de matériel médical ou scolaire rassemblés en Europe sont empêchés de sortir de la Turquie. La situation n'est pas différente du côté du Kurdistan irakien où l'alliance du clan Barzani avec Erdogan implique la même fermeture au nom de la lutte contre le terrorisme du PYD et du PKK. Il est certain que, sans l'autosuffisance alimentaire et énergétique, l'expérience démocratique que représente le Rojava n'aurait jamais pu tenir aussi longtemps.

Nous aurions aimé rassembler davantage d'informations sur l'expérience d'autogouvernement, sur l'acquisition d'une condition égalitaire pour les femmes et sur la réalité d'une administration « post-nationale ». Mais cela n'est qu'une question de temps et, en attendant, nous espérons que le matériau d'ores et déjà rassemblé pourra nourrir les échanges, soutenir des actions de solidarité et voire même inspirer les mobilisations que nous menons en France et en Europe.

1^{RE} PARTIE

LE ROJAVA ET LE NOUVEAU PARADIGME
DU MOUVEMENT KURDE

ROJAVA: LA DÉMOCRATIE DIRECTE COMME ALTERNATIVE À LA GUERRE

KRISTEL CUVELIER¹

Au milieu de la violence guerrière, les Kurdes syriens (avec plus de 2 millions de personnes, ils constituent de 10 à 15% de la population en Syrie) et leurs soutiens ont créé ces dernières années une fédération autonome dans le nord du pays. Leur but : reconstruire la société syrienne sur une base de démocratie de base, écologiste, anticapitaliste, féministe, en respectant la diversité ethnique et religieuse. Les Kurdes appellent leur nouvelle société le Rojava, ce qui signifie « Kurdistan occidental » en kurde. La région kurde en Turquie s'appelle Bakur (Kurdistan du nord). En Iran, on parle du Rojhelat (Kurdistan oriental) et la région kurde autonome d'Irak se nomme Basûr (ou Kurdistan du sud).

Depuis sa création, la constitution du Rojava se heurte à de graves problèmes. Il n'y a pas seulement l'impact de la guerre en Syrie et les innombrables réfugiés internes qui cherchent refuge dans les régions kurdes, mais il y a aussi le boycott économique, militaire et politique de la Turquie, l'attitude hostile du gouvernement régional kurde du nord de l'Irak, la relation incertaine et tendue avec le régime d'Assad ainsi qu'avec les autres groupes d'opposition syriens, et surtout les attaques meurtrières de l'État islamique.

CONFÉDÉRALISME DÉMOCRATIQUE

Au début de la guerre en Syrie, le régime d'Assad a retiré une grande partie de ses troupes des régions kurdes pour les utiliser ailleurs. Le Parti de l'union démocratique (PYD), devenu le plus grand parti dans les régions kurdes en Syrie, a profité du vide institutionnel pour donner forme à son

1. Kristel Cuvelier est collaboratrice à l'Institut kurde de Bruxelles. Elle est politologue spécialisée en relations internationales.

modèle du Rojava. Il a choisi la stratégie de la « troisième voie » : le PYD, tout en s'opposant au régime d'Assad, qui opprime les Kurdes depuis des décennies, n'était pas, au début, en faveur d'un soulèvement armé, réalisant bien que cela aurait exposé les villes kurdes aux bombardements du régime. Au lieu d'un soulèvement armé, le PYD essaie de pousser vers une solution politique et négociée avec le régime d'Assad et en profite entre-temps pour donner forme à son modèle de société, le « confédéralisme démocratique », dans les villes et les villages où le PYD est fortement implanté.

Le modèle de société du PYD est basé sur la pensée d'Abdullah Öcalan, le dirigeant emprisonné du Parti des travailleurs du Kurdistan (le PKK). En 2011, il propose le « confédéralisme démocratique » comme alternative à l'État-nation capitaliste. Cette nouvelle idéologie met en évidence des concepts comme la démocratie de base, l'écologie, le féminisme, l'anticapitalisme, la laïcité et la diversité ethnique et religieuse. Abdullah Öcalan déclare qu'il n'est plus favorable à la création d'un État-nation kurde indépendant mais plutôt de communautés démocratiques de base confédérées, au sein desquelles d'autres populations, non kurdes, auront leur place. Les frontières et les structures d'État existantes seront le plus possible vidées de leur sens. Ici, le PKK se distancie de concepts plus anciens des pensées étatiques du marxisme-léninisme et aussi d'un nationalisme kurde étroit d'esprit. Abdullah Öcalan s'inspire, entre autres, du « municipalisme libertaire » du social-anarchiste écologiste nord-américain Murray Bookchin. Le modèle de société du Rojava et ses principes sont décrits en 2014 dans un « contrat social² » qui est devenu une sorte de Constitution, avec une mise à jour en 2016. La force motrice derrière cette expérience de démocratie directe est le Mouvement pour une communauté démocratique (TEV-DEM), une coalition politique qui sert de gouvernement populaire global.

Concrètement, ces idées sont mises en place au Rojava par la création d'innombrables « communes » (*kumin*, *komin*) de démocratie directe qui collaborent au niveau fédéral pour les prises de décision communes. Un village peut former une commune, mais aussi une rue, un quartier ou une ville, allant de 40 à 350 familles. Les communes se rassemblent dans la maison du peuple (*mala gel*) pour discuter de la gestion. Au sein

2. À lire sur www.peaceinkurdistancampaign.com.

des communes se trouvent des comités qui traitent des sujets comme les affaires sociales, la jeunesse, les droits des femmes, la résolution de conflits, l'autodéfense, l'environnement et l'économie.

Ensuite, les représentants des différentes communes d'une certaine région se réunissent dans un conseil populaire local, lequel à son tour élit des représentants pour l'assemblée de la ville. Chaque conseil est présidé par deux coprésidents, un homme et une femme. La règle qui vaut pour tous les organes politiques est : 40 % des fonctions pour les hommes, 40 % pour les femmes et 20 % à librement attribuer en dehors du genre. Plusieurs villes sont fédérées à leur tour au niveau des cantons.

Quand la région autonome du Rojava est créée en novembre 2013, il y a trois cantons : Afrin, Kobané (Kobani) et Djézireh (Cizire). En ce moment, il n'y a pas de continuité territoriale entre les trois cantons, parce que l'État islamique (EI) est maître de la région entre ceux-ci. Pour la défense de ces cantons, des Unités de défense du peuple (YPG) sont créées. À côté de ces milices mixtes, avec des hommes et des femmes, des milices exclusivement féminines sont créées, les YPJ. Les YPG-YPJ se considèrent comme une armée populaire démocratique, où les femmes et les hommes sont sur un pied d'égalité et où les commandant·es sont élu·es. Les tâches de maintien de l'ordre sont assurées par l'*Asayesh*, qui, comme partout au Rojava, est dirigée par une coprésidence partagée entre une femme et un homme.

L'inclusion d'autres groupes non kurdes dans la vie politique est un objectif important. Le Rojava est peuplé par des Kurdes, mais aussi par des Arabes, des chrétiens assyriens, des Turkmènes, des Arméniens et des Circassiens. Le PYD tente de les inclure dans la gestion. Au niveau militaire, les YPG-YPJ sont ouverts aux non-Kurdes et des alliances stratégiques sont formées avec des tribus arabes et des milices chrétiennes. En octobre 2015, les YPG-YPJ décident de s'intégrer aux Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance militaire entre les YPG-YPJ et plusieurs milices arabes et assyriennes dont l'objectif immédiat est de pouvoir avancer vers Raqqa, une ville non kurde. Les Kurdes ont toujours refusé de prendre des villes non kurdes à l'État islamique s'il n'y avait pas une alliance politique solide avec les forces politiques de la région, donc des forces arabes par exemple dans la région de Raqqa. L'objectif plus lointain est d'avancer vers la création d'une région multiethnique et multiconfessionnelle. Les FDS veulent se battre pour une Syrie démocratique, laïque

et fédérée contre l'État islamique et les autres groupes djihadistes comme le Front al-Nosra (aujourd'hui Jabhat Fatah al-Cham) et Ahrar al-Cham.

Le 17 mars 2016, les Kurdes de Syrie annoncent l'établissement d'une autonomie pour le Rojava. «Le système fédéral a été approuvé pour la région du Rojava», affirme Sihanouk Dibo, un responsable du PYD. Les Kurdes insistent : leur projet s'appuie sur une base territoriale, et non ethnique, avec des représentants de la population arabe et d'autres minorités dans ces zones. Damas et l'opposition syrienne rejettent la déclaration d'autonomie.

SUR LA LIGNE DE FRONT CONTRE L'ÉTAT ISLAMIQUE

En juin 2014, l'État islamique fait une percée surprenante en Irak, en venant de la Syrie, et en conquérant Mossoul. Le butin est impressionnant : beaucoup d'argent, du matériel militaire, dont des chars. Cet arsenal est utilisé dans une offensive à grande échelle contre les Kurdes en Irak et en Syrie.

En Irak, l'État islamique commet un massacre début août 2014 parmi la communauté yézidie de Sinjar dans une tentative d'épuration ethnique de cette communauté religieuse très ancienne. Les peshmergas du groupe kurde conservateur de Barzani en Irak abandonnent le combat et ce sont les YPG-YPJ qui viennent au secours des yézidis, qui se sont enfuis sur le mont Sinjar et y survivent dans des conditions extrêmement pénibles. Les YPG-YPJ arrivent à évacuer des milliers de yézidis en créant un corridor sécurisé vers le Rojava. Les peshmergas du gouvernement régional kurde reviennent finalement sur leurs pas et, un an après, une alliance de peshmergas, les YPG-YPJ et des milices yézidiennes fraîchement créées réussissent, avec un soutien aérien nord-américain, à libérer Sinjar. Mais des milliers de femmes et de filles yézidiennes sont toujours détenues par l'État islamique et utilisées comme esclaves sexuelles et productrices de bombes.

KOBANÉ: LE TOURNANT

Entre-temps, l'État islamique conquiert une partie de la Syrie très rapidement. En septembre 2014, l'EI avance dans le canton de Kobané. Les djihadistes conquièrent 350 villages kurdes. Début octobre, les milices de l'État islamique arrivent dans les environs de la ville de Kobané, à la frontière avec la Turquie. Presque un demi-million de personnes – des Kurdes, mais aussi des réfugiés syriens – essaient de passer la frontière

avec la Turquie. Au début, la Turquie garde sa frontière fermée, mais elle se trouve finalement obligée de l'ouvrir. Un contingent réduit et mal armé de l'YPG-YPJ et quelques partenaires de l'Armée syrienne libre restent à Kobané pour la défendre jusqu'à la mort. Le PYD, qui était initialement contre une intervention occidentale, envoie un appel d'urgence. Après quelques tergiversations, la coalition, dirigée par les États-Unis, bombarde des positions de l'EI. Mais la bataille se déroule à l'intérieur de la ville, ce qui rend les bombardements peu efficaces. Les combattants de l'YPG-YPJ ont surtout besoin d'armes antichars, mais ils ne les obtiendront pas, les États-Unis craignant qu'elles soient utilisées contre la Turquie, leur allié dans l'Otan. Malgré tout, les bombardements signifient un tournant dans la bataille pour sauver Kobané.

En janvier 2015, les milices de l'YPG-YPJ reconquièrent Kobané. Ils en ont payé le prix fort en nombre de jeunes guérilleros morts et blessés. Mais la victoire est historique pour les Kurdes et la défaite cinglante pour l'EI, qui avait besoin d'une victoire à Kobané pour nourrir sa machine de propagande. Dans la presse occidentale, les Kurdes syriens deviennent soudain des héros, tandis que le PKK se trouve toujours sur la liste des organisations terroristes des États-Unis et de l'Union européenne. Le PYD est soutenu, parce qu'il se bat contre un ennemi commun, l'État islamique, mais le PKK est toujours banni, parce qu'il se bat contre la Turquie, l'alliée de l'Otan. Mais les États-Unis font preuve de pragmatisme dans le traitement des Kurdes.

Après Kobané, les milices YPG-YPJ continuent leur avancée et conquièrent le reste du canton, qui est donc aujourd'hui entièrement entre les mains des Kurdes.

La destruction est énorme. L'EI a appliqué la tactique de la terre brûlée : des immeubles sont minés, des maisons et des canalisations détruites. Les réfugiés retournent petit à petit à Kobané et ses environs. La reconstruction extrêmement compliquée de la ville peut commencer. Mais la Turquie impose un embargo économique au Rojava et rend la reconstruction encore plus difficile. Des matériaux de construction, mais aussi des médicaments et de l'aide humanitaire sont retenus à la frontière entre la Turquie et le Rojava.

L'HOSTILITÉ DE LA TURQUIE ET LA RIVALITÉ AVEC LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL DU KURDISTAN (GRK)

Pendant la bataille pour Kobané, des protestations de masse ont lieu dans la région kurde de la Turquie avec des dizaines de morts à la clé. Le gouvernement turc est critiqué pour sa complicité avec l'EI, et pour sa non-assistance aux Kurdes syriens, qui risquent de périr juste en face de la frontière sous les yeux des militaires turcs. Selon les investigations de journalistes de grands journaux turcs, l'État turc ferme en effet les yeux sur les milices de l'EI qui traversent sans trop de difficultés la frontière turco-syrienne aussi longtemps qu'ils se battent contre les Kurdes de l'YPG-YPJ. La Turquie redoute plus que tout une région autonome kurde à sa frontière syrienne avec un gouvernement qui s'inspirerait des idées de l'ennemi public numéro 1 : Abdullah Öcalan. La Turquie cherche un allié du côté du PDK de Barzani au nord de l'Irak, qui est aussi un partenaire commercial sur le plan pétrolier. Par conséquent, les relations entre le PDK et le PYD syrien sont régulièrement mises sous tensions et la frontière du Rojava avec le Kurdistan irakien est tout aussi fermée que celle avec la Turquie.

La rivalité entre Kurdes syriens, menés par le PYD, organisation sœur du PKK, et les Kurdes d'Irak, dominés par le conservateur Barzani et le PDK, connaît un temps d'arrêt quand, pour des raisons militaires, les États-Unis ont besoin d'une coordination sol-air à Kobané afin de rendre les bombardements contre l'EI plus efficaces. Il faut du matériel militaire et les États-Unis ne veulent pas le livrer directement à une organisation considérée par son allié turc comme terroriste. Alors, ce sont les peshmergas (nom donné aux miliciens kurdes irakiens) qui traversent la Turquie avec le matériel pour renforcer les combattant·es à Kobané. La Turquie, certainement mise sous pression, les laisse passer.

La rivalité entre les Kurdes syriens et irakiens se fait aussi sentir à l'intérieur du Kurdistan syrien. Le PDK-Syrie, la branche syrienne du PDK-Irak, se bat politiquement contre le PYD pour obtenir le plus d'influence possible. En 2011, le PDK-Syrie crée, sous les auspices de Barzani, le Conseil national kurde (KNC), une coalition de plusieurs petits partis politiques du Rojava. Le PYD, avec ses milices YPG, a obtenu le soutien de la majorité de la population kurde en Syrie, grâce à sa défense militaire de la population, mais le PDK-Syrie participe au Conseil national syrien, tandis que le PYD, boycotté par la Turquie, est écarté des pourparlers

de paix à Genève. Le PYD a d'ailleurs dès le début refusé de participer au Conseil national syrien (CNS), qui refuse toute reconnaissance d'une certaine autonomie des Kurdes en Syrie. Pas étonnant de la part de ceux qui financent le CNS : l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie...

Partout, le mouvement kurde se renforce. En Turquie, le parti pro-kurde HDP dépasse les 10% aux élections de juin 2015, un moment historique. Son groupe de 81 élus au Parlement de Turquie empêche Erdogan de réaliser son rêve d'installer un régime présidentiel, qui pour se venger, enterre le processus de pourparlers – déjà moribond – avec le PKK et met Abdullah Öcalan à l'isolement.

En 2015, la Turquie, sous pression et après quelques attentats meurtriers sur son sol attribués à l'EI, rejoint la coalition internationale et permet aux États-Unis d'utiliser la base militaire d'Incirlik pour des bombardements contre l'EI. Elle déclare la « guerre à tous les terroristes ». En pratique, cela se traduit surtout par des bombardements incessants contre les bases du PKK à Qandil, dans les montagnes du nord-est de l'Irak. À partir de novembre 2015, le gouvernement AKP commence à « nettoyer » des quartiers de plusieurs villes du Kurdistan de Turquie où des jeunes militants kurdes avaient érigé des barricades pour se défendre contre les arrestations de masse. Résultat : des quartiers entiers de Diyarbakir, Cizre et Nusaybin et plusieurs autres villes sont entièrement rasés lors de cette tentative de « turquiser » des villes kurdes.

LA PROGRESSION DES KURDES SYRIENS

Au Rojava, les forces kurdes ont plus de succès. En juin 2015, les YPG-YPJ et leurs alliés arrivent à reconquérir Tal Abyad et les villages des environs sur l'EI. Ainsi, les cantons de Kobané et Djézireh forment finalement une unité territoriale. Seul le canton d'Afrin reste isolé du reste du Rojava. Les 25 et 26 juin 2015, l'EI se venge en commettant un massacre à Kobané. Des membres de l'EI réussissent à s'introduire dans la ville, déguisés en miliciens YPG. Ils assassinent 223 citoyens et 35 membres de l'YPG-YPJ. C'est une des attaques les plus meurtrières de l'EI.

Au printemps 2016, les FDS lancent une nouvelle offensive contre l'EI. L'objectif est de libérer la région entre Afrin et le reste du Rojava. Des combats font rage autour de la ville importante de Manbij, à l'ouest de l'Euphrate. La Turquie, qui voit d'un mauvais œil la victoire kurde sur l'EI, avait prévenu que l'Euphrate était pour elle la ligne rouge et qu'elle ne

permettrait pas que les FDS traversent le fleuve. Manbij a été libérée, mais au prix de pertes importantes.

Après Manbij, les FDS veulent libérer la ville frontalière de Jarablus et al-Bab, la ville qui sert de quartier général à l'EI. Al-Bab signifie «la porte» et verrouille la voie d'approvisionnement en combattants et en matériel venant de Turquie vers la capitale de l'EI, Raqqa. Mais cela signifie pour les FDS de traverser l'Euphrate, et Erdogan décide alors d'entrer en Syrie.

«BOUCLIER DE L'EUPHRATE»

L'opération d'invasion turque, nommée «Bouclier de l'Euphrate», a commencé le 24 août 2016 avec l'occupation de la ville arabo-turkmène de Jarablus. Les FDS, qui avaient commencé leur offensive en direction de Jarablus, ont vu leur élan stoppé par plusieurs milices qui accompagnaient l'armée turque, sous la bannière de l'Armée syrienne libre (ASL). Les milices soutenues par la Turquie sont un amalgame de vingt-six milices, dont des milices locales turkmènes, mais aussi pas mal de groupes djihadistes. Parmi ces prétendus «rebelles modérés», on trouve Ahrar al-Cham, qui coopère étroitement avec le Front al-Nosra (ancien al-Qaida), ou la brigade Nour al-Din al-Zenki, devenue macabrement célèbre après la décapitation d'un jeune Palestinien de douze ans. Ces milices ont assez vite conquis la région frontalière entre Jarablus et Azaz, sans rencontrer trop de résistance de l'EI. Des commandants kurdes considèrent que les liens sont étroits entre l'EI et des milices soutenues par la Turquie comme Ahrar al-Cham. Ces groupes ont un terrain idéologique commun, se battent pour un État islamiste très conservateur et sectaire, mais rivalisent entre eux. Pour les Kurdes, la prise rapide de Jarablus et de la zone frontalière est surtout un «changement de drapeau» et ils indiquent qu'il y a une grande porosité entre les différents groupes djihadistes.

Le véritable objectif de l'invasion turque est la création d'une zone tampon entre Jarablus, Azaz et al-Bab et ainsi empêcher durablement une continuité territoriale kurde entre Afrin et le reste du Rojava. Entretemps, les FDS ont entamé une offensive à l'automne 2016 pour la libération de Raqqa, la capitale syrienne de Daech. La Turquie voulait entraver cette avancée, c'est pourquoi elle a tenté de pénétrer plus profondément en Syrie soit indirectement via des milices djihadistes sous son contrôle soit directement. Les forces officielles du régime semblent désormais en mesure de s'y opposer. Parallèlement, la machine de propagande

continue à tourner. Or, en mars 2017, un rapport officiel de la commission d'enquête de l'ONU pour la Syrie affirme qu'il n'y a qu'aucune preuve permettant de parler de purification ethnique ou de persécution à l'égard des populations arabes dans les cantons du Rojava.

L'AVENIR EST INCERTAIN

Pour l'instant, les Kurdes syriens ont toujours le vent en poupe, mais la situation reste extrêmement fragile, avec plusieurs puissances régionales et internationales présentes sur le terrain qui défendent leurs propres intérêts.

Les Kurdes continuent à construire leur propre projet : une société de démocratie directe, féministe et écologiste, où toutes les populations présentes peuvent vivre ensemble en paix. Fin décembre 2016, les FDS ont de nouveau proposé leur alternative à la guerre : une Syrie fédérale. Ils ont annoncé un nouveau changement de nom pour les régions à majorité kurde dans le nord de la Syrie. Elles seront appelées « Fédération démocratique du nord de la Syrie ». Rojava, qui signifie « Kurdistan de l'Ouest », a été remplacé, pour montrer que les non-Kurdes sont une partie essentielle de la nouvelle société.

BOOKCHIN, ÖCALAN ET LA DIALECTIQUE DE LA DÉMOCRATIE

JANET BIEHL¹

En 2002, Abdullah Öcalan commença à lire intensivement les livres de Murray Bookchin, en particulier *Une Société à refaire. Vers une écologie de la liberté* et *Urbanization Without Cities: The Rise and Decline of Citizenship* [L'urbanisation sans ville. Essor et déclin de la citoyenneté]². À la suite de cela, par le biais de ses avocats, il commença à recommander à tous les maires du Kurdistan de Turquie la lecture de *L'Urbanisation sans villes*, et à tous les militants celle de *Une Société à refaire...* Au printemps 2004, il fit contacter Murray par ses avocats, ce qu'ils firent par un intermédiaire qui expliqua à Murray qu'Abdullah Öcalan se considérait comme son étudiant, qu'il avait acquis une bonne compréhension de son œuvre et qu'il avait hâte de rendre ses idées applicables aux sociétés moyen-orientales. Il sollicita un dialogue avec Murray et lui envoya un de ses manuscrits. Ce dialogue aurait été extraordinaire s'il avait pu avoir lieu. Malheureusement, Murray, à quatre-vingt-trois ans, était trop malade pour accepter l'invitation et ce fut avec beaucoup de regrets qu'il dut la décliner.

Les écrits postérieurs d'Abdullah Öcalan montrent l'influence de son étude de l'œuvre de Bookchin. Son livre *En défense du peuple* inclut un récit des formes sociales communales primitives, comme dans la «société organique» de Murray, cette forme de vie communale qu'Abdullah Öcalan a rebaptisée la «société naturelle». Dans la société naturelle, écrit-il, les hommes vivaient «en symbiose avec la nature», et les communautés humaines «faisaient partie de l'écologie naturelle». Son récit de la

1. Janet Biehl a été la compagne et la collaboratrice de Murray Bookchin pendant les vingt dernières années de sa vie. Elle est l'auteure de *Politique de l'écologie sociale: le municipalisme libertaire* (1998) et l'éditrice d'un recueil de textes de Murray Bookchin (1997). Elle vit à Burlington, dans le Vermont (États-Unis).

2. Murray Bookchin, *Une Société à refaire. Vers une écologie de la liberté*, Paris, Écosociété, 2011; *Urbanization Without Cities: The Rise and Decline of Citizenship*, Montréal, Black Rose Books, 2011.

montée de la hiérarchie ressemble à celui de Bookchin : l'État « imposa de façon permanente la hiérarchie et légittima l'accumulation des biens et des richesses ». De plus, dit-il, la montée de la hiérarchie a introduit l'idée de la domination de la nature. Au lieu de faire partie de la nature, la société hiérarchisée considérait de plus en plus la nature comme une « ressource ». Abdullah Öcalan a noté la nature dialectique de ce processus : « La société naturelle des débuts de l'humanité forme la thèse contrastée par l'anti-thèse des formes de la société hiérarchisée et basée sur l'État. »

LES ASSEMBLÉES ÉGALITAIRES DE SUMER

Abdullah Öcalan a souligné que c'était en Mésopotamie que la civilisation avait commencé. Bookchin a approuvé, notant que l'écriture était apparue là : « L'écriture cunéiforme a trouvé son origine dans les registres méticuleux tenus par les clercs du temple, consignants les produits reçus et les produits distribués. » Plus tard, « ces cochages sur des tablettes d'argile devinrent des formes d'écriture narrative », un développement progressif. Il accordait que la hiérarchie, les prêtrises et les États ont commencé à Sumer, bien qu'il puisse penser que les civilisations méso-américaines aient connu un développement similaire. Mais ce qui semble lui avoir paru le plus irrésistible, ce sont les traces d'une résistance : à Sumer, les villes-États les plus précoces étaient dirigées par des « assemblées égalitaires » qui possédaient une « liberté peu commune ».

Après l'arrivée de la royauté, « il y a des preuves de révoltes populaires, possiblement pour restaurer l'ancien régime social ou pour diminuer l'autorité du *bala* (roi). Même les *ensi*, chefs suprêmes militaires, étaient régulièrement remis en question par les assemblées populaires ».

Cela le fascinait que ce soit à Sumer que le mot liberté (*amargî*) soit apparu pour la première fois dans l'histoire écrite : sur une tablette cunéiforme qui fait le récit d'une révolte populaire contre une tyrannie royale.

Abdullah Öcalan, après avoir lu Bookchin, nota l'utilisation du mot *amargî* mais ne s'attarda pas sur ce point. Il a retrouvé des caractéristiques de la société kurde au néolithique³ : « Beaucoup de caractéristiques de la

3. Le néolithique, succédant au mésolithique, est une période de la préhistoire marquée par de profondes mutations techniques, économiques et sociales, liées à l'adoption par les groupes humains d'un modèle de subsistance fondé sur l'agriculture et l'élevage, et impliquant le plus souvent une sédentarisation. Les principales innovations techniques sont la généralisation de l'outillage en pierre polie, la poterie, ainsi que le développement de l'architecture. Selon les aires géographiques

société kurde, particulièrement la tournure d'esprit et la base matérielle, ressemblent aux communautés du néolithique.»

D'UN CONSEIL LOCAL AU CONGRÈS GÉNÉRAL DU PEUPLE

«Notre première tâche, écrit Abdullah Öcalan, est de pousser dans le sens de la démocratisation, des structures non étatiques et une organisation communale.» Au lieu de se concentrer seulement sur la modification de la Constitution turque, il préconise la création d'organisations au niveau local : des conseils de ville, des administrations municipales, jusqu'aux districts urbains, aux quartiers périphériques et aux villages. Ils devraient former de nouveaux partis politiques locaux, des coopératives économiques, des organisations de la société civile, et celles qui concernent les droits humains, les droits des femmes, les droits des enfants et d'autres questions, «des associations régionales, des administrations municipales sont nécessaires afin que ces organisations locales et les institutions forment un réseau. Au niveau le plus haut, elles doivent être représentées dans un "congrès général du peuple", qui traitera des questions de politique, d'autodéfense, de loi, de moralité, d'économie, de la science et des arts, et du bien public par l'intermédiaire de l'institutionnalisation, des règles et des mécanismes de contrôle».

Progressivement, les institutions démocratiques gagnant du terrain, toute la Turquie entrerait dans un processus de démocratisation. Elles se constitueraient en réseau au-delà des frontières nationales existantes, pour accélérer l'avènement d'une civilisation démocratique dans toute la région et produire non seulement la liberté pour les Kurdes mais un véritable renouveau géopolitique et culturel. Finalement, une union confédérale démocratique engloberait tout le Moyen-Orient. Il a donné le nom de «confédéralisme démocratique» à cette version kurde du municipalisme libertaire.

En mars 2005, Abdullah Öcalan a publié une *Déclaration du confédéralisme démocratique au Kurdistan*. Elle appelait à une «démocratie de base fondée sur la structure communale démocratique de la société naturelle».

considérées, ces importantes mutations sont relativement rapides et certains auteurs ont pu parler de «révolution néolithique». La néolithisation est toutefois un phénomène progressif, survenu à des dates différentes selon les régions. Au Proche-Orient, le néolithique débute vers 9000 av. J.-C. dans le Croissant fertile. Il prend fin avec la généralisation de la métallurgie et l'invention de l'écriture, vers 3300 av. J.-C.

Elle «établira des assemblées de villages, de petites et grandes villes et leurs délégués se verront confier le véritable pouvoir de décision, ce qui signifie en fait que ce sont les citoyens et la communauté qui décideront». Le confédéralisme démocratique d'Abdullah Öcalan lie la libération des Kurdes à la libération de l'humanité. Il affirme les droits individuels et la liberté d'expression pour tous et toutes, quelles que soient les différences religieuses, ethniques ou de classe. Il promeut un modèle écologique de société et soutient la libération des femmes. Il a exhorté les Kurdes à mettre en application son programme: «J'appelle tous les secteurs de la société, en particulier les femmes et les jeunes, à mettre en place leurs propres organisations démocratiques et à s'autogouverner.» Quand je suis allée à Diyarbakir à l'automne 2011, j'ai découvert que les Kurdes du sud-est de l'Anatolie mettaient vraiment ce programme en pratique.

AMARGI!

En mai 2004, Bookchin a fait parvenir à Abdullah Öcalan ce message :

Mon espoir est que le peuple kurde pourra un jour établir une société libre et rationnelle qui permettra à leurs magnifiques talents de s'épanouir à nouveau. Ils ont la chance d'avoir un leader avec les talents de M. Öcalan pour les guider.

Nous avons appris plus tard que ce message a été lu lors la deuxième assemblée générale du Congrès des peuples du Kurdistan, dans les montagnes, pendant l'été 2004. Quand Bookchin est mort, en juillet 2006, l'assemblée du PKK a salué «un des plus grands spécialistes des sciences sociales du 20^e siècle».

Il nous a fait connaître l'écologie sociale [...] et nous a aidés à développer une théorie socialiste pour avancer sur des bases plus fermes. [...] Il a proposé le concept du confédéralisme, un modèle créatif et réalisable.

L'assemblée continua :

La thèse de Bookchin sur l'État, le pouvoir et la hiérarchie sera mise en œuvre et réalisée par notre lutte. Nous mettrons cette promesse en pratique avec la première société qui établira un confédéralisme démocratique tangible.

Aucun hommage n'aurait pu le rendre plus heureux. J'aurais aimé qu'il puisse l'entendre, peut-être qu'il les aurait salués avec le premier mot écrit pour désigner la liberté à Sumer: «*Amargi*!»

REMARQUES SUR LA CONTESTATION DE LA MODERNITÉ CAPITALISTE

IMMANUEL WALLERSTEIN¹

Les questions les plus urgentes qui doivent être traitées aujourd'hui sont : la quête d'une nouvelle science sociale, la crise de civilisation, un nouveau Moyen-Orient et la recherche d'un nouveau paradigme de modernité démocratique. Ces questions sont profondément liées et aucune ne peut être traitée intelligemment sans traiter les trois autres. En fait, une vision holistique du système mondial moderne est indispensable intellectuellement, moralement et politiquement. J'ai tenté au fil des années de contribuer à ce débat (ou à ces débats). Je ne peux pas résumer dans ces remarques tout ce qui me semble important à dire. Ce que je peux faire, c'est mettre en relief les prémisses essentielles d'une discussion intelligente.

1. Le monde vit dans un seul système social historique, le système mondial moderne, qui est celui de l'économie mondiale capitaliste. Il est apparu dans une région particulière du monde – certaines parties de l'Europe et des Amériques – au cours du 16^e siècle. Il s'est ensuite étendu géographiquement pour absorber de plus en plus de parties du monde. À la fin du 19^e siècle, il englobait le monde entier, y compris bien sûr l'Empire ottoman et le Moyen-Orient. Il domine toute la planète depuis.

2. Comme tous les systèmes, des plus minuscules aux plus vastes (l'univers) que nous connaissions, ce système a une vie. Il n'est pas, et ne peut pas, être éternel. Analytiquement, tous les systèmes ont trois phases : leur apparition, leur « vie normale » dont nous pouvons discerner les règles, et finalement le moment de leur crise structurelle. Nous sommes arrivés à ce troisième moment, quand tous les processus se sont trop éloignés de leur

1. Immanuel Wallerstein est un sociologue américain. Célèbre pour son développement de l'approche générale en sociologie qui a conduit à l'émergence de la théorie du système mondial, il a notamment publié : *Uncertain Worlds : World-Systems Analysis in Changing Times*, avec Charles Lemert et Carlos Antonio Aguirre Rojas, Boulder, Paradigm Publishers, 2013.

point d'équilibre. Nous le vivons depuis environ cinquante ans et cette crise ne se résoudra peut-être pas avant trente ou quarante ans.

3. Le moment de la crise structurelle est, d'un côté, une époque terrible à vivre parce que c'est une période d'incertitude totale, pas seulement à moyen terme mais aussi à très court terme. C'est aussi une période enthousiasmante, pendant laquelle tout nano-apport, réalisé par des individus ou des groupes, compte et peut influencer l'issue finale de notre combat pour remplacer ce système par un système beaucoup plus humain.

4. Nous en sommes à cette crise structurelle pour deux raisons. L'une est que le système s'est trop éloigné de son point d'équilibre pour être en mesure de reprendre son mode « normal » de fonctionnement. Les capitalistes ne peuvent plus accumuler du capital indéfiniment. Ce ne sont pas seulement les opposants au capitalisme qui cherchent une alternative mais ses partisans eux-mêmes.

5. La crise structurelle du capitalisme est marquée par d'énormes fluctuations, constantes et sauvages : de l'économie mondiale, des monnaies, des alliances géopolitiques, de la stabilité des régimes en place. C'est ce que nous voulons dire quand nous parlons de chaos. Une situation chaotique extrêmement déconcertante intellectuellement, économiquement paralysante et moralement contradictoire. Nous vivons la contestation du jacobinisme dans tous les États, et la nécessité de trouver de nouvelles façons de s'adapter aux réalités des États multinationaux.

Quelles conclusions en tirer ? Tout d'abord, nous devons faire l'effort de comprendre cette situation radicalement nouvelle intellectuellement.

Deuxièmement, nous devons comprendre que le monde fait face à un défi moral essentiel. Le chaos ne durera pas toujours. Nous atteindrons un point où un ou deux nouveaux systèmes mondiaux émergeront : un qui reproduira les pires caractéristiques du capitalisme (hiérarchie, exploitation et polarisation) dans une nouvelle forme non capitaliste ou un qui sera, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, relativement démocratique et relativement égalitaire. Il n'y a pas d'issue intermédiaire. Troisièmement, une fois que nous avons fait notre choix moral, nous devons définir la stratégie politique qui nous aidera à triompher. Je pense que cela devra impliquer une vaste coalition de toutes les forces de la gauche mondiale. J'espère que nous parviendrons à réaliser ces trois tâches liées : la probité analytique, le choix moral et une stratégie politique efficace.

LA QUATRIÈME GUERRE MONDIALE ET COMMENT LA GAGNER

JOHN HOLLOWAY¹

LA GUERRE DU CAPITALISME CONTRE L'HUMANITÉ

Un grand honneur, une émotion magnifique. J'apprends tellement sur le mouvement de libération kurde. Mais c'est bien plus que le mouvement kurde, n'est-ce pas ? Il y a un débordement, un débordement qui vient du Kurdistan, et nous sommes ce débordement, nous qui sommes sans arrêt attaqués, désespérant de trouver une issue. Nous voyons en eux un espoir pour nous-mêmes, nous qui essayons de tisser un autre monde, contre et au-delà de ce monde de destruction et de mort, et qui ne savons pas comment faire, c'est pour cela que nous cheminons en interrogeant, en apprenant, en étreignant.

Nous sommes agressés de plus en plus violemment, si violemment que parfois cela ressemble à une longue nuit sombre sans l'espoir de l'aube. C'est ce que les zapatistes appellent la quatrième guerre mondiale, mais le nom n'a pas d'importance. La guerre du capitalisme contre l'humanité. Ayotzinapa est le nom qui résonne maintenant aux oreilles de ceux d'entre nous qui vivent au Mexique et bien au-delà, mais il y a beaucoup, beaucoup d'images de l'horreur de l'agression capitaliste : Guantanamo, la mort par noyade de 300 migrants en Méditerranée, Daech et l'horreur apparemment sans fin de la guerre au Moyen-Orient, les dégâts infligés par les politiques d'austérité dans toute l'Europe et en Grèce en particulier,

1. John Holloway est un avocat, sociologue et philosophe irlandais. Il focalise son travail sur le mouvement zapatiste au Mexique où il vit depuis 1991. Il a inspiré des mouvements comme celui des *piqueteros* en Argentine et des groupes altermondialistes en Europe et aux États-Unis. Enseignant à l'Institut pour les humanités et les sciences sociales à l'Université autonome de Puebla (Mexique), il a notamment publié *Changer le monde sans prendre le pouvoir*, Paris, Syllepse, 2008 ; *Negativity and Revolution : Adorno and Political Activism* (avec Fernando Matamoros Ponce et Sergio Tischler), Londres, Pluto Press, 2008.

les attaques constantes contre la pensée critique dans les universités du monde, etc. Tous les symboles de la violente obscénité de ce monde où l'argent est le seigneur et maître. Une quatrième guerre mondiale donc, non une attaque contrôlée et consciente, mais un assaut logiquement cohérent et constamment renouvelé de l'argent contre l'humanité.

LA CRISE DU CAPITALISME

La quatrième guerre mondiale: la crise du capitalisme, un capital qui tente désespérément de survivre, qui se bat par tous les moyens pour assurer la survie d'un système qui n'a pas de sens au-delà de sa propre reproduction. L'existence même du capitalisme est une agression. C'est une agression qui nous répète jour après jour: «Vous devez organiser votre activité d'une certaine façon, la seule activité valable dans cette société est celle qui contribue aux profits du capital, en d'autres mots le travail.» C'est la théorie de la valeur du travail, la théorie qui a été tant mise à mal ces deux derniers jours.

La théorie de la valeur-travail chez Marx est d'une importance fondamentale pour trois raisons. D'abord, elle nous dit que le capital dépend de la conversion de notre activité quotidienne en travail (ce que Marx appelle le travail abstrait ou aliéné), en une activité particulière qui crée de la valeur et finalement du profit pour le capital. Cela annonce la faiblesse du capital, car il dépend de nous. Deuxièmement, cette théorie nous dit que la conversion de notre activité en travail est un processus totalisant qui nous subordonne à une logique unifiante du profit. Elle nous dit donc que la révolution doit être un démaillage de ce processus de totalisation, un mouvement de dé-totalisation (ou autonomisation), la création d'un monde de plusieurs mondes, comme disent les zapatistes. Et, troisièmement, la théorie nous dit que cette poussée pour convertir notre activité (ou action) a une dynamique: cela dérive du fait que l'ampleur de la valeur est déterminée par la quantité de temps de travail socialement nécessaire pour produire une marchandise et le fait qu'il diminue constamment. La faiblesse du capital réside non seulement dans le fait qu'il dépend de la conversion de notre activité en travail, mais aussi qu'il dépend de sa capacité à nous faire travailler de plus en plus vite: la faiblesse inhérente devient un facteur de crise. La théorie de Marx est un cri, un cri de douleur et de fureur contre l'obscénité d'une telle façon d'organiser

nos activités créatives, mais c'est aussi un cri d'espoir parce que ce système qui nous détruit a une faiblesse fatale : le fait qu'il dépend de nous.

Si vous n'avez pas lu *Le Capital*, s'il vous plaît, lisez-le. Si vous l'avez lu, alors relisez-le. Cette requête s'adresse à vous tous, en particulier aux anarchistes et encore plus particulièrement aux marxistes parmi vous, et, s'il y a un moyen pour que mes mots vous atteignent sur votre île-prison, à vous, Abdullah Öcalan. Le travail est la production de l'insignifiant. David Graeber l'a très bien dit hier, mais Marx l'avait aussi dit il y a cent cinquante ans. Mais c'est plus que cela : le travail, c'est la destruction des formes de vie humaines et non humaines.

LES LIMITES DU JEU

Le capital est une agression et lors de sa crise il y a une intensification de cette agression. Dans la crise actuelle, le capital atteint les limites de sa capacité à imposer la logique du profit, la logique de l'insensé « plus vite plus vite » sur la vie humaine. Nous sommes la crise du capital. Il essaye de trouver une solution de deux façons. D'abord en accentuant la pression, en devenant plus autoritaire, en éliminant tous ceux qui font obstacle à ses ambitions : Ayotzinapa, 50 prisonniers politiques dans l'État de Puebla où je vis. Ensuite, en jouant un grand jeu de faux-semblants : si nous ne pouvons pas vous exploiter de la façon qui nous convient, prétendons que nous le pouvons, augmentons le crédit et l'endettement, d'où l'énorme expansion du capital sous sa forme monétaire. Mais la crise de 2008 annonce très clairement les limites du jeu et force le capital à devenir encore plus autoritaire. C'est la quatrième guerre mondiale, la guerre contre l'humanité.

Nous devons gagner cette guerre : la perdre serait accepter la possible ou probable annihilation de la vie humaine. Gagner la guerre ne signifie pas pour moi pendre les banquiers et les politiciens aux réverbères (quel que soit l'attrait de cette idée), mais briser la dynamique de destruction qu'est le capital. Arrêtez de travailler, arrêtez d'engraisser le capital. Faisons quelque chose de sensé à la place, quelque chose de signifiant, posons les bases d'un mode de vie différent.

La stratégie qui consiste à essayer de se débarrasser du capital, mais sous une forme moins agressive, en reproduisant le capital ne fonctionne pas, quelles que soient ses bonnes intentions et la réalité de certains de ses effets bénéfiques. Regardez la Bolivie, regardez le Venezuela, regardez

maintenant la Grèce : le capitalisme gentil, ça n'existe pas. La Grèce nous montre jour après jour que la stratégie apparemment réaliste consistant à créer une société différente par le biais de l'État est absolument irréaliste.

Cela n'a pas de sens de penser que nous pouvons mettre un terme au capitalisme par le biais de l'État parce que l'État est une forme de relations sociales dont l'existence dérive du capital. Nous devons procéder de façon différente, de façons différentes, où les seuls chemins qui existeront seront ceux que nous tracerons. Et c'est notre responsabilité, une responsabilité qui ne peut être déléguée. Elle ne peut pas être déléguée à des politiciens, mais elle ne peut non plus être déléguée au mouvement de libération kurde ou aux zapatistes. Ce combat est le nôtre, pas seulement à l'endroit où nous sommes nés, où nos parents sont nés. Nous sommes au centre, ce « nous » avec lequel nous avons commencé : un « nous » auto-contradictoire, un « nous » qui chemine en posant des questions, en rêvant. Nous qui marchons en tissant. Concrètement, nous créons les bases d'une société différente en la tissant dans un mouvement qui va contre et au-delà de l'enfermement capitaliste de notre activité en un travail totalisant et dépourvu de sens. Ce n'est pas un projet, c'est quelque chose que nous faisons déjà, qui a toujours été au centre de tous les combats anticapitalistes. Nous luttons contre le capital en agissant contre le travail, en tissant un monde de plusieurs mondes qui poussent vers l'autodétermination. Tous ces tissages sont contradictoires, tous doivent faire face au problème extrêmement complexe de l'interface avec un monde dominé par l'argent, par la valeur : c'est pourquoi ils ne peuvent pas être réellement compris comme des autonomies mais au mieux comme des autonomisations, comme des déchirures ou des accrocs dans la trame de la domination.

Il y a de la poésie dans cette approche : pas dans le langage nécessairement, mais dans l'élan du combat lui-même. Nous vivons dans un monde qui n'existe pas encore, en espérant le créer en le vivant. Nous vivons dans un monde qui existe potentiellement, nous vivons dans le subjonctif plutôt que dans l'indicatif. Ce n'est pas une révolution à venir, ce n'est pas un après-capitalisme que nous créons, c'est un dans-contre-et-au-delà du capitalisme ici et maintenant.

Nous brisons l'homogénéité du temps, nous brisons les limites de l'espace. Pour les zapatistes, la dignité est le concept central, la dignité de ceux qui luttent dans-contre-et-au-delà d'un monde bâti sur la négation de la dignité. La poésie qui est si évidente dans les communiqués écrits par une

personne qui était le sous-commandant Marcos (maintenant Galeano) n'est pas la poésie d'une personne, mais la poésie d'un mouvement. Ce n'est pas un ajout décoratif au mouvement, c'est l'âme de ce mouvement. Ce n'est pas seulement la poésie des zapatistes mais celle de la tradition de la pensée critique qui va de Marx à Bloch, Adorno, Benjamin, Marcuse, Vaneigem et bien au-delà. C'est une poésie qui a été présente dans beaucoup des présentations faites ici.

L'ÉTHIQUE ET LA POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE

Cette approche est très séduisante. Elle a une beauté, et aussi un cœur éthique. Elle ramène l'éthique et la politique révolutionnaire sur le même plan : le monde que nous créons est le monde qui devrait exister. Mais est-ce réaliste ? En ces temps de guerres, en ces temps d'agression capitaliste aiguë, est-ce que la préfiguration du monde que nous voulons est une approche réaliste ? Être moralement juste et poétiquement séduisant n'est pas suffisant : nous voulons vraiment gagner la quatrième guerre mondiale en la terminant, en créant un monde délivré du capitalisme. Nous ne savons pas. Nous savons que la première approche (celle apparemment réaliste) ne marche pas, mais cela ne veut pas dire que la seconde fonctionne. Nous savons aussi que la seconde approche est inévitablement contradictoire, qu'il n'y a pas de pureté ici.

Nous nous battons en tissant un monde différent, de beaucoup de façons différentes. Ce sont des tissages qui sont effectués dans le monde entier, qui sont constamment menacés par le capital, fréquemment écrasés par le capital et constamment repris par nous. Il n'y a pas de modèle, pas de règles pour dire comment cela devrait être fait. Mais il y a des exemples remarquables, des exemples qui illuminent un ciel sombre et déprimant, des exemples qui nous inspirent par leur force et leur beauté. Le mouvement zapatiste en est un glorieux exemple. Le mouvement kurde, avec toute la beauté créative qui nous a été narrée, en est un autre.

LA FEUILLE DE ROUTE POUR LA PAIX DU PRISONNIER D'IMRALI

MICHEL VERRIER¹

Abdullah Öcalan a été capturé au Kenya le 15 février 1999, au cours d'une opération menée conjointement par les services secrets turcs et américains. Chassé de Syrie par Hafez el-Assad, qui se plia aux menaces d'Ankara, le fugitif avait tenté vainement de se réfugier en Italie, en Russie ou en Grèce. Les chaînes de télévision diffusèrent les images d'un homme groggy, défait. Le leader kurde légua alors la direction de son parti aux commandants de la guérilla réfugiés en Irak dans les montagnes de Qandil, et décida de consacrer son énergie à la lecture et à l'écriture de ses « Cahiers de prison » sur l'origine de la civilisation, le rôle de la religion, la libération des femmes et la solution démocratique de la question kurde.

Enfermé à vie sur l'île-prison d'Imrali, Abdullah Öcalan a voulu jouer un rôle similaire à celui de Nelson Mandela, inspirateur de la lutte contre l'Apartheid et pour la démocratisation de l'Afrique du Sud. Lors de son procès devant la cour de sûreté d'Ankara en juin 1999, il défendra la perspective conciliatrice d'une « union démocratique » permettant aux Kurdes de vivre en tant que citoyens de plein droit au sein de la Turquie².

Le leader kurde initiait ainsi une révision complète de la doctrine du PKK : « Pour répondre aux impératifs historiques aujourd'hui, il faut réévaluer les principes, les programmes et le mode d'action », déclara-t-il devant les juges. Les systèmes rigides font faillite, les questions nationales, ethniques, religieuses, linguistiques et les problèmes régionaux ne peuvent être résolus qu'en « appliquant et en garantissant les critères classiques de

1. Michel Verrier est journaliste indépendant à Berlin. Il a effectué des grands reportages en Allemagne, en Algérie, en Turquie, en Irak, en Iran. Il est spécialiste de la question kurde et a été primé en 1997 par la fondation Nourredine Zaza (Genève) et l'Institut kurde de Paris pour ses reportages dans *Le Monde diplomatique*. Il a reçu le Prix du journalisme franco-allemand en 2011.

2. <http://orientxxi.info/magazine/l-irresistible-ascension-des-kurdes-en-turquie-et-en-syrie,1256>.

la démocratie». «Le PKK doit abandonner son but de création d'un État kurde séparé et adopter un programme démocratique pour l'ensemble de la Turquie», concluait-il.

La démocratie, selon Abdullah Öcalan, était également la clé du futur de la Turquie, qui ne pourrait atteindre ce but «sans les Kurdes». Nombre d'observateurs estimèrent alors le leader kurde déchu³. L'image du chef terroriste marxiste-léniniste diffusée par la propagande turque et relayée le plus souvent sans nuances par les médias européens s'accommodait mal d'un tel revirement. Les juges du tribunal, comme la plupart des commentateurs et experts, préférèrent donc l'ignorer, ou l'étiqueter d'opportuniste. Ses propositions de paix le firent même passer pour un traître dans les rangs de son propre parti.

Puis, au fil des années, les négociations entamées en 2009 avec le gouvernement du leader de l'AKP, Recep Tayyip Erdogan, via les services secrets turcs du MIT, semblèrent donner raison, au moins en partie, au fondateur du PKK. Le 21 mars 2015, lors de la fête de Newroz, le nouvel an kurde, Abdullah Öcalan s'adressait à un million de personnes rassemblées à Diyarbakir, la capitale du Kurdistan de Turquie. Dans son message lu en turc et en kurde par deux députés du HDP, Sirri Süreyya Önder et Pervin Buldan, il répétait ses propositions pour ranimer le processus de paix qui semblait figé⁴. Abdullah Öcalan se référait aux dix points de la déclaration du 28 février 2015, publiée lors d'une «conférence de presse historique» du parti HDP (pro-kurde) et du gouvernement turc au palais de Dolmabahçe à Istanbul⁵.

S'illusionnait-il alors sur les projets du pouvoir? Le 5 avril 2015, le prisonnier d'Imrali fut mis au secret, interdit de communication avec l'extérieur. Une politique qui «remettait en cause le moindre gain démocratique» des dernières années, selon Figen Yüksekdağ, vice-présidente du HDP⁶.

La guerre en Syrie et le rôle décisif des Kurdes dans la lutte contre Daech; la constitution d'une région kurde autonome, le Rojava, dans le

3. Michel Verrier «Abdullah Öcalan, une nouvelle logique politique?», *Confluences Méditerranée* n° 31.

4. <http://bianet.org/english/diger/163204-ocalan-s-newroz-message>.

5. www.hurriyetdailynews.com/kurdish-peace-call-made-amid-row-on-security-bill.aspx?pageID=238&nID=78999&NewsCatID=338.

6. www.anfenglish.com/news/yuksekdag-isolation-of-ocalan-means-a-war-and-lack-of-solution.

nord de la Syrie ; le succès électoral du HDP en Turquie mettant en cause les pleins pouvoirs de l'AKP ; la répression militaire féroce et les soulèvements dans les villes kurdes de l'est du pays ; le projet présidentiel autoritaire d'Erdogan ; et le nettoyage de l'armée, de la police, de la justice dans l'après-coup d'État raté du 15 juillet 2016, attribué au mouvement Gülen : tous ces bouleversements ont réduit à néant pour l'instant tout espoir de solution dans la région kurde.

CARNETS DE PRISON

Abdullah Öcalan a détaillé sa « feuille de route » vers la paix dans ses « Carnets de prison ». Il y définit les réformes démocratiques indispensables au respect des droits du peuple kurde, majoritaire dans l'est de la Turquie.

« Le PKK ne se bat pas contre la République mais contre les activités antidémocratiques visant la République », affirme le fondateur du PKK⁷. Il rejette en effet la constitution d'un État kurde indépendant et la logique des États-nations « nés dans la violence, le nationalisme destructeur ». Ces derniers imposent, selon lui, une « citoyenneté homogène », annihilant les minorités, leurs cultures et leurs langages par assimilation forcée.

La proclamation d'un État kurde impliquerait, selon lui, la mise en place de « nouvelles structures étatiques, autoritaires » dont les kurdes veulent justement se libérer⁸.

Rejetant toute solution « centraliste et bureaucratique de l'administration et de l'exercice du pouvoir » propre à l'État-nation, le fondateur du PKK milite dans sa feuille de route pour le « confédéralisme démocratique », permettant de fonder dans le cadre des frontières actuelles une nation démocratique, multilingue et multiethnique.

L'« unité communale » en est la base. « La participation de la population » permettant alors une « auto-administration politique » dans le cadre de laquelle « tous les groupes de la société, ainsi que toutes les identités culturelles ont la possibilité de s'exprimer par le biais de réunions locales, de conventions générales et de conseils ». La politique devrait alors faire partie de la vie quotidienne⁹, au sein de « communes économiques et

7. Abdullah Öcalan, « La feuille de route vers les négociations », International Initiative Edition, p. 62, 2013.

8. Abdullah Öcalan, « Confédéralisme démocratique », International Initiative Edition, p. 13, 2013.

9. *Idem*, p. 26.

écologiques» visant à répondre avant tout aux besoins fondamentaux de la population.

Ces propositions et analyses du prisonnier d'Imrali prennent aujourd'hui le contre-pied de l'idéologie d'origine du PKK, fondé en 1978 en tant que parti armé de libération nationale pour un Kurdistan indépendant et socialiste. Originaire d'Ömerli, village kurde proche d'Halfeti, sur les rives de l'Euphrate, Abdullah Öcalan fuira sa famille, pauvre, conservatrice, pour devenir employé du cadastre à Diyarbakir, capitale du Kurdistan turc. Confronté à la corruption, il refusera d'abord les dessous de table, jusqu'au jour où il décidera de les investir dans la cause du Kurdistan. Étudiant en droit à Istanbul puis en sciences politiques à Ankara, il rejoint en 1966 l'association kurde DDKO (Centres culturels révolutionnaires de l'est).

«Seul le mouvement étudiant de gauche des années 1970 fut capable de contribuer substantiellement à la prise de conscience de l'existence d'une identité kurde», estime-t-il¹⁰. Il s'agit alors pour Apo, surnom populaire d'Öcalan, de faire relever la tête au peuple kurde écrasé par des décennies de révolutions et de défaites, depuis la création de la république de Mustapha Kemal. «Mon fils, nous sommes du bois sec, pourras-tu le faire reflourir?», lui demandera un voisin de son village d'origine¹¹. Délaissant Ankara, il rompt avec les organisations de gauche turques qui l'accusent de séparatisme, et avec l'attentisme des partis kurdes, incapables, selon lui, de faire le pas de la lutte armée nécessaire à la libération du Kurdistan «colonisé» avant que «les conditions politiques ne leurs soient favorables».

CRÉATION DU PKK

En compagnie de ses premiers compagnons de route, il imposera son propre groupe politique au Kurdistan par la confrontation violente, assassinats y compris. Fondé en 1978 à Fis, village proche de Lice, le PKK se concevra d'emblée comme un parti armé qui consacre ses forces à l'organisation de la guérilla dans les régions rurales. «Dans un cadre urbain, le mouvement n'aurait pas survécu», estime le leader kurde.

Pour échapper à la répression de l'État et des militaires, comme aux intimidations et pressions de partis kurdes déjà établis — dont le PDK du leader kurde irakien Massoud Barzani —, «Apo» s'exile au Liban en 1980.

10. Abdullah Öcalan, «Guerre et paix au Kurdistan», International Initiative Edition, p. 25, 2008.

11. «Contribution d'Öcalan», dans Namoz Aziz, *Kurdistan und die Probleme um Öcalan*, Gallas, 1999.

Il y organise le camp d'entraînement où seront formés les premiers militants du PKK, avec l'aide militaire des Palestiniens du FDLP (Front démocratique de libération de la Palestine). Ils se joindront aux Palestiniens dans la lutte contre l'armée israélienne qui envahit le pays en 1982.

Le PKK organise le 15 août 1984 à Semdinli, sa première opération militaire au Kurdistan. C'est une victoire pour Abdullah Öcalan¹². Mais les rangs de ses combattants seront décimés au cours des deux années suivantes. La formation idéologique des militants devient alors la priorité pour renforcer les rangs du parti-armée.

Le camp d'entraînement libanais est transformé en académie militaire et la libération des femmes devient en 1988 la préoccupation première. Le PKK en récolte les fruits au début des années 1990, et devient un parti populaire, formant, selon Apo, de nouveaux combattants par dizaines de milliers. L'armée turque ripostera dès 1992 par une guerre de destruction massive : 4 000 villages accusés de sympathie avec la guérilla seront détruits.

Le fondateur du PKK fait alors l'expérience de l'impasse politique d'un mouvement armé devenu quasi hégémonique parmi les Kurdes de Turquie : la guérilla ne pouvait pas plus vaincre l'armée turque que celle-ci ne pouvait écraser la guérilla. « Si le gouvernement turc se déclare sérieusement prêt à négocier, nous sommes prêts à proclamer le cessez-le-feu et à ouvrir des négociations », nous expliqua alors Abdullah Öcalan, au cours d'une interview dans le camp de formation des militants de son parti à la périphérie de Damas¹³.

Espérant pouvoir initier ce processus de négociation avec le président Turgut Özal, Abdullah Öcalan proclamera un premier cessez-le-feu le 17 mars 1993, lors d'une conférence de presse en compagnie du leader kurde irakien Jalal Talabani, futur président de l'Irak, à Bar Elias au Liban. Il proposa alors une nouvelle définition de la relation des Turcs et des Kurdes basée sur l'égalité et la libre association. Mais la mort subite d'Özal privera le processus d'un de ses protagonistes les plus importants, selon Abdullah Öcalan¹⁴. Il ajoute : « Il y avait également d'autres obstacles. Certains radicaux du PKK ne se résignèrent pas à mettre fin à la lutte armée. » Un commandant du PKK, Semdin Sekik, organisa de sa propre

12. *Idem*.

13. Michel Verrier, « Les atouts de la guérilla kurde, des maquis aux studios de télévision », entretien, 22 août 1997, *Le Monde diplomatique*, décembre 1997.

14. « Guerre et paix au Kurdistan », p. 29.

initiative une embuscade qui coûta la vie à trente jeunes soldats désarmés de l'armée turque, à leur retour de permission, ruinant les projets d'Abdullah Öcalan, qui réitérera en vain ses cessez-le-feu au cours de la décennie, en 1998 notamment.

Le PKK avait rejoint de fait dans les années 1970 le camp du socialisme réel et des mouvements de libération nationale, tout en se tenant à l'écart des querelles Moscou-Pékin. Les Kurdes n'ont jamais oublié le soutien accordé à Mustafa Kemal par Moscou et l'Internationale communiste au début des années 1920, aux dépens des communistes de Turquie et du Kurdistan.

Face à l'effondrement du bloc soviétique, Abdullah Öcalan rompra définitivement avec le léninisme et le « socialisme réel » pour se rapprocher des thèses libertaires de Murray Bookchin dont il lira les livres en prison en 2002¹⁵.

LA RENCONTRE AVEC MURRAY BOOKCHIN

Ancien militant communiste américain, trotskiste à l'époque de la Seconde Guerre mondiale, Bookchin prit au pied de la lettre le pronostic de Léon Trotsky selon lequel si la guerre ne se terminait pas par une révolution, il faudrait revoir de fond en comble le marxisme et le rôle historique attribué à la classe ouvrière. Il deviendra au cours des années 1980 le théoricien du municipalisme libertaire, privilégiant l'écologie, la démocratie directe, les assemblées populaires. Bookchin se référait toujours en ce domaine au concept de « double pouvoir » exposé par Trotsky dans son *Histoire de la révolution russe*, ouvrage dans lequel il décrit le rôle de contre-pouvoir du soviét des soldats et ouvriers de Petrograd après février 1917 face aux divers gouvernements libéraux¹⁶. Abdullah Öcalan correspondra avec Bookchin de sa prison par l'intermédiaire de ses avocats. L'assemblée du PKK rendra hommage à ce dernier lors de son décès en 2006, saluant « l'un des principaux penseurs des sciences sociales du 20^e siècle [qui nous a] introduits à l'écologie sociale et au concept du confédéralisme ».

La capacité d'Abdullah Öcalan à réagir aux idées de Bookchin tient également au développement des groupes éco-libertaires à Istanbul au

15. <http://kurdishquestion.com/index.php/insight-research/bookchin-oecalan-fruits-on-the-tree-of-mankind/1339-bookchin-oecalan-fruits-on-the-tree-of-mankind.html>.

16. Janet Biehl, « Bookchin, Öcalan, and the Dialectics of Democracy », <http://new-compass.net/articles/bookchin-öcalan-and-dialectics-democracy>.

début des années 1990. Ils initièrent la traduction des livres du penseur américain en même temps qu'ils publiaient leurs thèses et appliquaient les principes de l'écologie sociale aux problèmes environnementaux croissants de la Turquie et d'Istanbul.

Le confédéralisme démocratique est en ce sens un projet de société, une utopie qui remplace le socialisme du siècle précédent et permet au Kurdes de proposer une alternative tant aux régimes et aux États-nations du Moyen-Orient en crise qu'au « califat » de l'État islamique, ou à l'indépendance de la région du Kurdistan d'Irak promise par Massoud Barzani¹⁷.

Abdullah Öcalan a publié en mars 2005 une « déclaration du confédéralisme démocratique au Kurdistan », qui défend une démocratie reposant sur les structures démocratiques communales de la société « naturelle »¹⁸. Elle s'appuiera sur des assemblées de village, de ville, d'agglomération, dont les délégués seront dotés du pouvoir de décision. Ce qui signifie que le peuple et les communautés pourront décider de leur destin. Elle appelle tous les secteurs de la société, en particulier les jeunes et les femmes, à se doter de leurs propres organisations démocratiques et à se gouverner eux-mêmes. « Les droits de chaque individu et la liberté d'expression doivent être garantis, quelles que soient les différences ethniques, de religion ou de classe sociale. »

Abdullah Öcalan ne prône pas cependant la destruction de l'État central, qui peut coexister avec la démocratie confédérale des conseils et assemblées si son rôle est strictement délimité et ses forces réduites. Un programme qui inspirera les Kurdes de Turquie dans les municipalités gouvernées par le parti pro-kurde HDP dans l'est du pays, et qui est pour beaucoup dans la décision d'Erdogan de stopper brutalement le processus de paix et les négociations entamées avec Abdullah Öcalan, a fortiori au lendemain de la poussée électorale du HDP, favorable au « confédéralisme démocratique ».

UNE MENACE POUR ERDOGAN

Erdogan, qui se voit aujourd'hui comme le maître de la Turquie purgeant l'appareil d'État à sa guise, ne pouvait tolérer le développement d'un

17. <http://orientxxi.info/magazine/le-mirage-toujours-vivace-de-l-independance-kurde,1203>.

18. Abdullah Öcalan, « The declaration of democratic confederalism », 4 février 2005, www.kurd-media.com/article.aspx?id=10174.

contre-pouvoir contestant le sien, quitte à réduire en cendre les villes de la région kurde qui lui résistaient, de Cizre à Diyarbakir.

Mais le concept du pouvoir confédéré des assemblées, comités, peut également conduire à l'affrontement sans lendemain avec le pouvoir central, détenteur de la puissance militaire. Ceux qui s'insurgent pour le défendre peuvent s'isoler alors de la population qu'ils disent représenter, et qui subit de plein fouet les contrecoups de la répression.

Abdullah Öcalan a critiqué les partis politiques qui sont la « reproduction des structures contre lesquelles on lutte », figeant les hiérarchies et conduisant les militants à obéir au chef et non au peuple. Le PKK, comme les autres partis, avait depuis le début une structure hiérarchique similaire à celle des États, selon lui. Les défenseurs de la liberté étaient incapables de se libérer eux-mêmes de la façon de penser qui régit les structures hiérarchisées. « Les membres du PKK ont plutôt tendance à être dirigés par leurs supérieurs que par la société, ou sont enclins à vouloir eux-mêmes monter en grade pour diriger, alors qu'ils militent pour la liberté et la démocratisation sociale. »

On chiffre à 500 000, voire un million, les personnes déplacées au lendemain des affrontements dans les villes kurdes et la destruction de quartiers entiers en 2016, là où des militants ou sympathisants du PKK ont cru pouvoir s'inspirer de l'exemple de la région kurde de Syrie, et de son administration autonome, née après la disparition ou l'effondrement du pouvoir de Damas.

Le confédéralisme démocratique est en effet mis en pratique dans le nord de la Syrie, dans les régions contrôlées par le PYD, Parti de l'union démocratique, dont nombre de cadres et militants sont issus du PKK.

Les Kurdes ont largement débattu du concept d'autonomie formulé par Abdullah Öcalan, note la revue *Al-Monitor*. Ils ont acquis une expérience de gouvernement au cours des cinq dernières années en créant des comités locaux et des institutions démocratiques autonomes¹⁹.

Il ne s'agit pas pour autant d'imposer ce modèle tel quel aux autres communautés de la région avec lesquelles les Kurdes se sont alliés au sein des Forces démocratiques syriennes en vue de libérer Raqqa, la capitale

19. www.al-monitor.com/pulse/originals/2016/03/turkey-syria-kurds-confident-their-self-rule-succeed.html.

de l'État islamique (EI), dont la population arabe cultive d'autres traditions²⁰. Mais le confédéralisme démocratique, le pouvoir des assemblées, peut permettre également de faire coexister ces différentes entités et leurs institutions propres.

Le Rojava, la Fédération démocratique du nord de la Syrie, a ainsi été constituée le 17 mars 2016 à Rmeilane, en rassemblant des représentants des communautés kurde, arabe, syriaque, assyrienne, arménienne, turkmène et tchétchène²¹.

Le conseil civil de Manbij, ville stratégique proche de la frontière turque, qui rassemble Arabes, Kurdes et Turkmènes, s'est constitué quant à lui le 5 avril 2016, en dépit des menaces de la Turquie, et a libéré le 13 août 2016 la ville occupée depuis 2013 par l'EI.

Damas, Ankara, l'opposition syrienne en général et les groupes islamistes rejettent en bloc ces institutions. L'écrivain syrien Haytham Manna a démissionné, lui, de la présidence de l'alliance arabo-kurde, au lendemain de la constitution du Rojava en région autonome. Kamiran Hajo, porte-parole du KNC, qui rassemble les partis kurdes syriens proches de Massoud Barzani, a condamné la création du Rojava comme «une autre forme de dictature²²».

La région kurde de Syrie fait face en fait à une situation rappelant par certains aspects celle des Kurdes d'Irak, qui constituèrent leur région autonome en profitant du parapluie de la zone d'exclusion aérienne mise en place par les États-Unis et leurs alliés au lendemain de la guerre du Golfe en 1991. Le Rojava pourrait connaître un développement aussi durable. Alors que l'on ignore encore ce que sera la Syrie après la guerre, Bachar el-Assad a déjà averti les Kurdes de Syrie que leur autonomie n'était que temporaire.

TUER L'HOMME DOMINANT

La guerre des Kurdes de Syrie contre Daech a également mis en avant le rôle des femmes, particulièrement remarqué par les médias occidentaux.

20. www.al-monitor.com/pulse/originals/2016/03/syria-raqqa-revolutionaries-brigade-liberation-isis.html.

21. <http://kurdishquestion.com/index.php/kurdistan/west-kurdistan/final-declaration-of-the-roj-ava-northern-syria-democratic-federal-system-constituent-assembly.html>.

www.kedistan.net/2016/03/17/kurdes-syriens-federalisme

22. <http://aranews.net/2016/03/kurdish-national-council-syria-condemns-federalism-declaration-kurdish-rival/>.

Combattantes et dirigeantes des Unités de protection du peuple (YPG), elles incarnent l'égalité entre les sexes, face aux milices de l'EI arrachant toute liberté aux femmes, les menant jusqu'à l'esclavage. Le Mouvement des femmes libres du Kurdistan a été fondé en 1995, lors d'un congrès du PKK.

Pour Abdullah Öcalan, la lutte de libération des femmes, la «solidarité féminine», a pris aujourd'hui le rôle attribué à la classe ouvrière au 20^e siècle par le marxisme. Il a repris dans ses écrits l'idée selon laquelle «le patriarcat n'a pas toujours existé». La société qui se développa il y a environ vingt mille ans dans les monts Zagros et Taurus était matri-centrée, selon lui. Puis les femmes ont enregistré leur première défaite, qui a marqué l'histoire des sociétés jusqu'à nos jours. Elles ont été peu à peu expulsées du pouvoir par l'homme, qui imposa son autorité sur le clan familial. Une victoire qui n'avait rien d'une nécessité historique inévitable²³:

Nous pouvons qualifier ce changement dans la valeur de la femme au sein de la culture moyen-orientale de première rupture sexuelle majeure, ou de contre-révolution, qui n'a produit aucun développement progressiste pour l'humanité, et a engendré une extraordinaire pauvreté de vie. Au lieu d'une société à deux voix, elle engendra une société à une seule voix, masculine. L'intelligence émotionnelle de la femme, créatrice de merveilles, humaine et engagée en faveur de la nature et de la vie, fut perdue. À sa place apparut l'intelligence analytique maudite d'une culture actuelle soumise au dogmatisme exaltant la guerre comme la plus grande vertu, pour qui le traitement arbitraire de la femme et l'asservissement de l'être humain représentaient ce qui est juste.

Doucement mais sûrement, la mère fut «drapée dans des voiles et devint captive au sein du harem de l'homme fort²⁴».

Les femmes subirent ensuite la «deuxième rupture sexuelle dont elles tentent encore de se relever»: l'intensification du patriarcat par l'intermédiaire des religions monothéistes²⁵. «Traiter les femmes comme des êtres inférieurs devint alors un commandement de Dieu.»

23. Abdullah Öcalan, *Libérer la vie : la révolution de la femme*, International Initiative Edition, p. 28, 2013.

24. *Idem*, p. 25

25. *Idem*, p. 34

Abdullah Öcalan prône le « divorce total » avec ces cinq mille ans de culture de domination masculine. Le 21^e siècle sera selon lui le siècle de la troisième « rupture sexuelle », la libération des femmes. « Il n'est pas sensé d'affirmer qu'il nous faut d'abord nous préoccuper de la question de l'État, puis de celle de la famille. Aucune question sociale sérieuse ne peut être appréhendée isolée. Les solutions à tous les problèmes sociaux du Moyen-Orient doivent se concentrer sur la place de la femme », selon lui. « Sans égalité entre les sexes, aucune exigence de liberté et d'égalité ne peut avoir de sens. Le principe fondamental du socialisme est de tuer l'homme dominant²⁶. »

Cette idéologie conforte sans doute les combattantes kurdes face aux milices de l'État islamique, caricatures s'il en est de l'homme que le fondateur du PKK veut détruire. Elle explique aussi pourquoi au Rojava les portraits d'Abdullah Öcalan ont pris la place de ceux de Bachar el-Assad. Son enfermement sur l'île d'Imrali lui a certes interdit de diriger les troupes du parti dont il fut le fondateur. Mais sa révolution politique détaillée dans ses livres écrits en prison perpétue aujourd'hui son autorité intellectuelle sur son mouvement.

26. *Idem*, p. 58-59.

2^E PARTIE

LA PAROLE AUX MILITANTS KURDES

LE CONFÉDÉRALISME DÉMOCRATIQUE

ABDULLAH ÖCALAN¹

Voilà plus de trente ans que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) lutte pour la reconnaissance des droits légitimes du peuple kurde. Notre lutte, notre combat pour la liberté a donné à la question kurde une résonance internationale, permettant de se rapprocher de la résolution de cette question essentielle pour tout le Moyen-Orient. À l'époque de la formation du PKK, dans les années 1970, le climat politique et idéologique international était caractérisé par le monde bipolaire de la guerre froide, et le conflit entre le socialisme et le capitalisme. Le PKK s'inspira alors de l'essor des mouvements de décolonisation dans le monde entier. Dans ce contexte, nous essayâmes de tracer notre propre voie, en accord avec les spécificités de la situation de notre pays. Le PKK n'a jamais considéré la question kurde comme un simple problème d'ethnicité ou de nationalité. Nous concevions notre mouvement comme un projet visant à libérer et à démocratiser la société.

Depuis les années 1990, nos actions ont été principalement déterminées par ces objectifs. Nous reconnûmes également un lien de causalité entre la question kurde et la domination mondiale imposée par le système capitaliste moderne. Sans remettre en question ce lien, toute solution aurait été impossible. Nous aurions continué à être dépendants, sous de nouvelles formes. À cette époque, en ce qui concerne les questions d'ethnicité et de nationalité, telle la question kurde, dont les origines sont profondément enracinées dans l'histoire et les fondations mêmes de la société, une seule

1. Abdullah Öcalan, né le 4 avril 1949 à Amara, a dirigé le Parti des travailleurs du Kurdistan depuis sa fondation en 1978 jusqu'à sa capture, le 15 février 1999. Il est toujours considéré comme un stratège du mouvement kurde. Il a écrit plus de dix ouvrages qui ont fortement influencé la politique kurde. Il a initié plusieurs cessez-le-feu de la part de la guérilla et présenté des propositions concrètes pour une solution politique à la question kurde. De 2009 à la mi-2011, les autorités turques ont « dialogué » avec Öcalan. Depuis le 27 juillet 2012, il est placé à l'isolement complet, coupé du monde extérieur sur l'île-prison d'Imrali.

solution viable était envisagée : la création d'un État-nation, paradigme de la modernité capitaliste de l'époque. Toutefois, nous n'arrivons pas à voir, dans les modèles politiques existants, une possibilité d'amélioration durable de la situation des peuples du Moyen-Orient. Le nationalisme et les États-nations n'étaient-ils pas, en effet, à l'origine de nombre des problèmes du Moyen-Orient contemporain ?

Examinons donc de plus près le contexte historique de ce paradigme, afin de concevoir une solution qui évite le piège du nationalisme et corresponde mieux à la situation du Moyen-Orient.

ÉTAT-NATION ET SOCIÉTÉ

On dit souvent que l'État-nation se soucie du sort du peuple. Ceci est faux. Il s'agit plutôt d'un gouverneur national au sein du système capitaliste mondial, un vassal de la modernité capitaliste, qui est beaucoup plus profondément lié aux structures dominantes du capital qu'on ne le croit. Il s'agit d'une colonie du capital. Aussi nationaliste qu'il se montre, l'État-nation sert toujours dans une même mesure les processus capitalistes de l'exploitation. Rien d'autre ne peut expliquer les terribles guerres de redistribution vécues à l'époque de la modernité capitaliste.

Ainsi, l'État-nation n'est pas avec le peuple, il est son ennemi. Les relations entre les différents États-nations et les monopoles internationaux sont coordonnées par les diplomates des États-nations. Sans la reconnaissance par les autres États-nations, aucun d'entre eux ne pourrait survivre. La raison se trouve dans la logique du système capitaliste mondial. Les États-nations qui sortent du système capitaliste connaîtront le même sort que le régime de Saddam Hussein en Irak, ou bien seront mis à genoux par le biais d'embargos économiques.

Nous allons maintenant tenter de démontrer pourquoi un État-nation kurde se révélerait inadapté aux besoins du peuple kurde.

Depuis des décennies, les Kurdes luttent non seulement contre l'oppression exercée par les puissances dominantes et pour la reconnaissance de leur existence, mais également dans le but de libérer leur société de l'emprise du féodalisme. Il serait donc illogique de se libérer pour s'enchaîner à nouveau, et voire même pour augmenter l'oppression. Dans le contexte de la modernité capitaliste, c'est pourtant à cela qu'équivaudrait la fondation d'un État-nation. Tant que l'on ne s'opposera pas à la modernité

capitaliste, la libération des peuples demeurera impossible. Voilà pourquoi la fondation d'un État-nation kurde est, pour moi, inenvisageable.

L'appel à la création d'un État-nation séparé représente les intérêts de la classe dirigeante et ceux de la bourgeoisie, mais ne reflète en aucun cas les intérêts du peuple. En effet, un État supplémentaire ne ferait que renforcer l'injustice et entraver plus encore le droit à la liberté.

Par conséquent, la solution à la question kurde se trouve dans une approche visant à affaiblir ou à repousser la modernité capitaliste. Les raisons historiques, les caractéristiques sociales et les évolutions concrètes relatives à cette question, ainsi que l'extension de la zone de peuplement des Kurdes sur le territoire de quatre pays, tout ceci rend d'autant plus indispensable une solution démocratique. Il est également important de se rappeler que l'ensemble du Moyen-Orient souffre d'un manque cruel de démocratie. Grâce à la position géostratégique de la zone de peuplement kurde, le succès du projet démocratique porté par les Kurdes promet également de favoriser des progrès dans la démocratisation de tout le Moyen-Orient. Ce projet démocratique, nous l'avons baptisé le confédéralisme démocratique.

LE CONFÉDÉRALISME DÉMOCRATIQUE, UN SYSTÈME MULTICULTUREL

On peut qualifier ce type de gouvernance d'administration politique non étatique ou encore de démocratie sans État. Les processus démocratiques de prise de décision ne doivent pas être confondus avec les processus auxquels les administrations publiques nous ont habitués. Les démocraties gouvernent, là où les États se contentent d'administrer. Les États sont fondés sur la force, les démocraties se basent sur le consensus. Les postes de responsabilité de l'État sont attribués par décret, bien qu'ils soient en partie légitimés par des élections. Les démocraties fonctionnent avec des élections directes. L'État considère légitime l'usage de la coercition, tandis que les démocraties reposent sur la participation volontaire. Le confédéralisme démocratique est ouvert aux autres groupes et factions politiques. Il s'agit d'un système flexible, multiculturel, antimonopoliste et fondé sur le consensus. L'écologie et le féminisme comptent parmi les piliers de celui-ci. Dans le cadre de ce type d'auto-administration, il sera nécessaire de mettre en place une économie alternative permettant

d'augmenter les ressources de la société, au lieu d'exploiter celles-ci, et qui sera ainsi mieux à même de répondre aux multiples besoins de la société.

PARTICIPATION ET DIVERSITÉ DU PAYSAGE POLITIQUE

Le caractère contradictoire de la composition de la société exige des groupes politiques qu'ils soient organisés en formations à la fois verticales et horizontales. Qu'il s'agisse de groupes locaux, régionaux ou centraux, il est important que cet équilibre soit respecté. Chacun à leur manière, ces groupes doivent être capables de gérer les situations concrètes auxquelles ils se trouvent confrontés et de développer les solutions adéquates aux problèmes sociaux les plus divers et variés. Exprimer son identité culturelle, ethnique ou nationale par le biais d'une association politique est un droit naturel. Cependant, ce droit ne peut s'exercer qu'au sein d'une société éthique et politique. En ce qui concerne les États-nations – républiques ou démocraties –, le confédéralisme démocratique est ouvert au compromis par rapport aux traditions étatiques ou gouvernementales. Il privilégie la coexistence égalitaire.

L'HÉRITAGE DE LA SOCIÉTÉ ET L'ACCUMULATION DU SAVOIR HISTORIQUE

Le confédéralisme démocratique repose sur le vécu historique de la société et son héritage collectif. Il ne s'agit pas d'un système politique moderne et arbitraire mais bien du résultat de l'histoire et de l'expérience accumulée par la société, c'est-à-dire du vécu de celle-ci. L'État se dirige constamment vers toujours plus de centralisation, et ce afin de soutenir les intérêts des monopoles du pouvoir. Le confédéralisme fonctionne de manière exactement inverse. Dans ce système, ce ne sont pas les monopoles mais la société qui est au centre de la réflexion politique. La structure hétérogène de la société entre en contradiction avec toutes les formes de centralisation, et une centralisation prononcée ne fait que provoquer toutes sortes de révoltes sociales.

Aussi loin que l'on remonte, les humains ont toujours formé des groupes flexibles tels que les clans, tribus ou autres communautés aux caractéristiques fédéralistes. C'est ainsi qu'ils parvenaient à préserver leur autonomie interne. Les gouvernements impériaux eux-mêmes employaient différentes méthodes d'auto-administration pour les diverses parties de l'empire – il pouvait s'agir d'autorités religieuses, de conseils tribaux, de

royaumes, voire même de républiques. Il est donc important de comprendre que même les empires en apparence centralisateurs fonctionnaient en fait selon une structure organisationnelle confédérée. La société ne veut pas du modèle d'administration centralisateur, qui a pour seule fonction de permettre aux monopoles de préserver leur pouvoir.

ÉTHIQUE ET CONSCIENCE POLITIQUE

La division de la société en catégories et en termes correspondant à un modèle donné n'est que le produit artificiel des monopoles capitalistes. L'apparence supplante l'essence dans ce type de société, et l'aliénation putative de la société par rapport à sa propre existence y encourage les gens à se retirer de toute participation active, réaction souvent qualifiée de « désenchantement » vis-à-vis de la politique. Les sociétés sont cependant des entités fondées sur des valeurs, et donc essentiellement politiques. Les monopoles économiques, politiques, idéologiques et militaires ne sont que des constructions, contredisant la nature de la société en se contentant de viser l'accumulation de surplus. Ils ne créent pas de valeurs, tout comme une révolution ne peut créer une nouvelle société — elle peut simplement influencer sur le tissu social et politique d'une société donnée. Pour le reste, c'est du ressort de la société politique et éthique.

Comme évoqué précédemment, la modernité capitaliste contribue à renforcer la centralisation de l'État. L'État-nation, substitut moderne à la monarchie, a laissé derrière lui une société affaiblie et sans défense. À cet égard, l'ordre juridique et la paix publique ne renvoient qu'à la domination de la classe bourgeoise. Le pouvoir se concentre au sein de l'État central et devient alors un des paradigmes fondamentaux de la modernité. Ceci place l'État-nation en contradiction avec la démocratie et le républicanisme.

Notre projet de « modernité démocratique » se veut une proposition alternative à la modernité telle que nous la connaissons. Le confédéralisme démocratique est son paradigme politique fondamental. La modernité démocratique est le cadre d'une société politique et éthique. Tant que nous ferons l'erreur de croire que les sociétés doivent être des entités homogènes et monolithiques, il nous sera difficile de comprendre le confédéralisme. L'histoire de la modernité représente quatre siècles de génocide physique et culturel au nom d'une société unitaire imaginaire. Le confédéralisme démocratique, en tant que catégorie sociologique,

constitue le contrepoint à cette histoire et repose sur la volonté de lutter si nécessaire sur la diversité ethnique, culturelle et politique.

La crise du système financier est une conséquence inhérente à l'État-nation capitaliste. Tous les efforts déployés par les néolibéraux pour transformer l'État-nation sont, cependant, demeurés sans succès. Le Moyen-Orient en est un exemple édifiant.

CONFÉDÉRALISME DÉMOCRATIQUE ET SYSTÈME POLITIQUE DÉMOCRATIQUE

Contrastant avec l'interprétation centraliste et bureaucratique de l'administration et de l'exercice du pouvoir, le confédéralisme propose un type d'auto-administration politique dans lequel tous les groupes de la société, ainsi que toutes les identités culturelles, ont la possibilité de s'exprimer par le biais de réunions locales, de conventions générales et de conseils. Cette vision de la démocratie ouvre ainsi l'espace politique à toutes les couches de la société et permet la formation de groupes politiques divers et variés, ce qui constitue de fait un progrès dans l'intégration politique de l'ensemble de la société. La politique y fait alors partie de la vie quotidienne. Sans une vision politique, la crise de l'État ne peut être résolue, car celle-ci est alimentée par le manque de représentation de la société au sein de la politique. Les concepts de fédéralisme ou d'auto-administration existant dans certaines démocraties libérales doivent être repensés, non plus en termes de niveaux hiérarchiques au sein de l'administration de l'État-nation, mais en tant qu'instruments principaux de participation et d'expression sociale. En retour, ceci fera avancer la politisation de la société.

Pour ce faire, nul besoin de pompeuses théories, seule suffit la volonté de permettre aux besoins sociaux de s'exprimer, en renforçant l'autonomie structurelle des acteurs sociaux et en créant les conditions nécessaires à l'organisation de l'ensemble de la société.

La création d'un niveau opérationnel où toutes les sortes de groupes politiques et sociaux, de communautés religieuses ou de tendances intellectuelles s'expriment directement dans les processus locaux de prise de décision est ce que l'on appelle la démocratie participative. Plus la participation est importante, plus ce type de démocratie est fort. Là où l'État-nation entre en contradiction, voire même en conflit, avec la démocratie,

le confédéralisme démocratique constitue un processus démocratique continu.

Les acteurs sociaux, étant chacun en eux-mêmes des unités fédératrices, sont les cellules souches de la démocratie participative. Selon les besoins, ils peuvent s'associer et former de nouveaux groupes et confédérations. Chacune des unités politiques impliquées dans la démocratie participative se doit d'être de nature démocratique. Ainsi, ce que nous appelons démocratie se résume à l'application de processus démocratiques de prise de décision depuis le niveau local jusqu'au niveau global, et ce dans le cadre d'un processus politique continu. Ce processus influera sur la structure et le tissu social de la société, au contraire de l'homogénéité voulue par l'État-nation qui ne peut s'accomplir que par l'usage de la force, entraînant ainsi la perte de la liberté. J'ai déjà évoqué le fait que le niveau local est le niveau où les décisions doivent être prises. Cependant, la vision sous-tendant ces décisions doit être en lien avec les questions globales. Nous devons nous rendre compte que même les villages et les quartiers urbains ont besoin d'une structure confédérale. Tous les domaines de la société doivent s'auto-administrer et tous les niveaux de la société doivent être libres de participer.

CONFÉDÉRALISME DÉMOCRATIQUE ET AUTODÉFENSE

L'État-nation est une entité à structure principalement militaire. Les États-nations sont toujours plus ou moins les produits de guerres intérieures et extérieures. Aucun des États-nations existants n'est apparu de lui-même. Ils ont invariablement un historique de guerres à leur actif. Ce processus n'est pas limité à l'étape de leur fondation, mais s'appuie bel et bien sur la militarisation de l'ensemble de la société. Le gouvernement civil de l'État n'est qu'un accessoire de l'appareil militaire. Les démocraties libérales vont encore plus loin en camouflant leurs structures militaristes sous des couleurs libérales et démocratiques. Cela ne les empêche cependant pas de rechercher des solutions autoritaires au summum d'une crise provoquée par le système lui-même. L'exercice fasciste du pouvoir est dans la nature de l'État-nation. Le fascisme est la forme d'État-nation la plus pure.

Seule l'autodéfense peut permettre de repousser cette militarisation. Les sociétés qui ne possèdent pas de mécanisme d'autodéfense perdent leur identité, leur capacité à la prise de décision démocratique et leur nature

politique. Par conséquent, l'autodéfense de la société ne se limite pas à l'aspect militaire des choses. Elle présume également la préservation de l'identité, l'existence d'une conscience politique propre et un processus de démocratisation. Alors seulement peut-on parler d'autodéfense. Dans ce contexte, on peut qualifier le confédéralisme démocratique de système d'autodéfense de la société. Seuls les réseaux confédérés peuvent fournir une base permettant de s'opposer à la domination globale des monopoles et du militarisme de l'État-nation

Face au réseau des monopoles, il nous faut construire un réseau de confédérations sociales tout aussi puissant. En particulier, cela signifie que le paradigme social du confédéralisme n'implique pas que les forces armées aient le monopole de la chose militaire, celles-ci n'ayant la tâche que d'assurer la sécurité intérieure et extérieure. Elles sont placées sous le contrôle direct des institutions démocratiques. La société elle-même doit être capable de déterminer leurs devoirs, et une de leurs tâches principales sera donc de défendre le libre arbitre de la société contre les interventions intérieures et extérieures. La composition du commandement militaire doit être déterminée à parts égales par les institutions politiques et les groupements confédérés.

LE CONFÉDÉRALISME DÉMOCRATIQUE FACE À L'HÉGÉMONIE

Le confédéralisme démocratique est fermement opposé à tout type d'hégémonie, et notamment dans le domaine idéologique. Tandis que les civilisations classiques s'appuient généralement sur le principe d'hégémonie, les civilisations démocratiques refusent les puissances et les idéologies hégémoniques. Toute forme d'expression dépassant les limites de l'auto-administration démocratique réduirait jusqu'à l'absurde les principes même de l'auto-administration et de la liberté d'expression. La gestion collective des affaires de la société nécessite la compréhension et le respect des opinions divergentes, associés à des processus de prise de décision démocratiques. Par contraste avec la modernité capitaliste, où les institutions dirigeantes des États-nations prennent des décisions bureaucratiques arbitraires, les institutions dirigeantes du confédéralisme démocratique fonctionnent sur des bases éthiques et n'ont donc pas besoin de légitimation idéologique. Par conséquent, elles ne recherchent pas l'hégémonie.

LES STRUCTURES DÉMOCRATIQUES ET CONFÉDÉRÉES À L'ÉCHELLE MONDIALE

Bien que le confédéralisme démocratique se concentre sur le niveau local, il n'est pas exclu d'organiser le confédéralisme à l'échelle mondiale. Au contraire, il nous faut établir une plate-forme de sociétés civiles nationales, c'est-à-dire une assemblée confédérée, afin de s'opposer aux Nations unies, qui sont une association d'États-nations sous la direction de superpuissances. Nous parviendrons ainsi, peut-être, à prendre de meilleures décisions permettant de faire progresser la paix, l'écologie, la justice et la productivité dans le monde.

CONCLUSION

Le confédéralisme démocratique est un type d'auto-administration qui contraste avec l'administration par un État-nation. Cependant, dans certaines circonstances, la coexistence pacifique entre ces deux entités est possible, aussi longtemps que l'État-nation n'interfère pas avec ce qui relève de l'auto-administration. S'il s'y risquait, en effet, la société civile serait en droit d'assurer son autodéfense. Le confédéralisme démocratique n'est en guerre avec aucun État-nation, mais il ne restera pas passif face aux tentatives d'assimilation. Des changements durables ne peuvent être accomplis par la révolution ou par la fondation d'un État-nation supplémentaire. Sur le long cours, la liberté et la justice ne peuvent prévaloir qu'au sein d'un processus dynamique de démocratie confédérée. Ni le rejet total de l'État, ni sa reconnaissance pleine et entière ne servent les efforts démocratiques de la société civile. Le triomphe sur l'État, et notamment sur l'État-nation, est un processus de longue haleine. L'État ne sera vaincu que lorsque le confédéralisme démocratique aura prouvé sa capacité à résoudre les questions sociales. Cela ne signifie cependant pas que l'on doive se soumettre aux attaques des États-nations. Les confédérations démocratiques maintiendront en permanence des forces d'autodéfense. Les confédérations démocratiques ne seront pas forcées de s'organiser au sein d'un territoire unique. Elles pourront prendre la forme de confédérations transfrontalières, lorsque les sociétés concernées le souhaiteront.

LES PRINCIPES DU CONFÉDÉRALISME DÉMOCRATIQUE

1. Le droit à l'autodétermination des peuples comprend le droit à un État propre. La fondation d'un État ne permet cependant pas d'augmenter

la liberté d'un peuple, et le système des Nations unies, fondé sur les États-nations, a démontré son inefficacité. Les États-nations se sont ainsi mis à représenter de sérieux obstacles face aux évolutions sociales. Le confédéralisme démocratique est le paradigme inverse, celui des peuples opprimés.

2. Le confédéralisme démocratique est un paradigme social et non étatique. Il n'est pas contrôlé par un État. Le confédéralisme démocratique représente également les aspects organisationnels et culturels d'une nation démocratique.

3. Le confédéralisme démocratique est fondé sur la participation de la population, et ce sont les communautés concernées qui y maîtrisent le processus décisionnel. Les niveaux les plus élevés ne sont présents qu'afin d'assurer la coordination et la mise en œuvre de la volonté des communautés qui envoient leurs délégués aux assemblées générales. Pour assurer un gain de temps, ils font office à la fois de porte-parole et d'institution exécutive. Cependant, le pouvoir décisionnel de base est dévolu aux institutions populaires.

4. La démocratie au Moyen-Orient ne peut être imposée par le système capitaliste et ses puissances impériales, qui au contraire lui causent du tort. La diffusion de la démocratie au niveau des masses est essentielle, car il s'agit de la seule approche permettant d'intégrer différents groupes ethniques, religions et classes sociales. Elle se marie également très bien avec la structure confédérée et traditionnelle de la société.

5. Le confédéralisme démocratique au Kurdistan est également un mouvement antinationaliste. Il vise à accomplir le droit à l'autodéfense des peuples en contribuant à la progression de la démocratie dans toutes les parties du Kurdistan, sans toutefois remettre en cause les frontières politiques existantes. La fondation d'un État-nation kurde ne fait pas partie de ses objectifs. Le mouvement a pour but l'établissement de structures fédérales en Iran, en Turquie, en Syrie et en Irak, structures ouvertes à tous les Kurdes et formant, dans le même temps, une confédération globale pour les quatre parties du Kurdistan.

LA DÉMOCRATIE DIRECTE

L'État, qui selon Engels est destiné à l'extinction, était arrivé à son plus haut niveau dans le socialisme réel. Expliquer cela par une contre-révolution ou par des manœuvres malhonnêtes n'a pas de sens. Les instruments utilisés pour construire l'État ne menaient pas vers le socialisme, mais

vers le capitalisme. Le socialisme requiert des instruments socialistes : la démocratie totale à tous les niveaux et l'intégration de la lutte écologique, celle des femmes, la lutte pour les droits de l'homme et des mécanismes d'autodéfense de la société.

Au temps de Lénine et de Staline, la dictature est devenue l'état normal de l'État. La démocratie n'était pas exercée et a été niée dès le début. Lénine était sur le bon chemin quand il disait : « Nous pouvons seulement arriver au socialisme à travers la démocratie. » De plus en plus, la centralisation devenait la marque de la classe dirigeante. Cela menait à une identification de l'État avec le parti. Le parti est devenu à l'intérieur et vers l'extérieur une instance totalement antidémocratique. Des erreurs et des lacunes fondamentales comme celles-ci ne rendent pas possible des changements radicaux, mais reproduisent finalement le capitalisme.

Malgré tout, le marxisme reste une expérience historique très importante dans la lutte pour la liberté et l'égalité. Il a introduit l'importance de l'économie et de la classe sociale dans les sciences sociales. Il a obligé la bourgeoisie à prendre en compte des questions comme les luttes de libération nationale, les droits de l'homme, l'État social.

Si nous voulons apprendre de l'histoire, nous devons apporter des solutions durables et fondamentales pour les peuples dans le chaos de la situation actuelle. Ce serait, selon moi, une erreur de ne pas prendre comme point de départ l'attitude communale et démocratique des peuples.

LE MODÈLE DU CONGRÈS

La leçon qu'on peut tirer de la révolution d'Octobre, cette grande expérimentation du 20^e siècle, est qu'il n'y a pas de solutions durables contre le capitalisme si on n'arrive pas à transformer l'attitude démocratique des peuples en systèmes démocratiques larges. Aussi longtemps que la démocratisation et la démocratie ne sont pas libérées de la folie de l'étatisme, on ne pourra pas atteindre un système démocratique.

Le plus haut niveau d'une organisation démocratique est le congrès, à la base se trouvent les communes locales, les coopératives, les organisations de la société civile, les organisations de droits de l'homme et les institutions communales. Un grand nombre d'organisations thématiques est nécessaire. Des démocraties requièrent une société largement organisée. Une société qui n'est pas capable de s'organiser ne pourra pas se démocratiser. Aux niveaux politique, économique et culturel, des organisations

spécifiques doivent être créées. Des partis politiques sont indispensables comme organisations politiques fondamentales. Au niveau social, les organisations de la société civile sont la forme d'organisation la plus importante. Au niveau juridique, des organisations de droits de l'homme, des chambres d'avocats et des fondations ont une signification spécifique. Au niveau économique, ce sont surtout les coopératives, les groupes de travail et différentes autres formes d'organisation pour l'intérêt commun sur le terrain de la mobilité, du commerce, des finances et de l'industrie.

Le plus urgent est le besoin du peuple au niveau des services publics pour la santé et l'éducation. L'art et le sport appartiennent aussi aux besoins de base pour la formation de la société. Chaque village a aussi besoin d'une maison du peuple. Dans les villes, les communes sont utiles comme organisations de base. Aussi les conseils de la ville sont des institutions indispensables. Il est utile que les communes se lient au niveau régional. Toutes ces institutions doivent être représentées dans l'organe suprême de décision : le congrès populaire. Ces congrès populaires sont nécessaires pour la solution de problèmes fondamentaux de chaque peuple. Sans congrès populaires, pas de démocratie populaire.

Dans une démocratie populaire, l'objectif n'est pas le pouvoir ni l'État. Une démocratie qui veut devenir État creuse sa propre tombe. Dans la période de création des États européens modernes, des États-Unis et de l'Union soviétique, des démocraties ont existé pendant une courte période. Puisqu'elles se transformaient immédiatement en États, les démocraties restaient fragiles. Les couches supérieures de la société ont toujours eu peur de la démocratie et c'est le cas encore aujourd'hui.

Aujourd'hui, les États ne peuvent pas résoudre la crise s'ils agissent contre le peuple et s'ils ne lui accordent pas l'initiative. La situation critique du moment rend nécessaire une participation large, ininterrompue et institutionnalisée du peuple. Pour cela, la participation du peuple sous la forme de congrès populaires a aujourd'hui plus de sens qu'au 19^e ou au 20^e siècle.

Les organisations doivent être formées et dirigées d'une façon démocratique. Des peuples sans organisations démocratiques ne peuvent accéder à la démocratie. Pour cela, des organisations démocratiques, sous contrôle constant du peuple et renouvelées constamment à travers des élections – au moins une fois par an –, sont la meilleure garantie pour une démocratie générale.

Une démocratie sans actions est comme un être humain sans voix. Les actions sont le langage de la démocratie. Sans utiliser tout le spectre d'actions – manifestations, rassemblements, élections, meetings, grèves, désobéissance civile, sabotage et rébellions – au bon moment, la démocratie ne pourra pas se concrétiser. Surtout quand les droits fondamentaux du peuple sont niés et quand des expressions démocratiques sont mises en cause, les actions sont le moyen adapté pour trouver une solution. Des peuples et des organisations qui n'arrivent pas à se mettre en action ne pourront pas se démocratiser. Les actions organisées sont les plus efficaces. Plus les peuples sont organisés, plus ils mènent d'actions. Les actions ne sont pas seulement une expression de protestation ou de rébellion. La plupart des actions de la société civile sont constructives.

L'ORIGINE ET LES IMPLICATIONS PRATIQUES D'UN CHANGEMENT DE PARADIGME

ENTRETIEN AVEC CEMIL BAYIK¹

Contrairement à ce que beaucoup pensent, le changement de paradigme du mouvement n'a pas été conçu sur l'île d'Imrali, mais existe depuis bien plus longtemps. La réorientation de notre mouvement a ses origines dans le premier cessez-le-feu que nous avons déclaré en 1998 pour trouver une solution politique à la question kurde en Turquie. Depuis 1998, le président de notre parti, Abdullah Öcalan, a commencé à pousser vers des réformes, mais ce processus a été interrompu par un complot international qui a mené à son enlèvement et son emprisonnement à Imrali. Ensuite, Abdullah Öcalan a continué à soutenir ce processus de réformes à partir de sa cellule. Ce changement de paradigme a été très important pour le mouvement.

UNE NOUVELLE FORME DE SOCIALISME

Les germes de ce nouveau paradigme étaient déjà présents au début de l'organisation. Quand le PKK a été créé, le mouvement socialiste au niveau mondial connaissait de multiples schismes. Il y avait le camp des Soviétiques, le camp des maoïstes, le camp des Albanais, le camp des trotskistes... Si tu choissais un camp, les autres te considéraient comme non-socialiste. Dans les années 1970 déjà, Abdullah Öcalan avait dessiné une position qui impliquait qu'on n'était pas obligé de choisir son camp. Il prenait comme base le socialisme scientifique. Dans les premières années du PKK, Abdullah Öcalan avait adopté formellement le paradigme du système de l'Union soviétique, mais très vite on s'est rendu compte que

1. Cemil Bayik, connu aussi sous le nom de Cuma, est un des cinq membres fondateurs du PKK. Il préside désormais le Congrès des peuples du Kurdistan (KCK). Entretien réalisé à Qandil en mars 2015 par Stephen Bouquin, Egmont Ruelens, Gerard Dubois et Katrien Detroeyer.

les méthodes n'étaient pas conformes à nos objectifs. Déjà à cette époque-là, nous avons critiqué ces méthodes.

En 1984, lors d'un comité central du parti, Abdullah Öcalan critiquait le socialisme réellement existant. Ces critiques ont été groupées dans une résolution que nous avons communiquée à toutes les organisations communistes. Nous avons essuyé énormément de critiques et on nous accusait même d'avoir abandonné le socialisme. Donc, dès le début, Abdullah Öcalan dessinait des idées alternatives. Lors du cessez-le-feu de 1993, nous avons discuté concrètement de ce changement de paradigme. Dans les années suivantes, nous avons commencé à mettre en pratique ces changements, mais l'enlèvement d'Abdullah Öcalan a ralenti ce processus. Si Abdullah Öcalan n'avait pas pris, dès le début, une position indépendante, le PKK aurait probablement connu le même sort que la plupart des organisations socialistes et communistes.

NOTRE ALTERNATIVE À L'ÉTAT-NATION, C'EST LE CONFÉDÉRALISME DÉMOCRATIQUE

Nous avons contribué à des modifications importantes de l'idéologie socialiste. Nous rejetons par exemple l'idée de l'État-nation comme objectif. Notre alternative à l'État-nation est le confédéralisme démocratique, et c'est un des plus importants changements de cap que nous avons réalisés. Ensuite, nous ne parlons plus de l'avant-garde du prolétariat, mais de l'avant-garde des femmes et des jeunes. Le rôle du parti a aussi été redéfini. Le parti ne doit pas dominer, ne doit pas être omniprésent ou tout-puissant. Le but final du parti n'est pas la conquête du pouvoir de l'État.

Dans le socialisme réellement existant, la démocratie était liée à l'État et l'État devait garantir la démocratie. Nous pensons que la démocratie doit précéder l'État. Ce sont les communautés qui doivent assurer la démocratie. Nous avons combiné la notion de démocratie avec la notion d'égalité qui a toujours été présente dans la pensée socialiste. Contrairement au socialisme réellement existant, nous considérons que toute guerre qui n'est pas menée pour l'autodéfense est illégitime. De la même façon, l'analyse qui part des classes sociales est erronée. À la place, nous parlons des couches inférieures de la société. Ces points sont des changements essentiels du paradigme socialiste ou communiste. Nous avons en fait développé un nouveau socialisme. Le nouveau système que nous développons n'est pas

seulement un nouveau système politique mais aussi un nouveau système social. Les bases de ce nouveau système ne sont pas seulement la démocratie de base, mais aussi la libération de la femme et l'écologie, c'est-à-dire la cohabitation harmonieuse avec la nature. La nouvelle pensée socialiste et le nouveau système confédéral que nous voulons dessiner sont basés sur ces trois éléments.

KONGRA-GEL²: LA COMMUNAUTÉ EST LA BASE DE TOUT LE POUVOIR

Le Kongra-gel est ouvert à tout le monde. Tu peux participer individuellement, mais tu peux aussi prendre ta place dans le Kongra-gel comme représentant·e de ton organisation. Des communautés ethniques, culturelles ou religieuses peuvent participer au Kongra-gel sous leur identité. Le Kongra-gel n'est pas une petite organisation, mais une plate-forme très large pour les communautés. Le Kongra-gel se base sur les communautés et essaie aussi d'embrasser les communautés.

Je vous donne quelques exemples pour clarifier le fonctionnement du Kongra-gel. Chacun·e a le droit d'envoyer des représentant·es pour siéger dans le Kongra-gel, que tu appartiennes à une communauté de 5 000 personnes ou à une communauté de 30 000 personnes, que tu appartiennes à une organisation de 1 000 membres ou de 100 000 membres. L'unité la plus petite, disons une organisation de 1 000 personnes, a le droit d'avoir un délégué. Le nombre de délégué·es des autres organisations est défini sur cette base. Chaque communauté organise des élections pour élire ses délégué·es. Ces délégué·es constituent le conseil général du Kongra-gel. Dès que le conseil général du Kongra-gel se réunit, la présidence prend fin et une nouvelle présidence est élue. Ensuite commencent les travaux du Kongra-gel.

Le rapport de l'ancienne présidence du Kongra-gel doit être approuvé par le nouveau conseil. Ainsi, ils doivent se justifier devant le conseil général du peuple. De la même façon, toutes les participant·es du Kongra-gel peuvent présenter leurs rapports au conseil général du Kongra-gel. Ces rapports sont votés. Si le rapport n'est pas voté, il y a un problème. Ce congrès donne à l'exécutif le mandat pour appliquer les décisions.

2. Le Kongra-gel ou le Congrès du peuple est l'assemblée populaire des organisations de libération du peuple kurde, dont le PKK.

L'exécutif est élu à la fin du Kongra-gel. La présidence de la Koma Civakên Kurdistan³, l'Union des communautés du Kurdistan, et d'autres comités et commissions sont également élus. La direction du Kongra-gel et les commissions fonctionnent pendant deux ans, donc entre deux réunions de l'assemblée générale du Kongra-gel. La décision de mener une guerre ou de signer la paix peut seulement être prise par le conseil général du Kongra-gel. S'il n'y a pas de possibilité de réunir l'assemblée générale du Kongra-gel, l'accord stipule que, pour prendre quand même des décisions importantes, un nombre réduit de l'exécutif se réunit avec la direction du Kongra-gel, la présidence du KCK, les trente-sept membres du conseil exécutif du KCK, la direction des organisations associées comme la guérilla, le mouvement des femmes et des jeunes. Ainsi, une sorte de mini-congrès pourra avoir lieu. Je veux dire que ce n'est pas le dirigeant Öcalan ou la guérilla qui peuvent prendre ce type de décisions importantes : un nombre maximal de gens doivent être impliqués. Tous ces principes sont décrits dans une sorte de Constitution qui détermine le fonctionnement du Kongra-gel et seule l'assemblée générale du Kongra-gel peut la modifier.

LA BASE ÉCONOMIQUE : UNE ÉCONOMIE COLLECTIVE

Sur le plan économique, les communautés s'organisent en coopératives. La base économique est donc une économie collective. Les décisions économiques sont prises de la même façon que la coopération militaire et politique. Il y a un conseil et un comité financier-économique qui sont compétents en matière. Eux aussi doivent déterminer leur politique et la proposer au conseil général pour la faire approuver. Dans la période entre les assemblées générales du Kongra-gel, ils soumettent leurs questions et décisions à l'exécutif, qui approuve ou rejette leurs propositions. Le comité économique régule donc l'économie, mais ce comité ne détermine pas l'économie dans sa totalité. Nous ne croyons pas en une économie dirigée d'en haut. D'où le fait que ce comité compte beaucoup de sections qui prennent l'économie des communautés comme base et la tâche centrale de ces comités réside dans le renforcement de l'économie

3. Koma Civakên Kurdistan (KCK) : organe exécutif dans lequel tous les partis et organisations sont représentés.

des communautés. Quand des communautés veulent coopérer à un niveau supérieur, elles se concertent d'abord au niveau des sections locales de ce comité.

LA DÉMOCRATIE DIRECTE: DES DÉLÉGUÉS RÉVOCABLES

Nous nous basons sur la démocratie directe. Cela implique que les élus peuvent être révoqués à tout moment par la communauté qui les a mandatés. Pour illustrer le fonctionnement de la démocratie et l'organisation, je vous donnerai l'exemple de ma propre situation. Je suis coprésident de tout le mouvement, mais je dois aussi faire une autocritique, faire un bilan, m'évaluer par rapport à une plate-forme. Les membres de cette plate-forme peuvent exprimer leurs critiques. Quand ils sont en désaccord sur certaines choses, ils peuvent s'exprimer selon le système de critique et autocritique. Au sein de cette plate-forme, je suis évalué et la décision est prise de me laisser tenir ma fonction ou pas. Ça s'est passé très récemment et j'ai reçu l'autorisation de garder ma fonction. Un jugement pareil est pris au sérieux et se fait d'une façon approfondie. Ça peut durer toute une journée. Chez nous, ta position dans l'organisation n'a pas d'importance. Peu importe également si tu es un guérillero ou pas. Chacun doit rendre compte à celles et ceux qui l'ont mandaté. L'autocritique que nous sommes obligés de faire doit se faire par écrit. Le texte est diffusé parmi les membres, qui le lisent et qui par la suite prennent une décision.

MONDIALISER LA LUTTE POUR LA DÉMOCRATIE

Dans le passé nous avons connu plusieurs Internationales, qui n'ont pas réussi à rassembler toutes les organisations socialistes. Les organisations de l'époque se basaient sur les contradictions de classes, ce qui était nécessaire jadis. Ainsi, ils pouvaient développer et diffuser la pensée socialiste. Nous réformons aujourd'hui le paradigme socialiste et nous proposons nos idées au niveau mondial. Le fait que nous nous basons sur une communauté et pas sur une classe sociale est évidemment une grande différence. Nous ne voulons pas nier l'existence des classes et les contradictions entre les classes, loin de là, elles existent bel et bien. Mais nous sommes moins convaincus aujourd'hui que nous pouvons éliminer les contradictions entre les classes avec un modèle d'organisation basé sur les classes. Baser la lutte sur les classes ne peut pas donner une réponse adéquate aux problèmes actuels. Le capitalisme s'est mondialisé, est devenu hégémonique

et pénétre profondément les gens individuellement. À notre avis, il faudra combattre le capitalisme sur la base de la communauté et au niveau mondial : les socialistes doivent prendre la tête d'une lutte mondiale contre le capitalisme. Il existe déjà des initiatives comme le Forum social mondial. C'est utile et nécessaire, mais encore limité. Pour renforcer ce type d'initiatives, il faudra mener une lutte mondiale pour la démocratie.

LES BOLIVARIENS ET LA RÉVOLUTION CITOYENNE

Le premier affaiblissement du capitalisme ces quinze dernières années a eu lieu en Amérique du Sud. Les mouvements de guérilla d'antan ont opté pour une lutte politique parmi la population avec comme objectif une « révolution citoyenne ». Au Venezuela, en Équateur et en Bolivie, une majorité populaire a été obtenue aux élections, la Constitution a été modifiée pour donner plus de pouvoir au peuple. Ils ont créé de nouvelles institutions et des conseils. Les mouvements de gauche en Amérique du Sud ont effectivement constaté que le socialisme réellement existant ne fonctionnait pas et ils sont allés à la recherche d'alternatives. Ces mouvements de gauche en Amérique latine n'ont pas un profil commun. Il y a des divergences. Certains mouvements reculent. Il y a des mouvements politiques qui nous regardent de plus près, qui analysent notre système pour voir s'ils peuvent en reprendre des éléments.

L'État existe et il ne nous semble pas opportun de l'éliminer en une seule fois. Pour cela, nous nous battons en premier lieu pour plus de démocratie et une démocratie plus directe. Par exemple, si l'État reconnaît ton organisation, tu peux reconnaître cet État, mais si l'État ne te reconnaît pas, tu ne vas pas le reconnaître non plus, tu es obligé de lutter contre lui. Pour avancer dans cette lutte, il faut organiser la communauté d'en bas. Il faut aussi organiser l'autodéfense de cette communauté, parce qu'au bout du compte il faut se poser la question de comment la communauté pourra se défendre contre l'État. Ce n'est qu'ainsi que tu pourras repousser et affaiblir l'État.

CONTRE L'ATOMISATION DU CAPITALISME : LA PENSÉE COMMUNAUTAIRE

Organiser la population comme communauté est donc essentiel, parce qu'on peut seulement combattre l'État à partir de la communauté. Nous pensons que le système confédéral, que nous défendons, est une bonne

méthode pour organiser la population. Ceux qui détiennent l'hégémonie et l'État détruisent les communautés, les atomisent en individus sans lien entre eux. C'est seulement en organisant les communautés que l'on peut riposter et résister.

Le capitalisme produit l'individualisme. Il attribue des droits aux individus. L'individu pense qu'il est libre, mais ce n'est pas une vraie liberté, c'est une fausse liberté. Un individu qui a perdu ses liens avec sa communauté ne peut pas résister contre l'État. Il est donc important que la pensée communautaire revienne sur le devant, que les individus fassent de nouveau partie d'une communauté. Cela facilitera notre lutte contre ceux qui détiennent l'hégémonie. En détruisant la communauté, le capitalisme veut détruire l'humanité, veut dégrader ce qui est humain dans l'homme. L'enjeu, c'est de développer de nouveau la pensée communautaire chez les individus atomisés.

« NOUS N'AVONS MÊME JAMAIS REVENDIQUÉ QAMICHLI COMME VILLE KURDE »

ENTRETIEN AVEC RIZA ALTUN¹

*Commençons avec une question classique : vous battez-vous
toujours pour un État kurde indépendant en Turquie ?*

Nous ne voyons pas la cause kurde comme liée à des aspirations spécifiques nationalistes ou ethniques. En termes généraux, notre position est liée aux liens historiques et sociaux qui existent entre tous les peuples du Moyen-Orient. Une étude de l'histoire de la région révèle que, chaque fois que les aspirations nationalistes se basaient sur l'établissement d'une entité séparée, ces aspirations ont invariablement mené à des conflits ethniques, nationalistes, religieux ou même sectaires avec d'autres composantes de la société. Nous essayons donc d'éviter de faire les mêmes erreurs. Si nous devons suivre ce chemin, nous nous trouverions englués dans le même marécage que celui qui affecte actuellement le Moyen-Orient et cela ajouterait aux autres questions conflictuelles de la région. Nous recherchons une solution au *statu quo* actuel car nous voulons trouver une réponse basée sur la « démocratisation » de pays qui respecteraient leur propre pluralisme ethnique, religieux et communautaire.

Après la Première Guerre mondiale, la partition du Moyen-Orient en États nationaux n'a fait que créer davantage de problèmes. Donc, se concentrer sur l'établissement d'un État national kurde exacerberait les problèmes existants.

Ce qu'on appelle le Printemps arabe a rejeté les régimes moyen-orientaux qui ont émergé après la Première Guerre mondiale. Ces régimes

1. Riza Altun est cofondateur du PKK. Il a passé treize ans dans les prisons turques et a été emprisonné en France en 2007. Il assure des responsabilités dans l'Union des peuples du Kurdistan. Propos recueillis par Karlos Zurutuza, à Qandil, dans le nord de l'Irak, novembre 2016. Propos recueillis par Mohamed Nouredine et publiés en arabe dans *As-Safir* et en anglais dans *Al-Monitor*, le 29 juillet 2016.

n'auraient jamais pu apporter la liberté, le bonheur et le bien-être. Le mouvement salafiste takfiri, représenté par l'État islamique, est apparu en parallèle de la révolte du Printemps arabe. Ainsi, on doit mettre l'accent sur comment confronter ce mouvement et les objectifs de l'État islamique et du mouvement salafiste, puisque la solution ne peut pas venir d'eux et que la méthodologie qu'ils ont adoptée ne pouvait même pas mener à l'établissement d'un califat.

Un exemple de cette vision des choses, c'est la révolution du Rojava en Syrie. À Qamichli, par exemple, les Arabes, les Kurdes, les Arméniens, les Circassiens et les Turkmènes, entre autres, vivent tous dans la ville. Nous ne l'avons même jamais revendiquée comme ville kurde. Nous n'avons pas demandé leur expulsion, même quand des Arabes ont été amenés là dans le cadre de la politique d'arabisation. Nous n'avons pas utilisé le terme d'État au Rojava, parce que son utilisation dénote un attachement à une identité nationaliste, avec une ethnie particulière représentant la majorité, alors que d'autres ethnies sont exclues. Nous avons proposé une alternative qui est le canton, où chaque groupe ethnique peut se représenter lui-même et gérer ses propres affaires, via une autorité supérieure, comme c'est le cas maintenant. Nous insistons sur le fait que les Kurdes ne se mêlent jamais des affaires des Syriques ou d'autres peuples, à la condition qu'ils ne posent pas une menace sérieuse au bien-être de tous.

En Turquie, le pouvoir traditionnel kémaliste est maintenu en place par une armée fortement antikurde, anti-islamique et antisocialiste. L'ascension d'Erdogan au pouvoir s'est faite grâce au soutien occidental, vu l'absence de perspectives du régime à cause de ses traditions kémalistes, et parmi elles l'oppression des Kurdes. Pendant le règne d'Erdogan, la route a été extrêmement chaotique mais, finalement, la tradition kémaliste a été brisée. Deux mouvements kémalistes existaient à l'intérieur de l'armée, un qui essayait d'adapter la politique d'Erdogan, et un autre, plus traditionnel, qui, je pense, a été à l'origine du coup d'État. Cependant, ce même mouvement trouvait un soutien parmi d'autres factions de l'armée, mécontentes de la direction d'Erdogan.

Le coup d'État évité, Erdogan ne remettra jamais en cause ses politiques précédentes, mais continuera à les mettre en œuvre. Il est arrivé à la croisée des chemins : soit rester au pouvoir et tuer tous ceux qui s'opposent à lui, ou être tué. Il n'y a pas d'autre option. S'il devait rendre des comptes pour ses actions, il serait reconnu coupable de meurtres, de corruption

active et passive. En plus, ces actions ne pourront pas mettre un terme à de futures tentatives de coups d'État. Il essaiera de diriger la Turquie, mais l'embarquera sur un chemin encore plus chaotique. Ses actions sont claires et il maintiendra son cap et la même politique contre les Kurdes de Syrie.

Quand le Parti de la justice et du développement (AKP) est arrivé au pouvoir, Erdogan a reconnu l'existence de la cause kurde et a adopté une rhétorique démocratique. Il a dit qu'il résoudre la question kurde, une déclaration que 80% de la population a bien accueillie, tandis que les discussions commençaient pour trouver une solution au problème kurde. Mais il a trahi sa parole et repris les politiques antérieures. Nous rejetons la politique d'Erdogan, tout comme nous rejetons le coup d'État militaire. Nous sommes sur une troisième voie par laquelle la question kurde sera démocratiquement résolue.

Les Américains ont-ils promis de soutenir une fédération kurde en Syrie?

Absolument pas. La politique des États-Unis est pragmatique. Ils ne soutiennent pas le fédéralisme, mais ne le rejettent pas non plus. Ils laissent l'idée se développer jusqu'à ce que son résultat devienne apparent. Les intérêts des États-Unis dictent leur approche. Ils adoptent une attitude conciliatrice à l'égard de tous. Dans les coulisses, ils affirment qu'ils ne sont pas opposés à l'idée d'une fédération, mais en public ils disent être contre la partition, gardant à l'esprit que le fédéralisme n'a rien à voir avec la partition de la Syrie.

IL EXISTE UNE ALTERNATIVE À LA GUERRE

ENTRETIEN AVEC RIZA ALTUN

La répression actuelle en Turquie, à la suite du coup d'État, cible les représentants politiques kurdes tandis que de nouveaux fronts s'ouvrent aussi pour les Kurdes au Moyen-Orient.

C'est un moment crucial pour notre peuple. Les Kurdes font la une de l'actualité politique. En Irak, ils ont un statut fédéral et en Syrie ils ont imposé une autonomie avec un système de cantons. En Iran, nous voyons beaucoup de développements démocratiques et des changements sont aussi visibles en Turquie où, sous la direction du PKK, les Kurdes se sont affirmés comme une force politique légitime. Avec la désintégration du *statu quo* au Moyen-Orient et la lutte contre le terrorisme islamique, les Kurdes sont devenus une alternative fiable. Pour le côté négatif, nous faisons face aux terribles conséquences de l'ingérence des puissances étrangères régionales. Certains États, et en particulier l'Iran et la Turquie, sont contre les acquis des Kurdes. La Russie suit une politique de renforcement de régimes locaux et les États-Unis cherchent leur propre intérêt dans la région à travers l'Otan. Ces deux puissances internationales clés gardent une relation tactique avec les Kurdes, mais ils gardent aussi leurs liens avec le régime. Les États-Unis permettent à la Turquie d'envahir la Syrie, et le soutien russe au régime de Damas montre que ces puissances s'en tiennent à une politique d'interaction stratégique avec les États régionaux.

Quand nous comparons les résultats des élections de juin en Turquie et celles de novembre 2015, nous voyons une chute sévère des résultats des forces politiques pro-kurdes. Est-ce que les décisions à Qandil sont prises sans tenir compte de leur impact sur la scène politique en Turquie ?

Nous sommes un mouvement de libération qui a quarante ans et qui œuvre pour la démocratisation de la Turquie et une solution à la question kurde. Nous n'acceptons pas la légitimité d'un régime qui refuse d'accepter ces conditions. Ceci dit, il n'est pas exact d'accuser l'YDG-H (un mouvement de jeunesse kurde) de la destruction de nos villes. La communauté a le droit de se défendre contre l'agression de l'AKP. Ce n'était pas un plan conçu par le PKK, mais une mesure prise par les gens qui a obtenu le soutien à la fois du YDG-H et du PKK. Le HDP (Parti démocratique des peuples) a obtenu 13 % des votes aux élections de juin, ce qui a empêché l'AKP d'obtenir la majorité pour former un gouvernement. Après le vide du pouvoir qui a suivi le processus électoral, il n'y avait que deux voies possibles. L'AKP aurait pu opter pour une résolution de la question kurde par des moyens démocratiques, mais il a préféré établir un régime fasciste qui tente d'écraser cette opposition. Entre le 7 juin et le 1^{er} novembre 2015, le HDP n'a pas pu mener une campagne électorale. Ses bureaux ont été incendiés et/ou attaqués et les meetings politiques ont été interdits. Beaucoup de membres du HDP ont été arrêtés, les banderoles et les affiches ont été interdites et les représentants politiques kurdes ne pouvaient pas parler à la télévision. Toute cette situation a été aggravée par une série d'attaques à la bombe à Süruç, Ankara, Diyarbakir... C'est cette atmosphère de terreur qui a porté atteinte aux résultats du HDP et des forces démocratiques aux élections de novembre.

Vous mentionnez ces attaques, mais celles commises par les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK) ont causé plusieurs victimes civiles récemment. Quelle est votre relation, s'il y en a une, avec eux ?

Il se peut qu'il y ait d'anciens membres du PKK dans leurs rangs, mais je veux souligner que nous n'avons aucun lien organique avec eux. Ils nous accusent de passivité, alors qu'ils se présentent comme un groupe qui soutient des actions plus radicales. La situation en Turquie est très mauvaise. Des centaines de milliers de personnes ont été licenciées ; des juristes aux professeurs, des ONG aux syndicats. Erdogan s'est débarrassé de tous les éléments considérés comme hostiles. De nombreux co-maires kurdes ont été arrêtés et remplacés par des administrateurs nommés et ils ont réussi à bâillonner les médias démocratiques.

Erdogan a dit récemment que la Turquie ne permettrait pas que le district de Sinjar devienne un autre Qandil. Est-ce votre but ?

Sinjar est une partie du Kurdistan où les gens ont souffert une tentative de génocide, donc nous avons la responsabilité de les protéger d'un massacre. Ces deux dernières années, nous avons pu défendre les Kurdes à beaucoup d'endroits, comme au Rojava, à Kirkouk, Sinjar, Maxmur... Mais maintenant l'AKP considère le PKK et la lutte kurde comme l'obstacle principal à la réalisation de ses rêves d'un leadership unique sous Erdogan. Mais il y a aussi le problème des Kurdes irakiens. Nous faisons face à des tensions profondes et intenses à cause de la politique de Barzani. Sa relation stratégique avec Ankara menace gravement les Kurdes. Malgré ces menaces, nous ne sommes pas pour un combat interne entre Kurdes, car nous traversons une période qui a vu les Kurdes obtenir beaucoup. Si nous nous unissons, nous gagnerons, mais les liens de Barzani avec Ankara sont un obstacle à l'unité kurde. Nous voulons que Barzani se positionne du côté des Kurdes et pas de celui de la Turquie.

« LA SEULE FAÇON DE GARDER LA SYRIE UNIE EST D'INSTAURER UN SYSTÈME DÉCENTRALISÉ, DÉMOCRATIQUE ET LAÏQUE »

ENTRETIEN AVEC SALIH MUSLIM¹

Quelle est la situation au Rojava? Quel est l'objectif de votre lutte?

Ce qui se passe actuellement au Moyen-Orient est la conséquence d'une aventure qui a commencé au début du 20^e siècle avec le traité Sykes-Picot. Ce traité secret a été rédigé en 1916 entre deux puissances impériales, la Grande-Bretagne et la France, en anticipant leur victoire sur les Ottomans lors de la Première Guerre mondiale. Ce traité a découpé le Moyen-Orient comme on coupe une tarte, avec comme résultat de nouveaux États-nations et la négation de la réalité kurde, mais aussi d'autres minorités, avec de graves tensions et violences comme conséquences. Notre lutte se poursuit jusqu'à nos jours. Certains États tentent aujourd'hui d'élargir leur zone d'influence, comme la Turquie avec le président Erdogan, mais aussi l'Arabie saoudite, le Qatar ou même l'Iran. La première chose à faire pour arriver à une vraie démocratie au Moyen-Orient est la modification du concept d'État-nation. Au Rojava, nous essayons d'appliquer ce changement. Ce n'est toujours pas 100% comme il le faudrait, mais nous sommes sur la bonne voie. Il s'agit d'un changement de mentalité chez

1. Salih Muslim Muhammad est le coprésident du Parti de l'union démocratique (PYD), le mouvement politique kurde qui dirige la région autonome du Rojava. Pendant la guerre civile syrienne, ses unités ont réussi à conquérir quasiment la totalité de la région kurde en Syrie contre l'État islamique. Salih Muslim y a perdu son fils. Si les autorités turques recevaient encore Salih Muslim en 2013 et 2014 pour des consultations, elles ont décrété depuis que le PYD-YPG était une organisation terroriste, sous prétexte de ses liens avec le PKK, qui figure sur la liste des organisations terroristes de la Turquie, des États-Unis et de l'Union européenne. Après des rumeurs de tentatives d'assassinat commanditées par les autorités turques, Ankara a lancé un mandat d'arrêt international contre Salih Muslim le 22 novembre 2016. Propos recueillis par Jonathan Steele (journaliste) et Carne Ross (ex-diplomate au Parlement européen à Bruxelles), le 13 décembre 2016

les gens et l'acceptation du fait qu'il faut vivre ensemble, donc accepter le pluralisme. Le modèle politique que nous essayons d'appliquer au Rojava intègre activement les trois grands groupes de la population : les Kurdes, les Assyriens [chrétiens] et les Arabes. Nous avons rédigé un contrat social avec les représentants de ces groupes, qui sert un peu de Constitution pour le Rojava. Une deuxième chose que nous essayons de réaliser au Rojava est l'égalité homme-femme. Cette égalité est appliquée dans toutes les institutions, avec entre autres le système de la coprésidence. Chaque institution est présidée par un homme et une femme. Un autre principe est la laïcité. Notre communauté connaît une grande diversité religieuse avec des chrétiens, des yézidis, des sunnites, des chiites, des alévis... Nous pensons qu'un modèle politique laïque, démocratique et fédéral peut être une solution pour toute la Syrie et pourquoi pas plus tard pour tout le Moyen-Orient. C'est une alternative démocratique aux systèmes existants. Nous avons appliqué ce modèle égalitaire et pluraliste dans toute notre région.

Ce qui n'est pas bien vu par la Turquie, par exemple. L'armée turque est entrée dans le nord de la Syrie. Quel est son but ?

Ankara pense toujours qu'un bon Kurde est un Kurde mort. L'État islamique et d'autres groupes djihadistes ne tombent pas du ciel. Quelqu'un les a créés, quelqu'un leur a donné de l'argent et des armes. Des puissances étrangères sont derrière l'EI. Nous pensons que la Turquie est une de ces puissances qui ont aidé à créer les djihadistes extrémistes, et elle les a utilisés comme instrument contre les Kurdes. Mais maintenant la Turquie constate que l'État islamique subit des revers. L'objectif de l'entrée de la Turquie dans le nord de la Syrie est de rendre difficile l'opération militaire des Forces démocratiques syriennes (FDS) pour libérer la ville de Raqqa. Comme vous le savez, il existe une coalition réussie entre les FDS et l'alliance militaire internationale contre l'État islamique. Ceci ne rentre pas dans les plans de la Turquie, ils sont donc entrés dans le nord de la Syrie pour empêcher que nous allions détruire l'État islamique.

Qu'espérez-vous des États-Unis ? Washington coopère étroitement avec les YPG pour coordonner les attaques contre l'État islamique et met en place des unités spéciales aux

côtés de l'YPG. En d'autres termes, les États-Unis sont un allié des Kurdes dans le nord de la Syrie?

Dans la première période du conflit, il n'y avait presque pas de relations kurdo-américaines. Et si des contacts existaient, c'était pour utiliser les Kurdes. Mais, quand il est devenu clair d'un coup que les Kurdes étaient capables sur le terrain d'arrêter le progrès de l'État islamique, les États-Unis et le monde entier se sont soudain intéressés à qui on était et à ce qu'on faisait. Évidemment, qu'ils nous aient découverts et qu'ils veuillent entamer des relations avec nous ne nous déplaît pas. Nous faisons partie d'une coalition large contre l'État islamique. Les États-Unis connaissent maintenant la réalité. Mais le problème avec Washington, c'est qu'ils ne sont pas fiables et qu'ils peuvent revenir sur des accords conclus. Il ne faut pas oublier que les États-Unis, tandis qu'ils nous écoutent, écoutent aussi les autres et qu'ils collaborent avec la Turquie. Malgré tout, nous avons aujourd'hui des contacts directs et cela nous plaît. En fin de compte, nous sommes un peuple de 40 millions de personnes et on ne peut pas éternellement nous nier. Il y a eu des négociations de paix à Genève 1 et 2 et tout ce qui a suivi. Ces négociations ont échoué entre autres parce que la population du Rojava en était exclue. Et je ne parle pas seulement des Kurdes, mais aussi des Assyriens et des Arabes avec qui nous coopérons au Rojava. En les excluant, les partis en négociation ont montré qu'ils n'étaient pas très sérieux pour trouver une solution politique à la crise syrienne. En décembre 2015, nous avons même été exclus du Haut Comité de négociation, créé à Riyad [où trente-quatre groupes d'opposition étaient présents]. L'ONU non plus n'entretient pas de contacts directs avec le Rojava. C'est problématique par exemple pour l'aide humanitaire. Ce n'est pas correct. Ils s'entretiennent avec le régime syrien et avec la Turquie, mais pas avec la population du Rojava.

Une des critiques de votre politique au Rojava tourne autour des relations avec le régime syrien, qui ne fait pas grand-chose pour boycotter l'expérience kurde dans le nord de la Syrie. Il me semble qu'il s'agit d'une sorte de pacte de non-agression. Pouvez-vous l'expliquer?

Si tu prends ton propre chemin, si tu mènes ta propre politique et si tu n'es pas lié à un des deux camps belligérants, les deux camps prétendent que tu es l'allié de l'ennemi. Dès le début de la révolution syrienne en

2011, nous étions présents. Depuis 2004, nous nous battions contre la discrimination. En revanche, nous ne croyons pas à une révolution dirigée par des djihadistes extrémistes. Nous avons développé notre propre ligne, avons organisé notre peuple et nous nous sommes protégés nous-mêmes. L'YPG a été créée pour nous défendre et se bat pour un projet démocratique. Nous n'avons pas d'accords spécifiques avec le régime. Le Rojava fait partie de la Syrie. Nous ne voulons pas diviser le pays. L'article 12 de notre Contrat social stipule que le Rojava reste une partie intégrante de la Syrie. Nous avons un projet politique pour toute la Syrie : un système de confédéralisme démocratique. La seule façon de maintenir la Syrie soudée, c'est l'application d'un système décentralisé, démocratique et laïque. Nous sommes prêts à vivre avec tous ceux qui acceptent ce système. C'est pour cela qu'on se bat.

Les efforts afin de rassembler les combattants kurdes et arabes sous la bannière des Forces démocratiques syriennes pour libérer la ville de Raqqa sont difficiles, semble-t-il ?

La plupart des habitants de Raqqa ne sont pas kurdes, mais nous aimerions y voir s'installer le même modèle de gestion politique qu'à Manbij, une ville à 30 kilomètres à l'ouest de l'Euphrate. À Manbij, la plupart des habitants sont arabes, mais la ville est gérée par un conseil composé de toutes les communautés présentes : Arabes, Turkmènes, Circassiens et Kurdes. À Raqqa, nous voulons introduire le même système de démocratie directe, où les gens décident eux-mêmes ce qu'ils veulent faire et où ils organisent eux-mêmes leur protection. Cela ne serait pas seulement bénéfique pour nous, mais pour toute la Syrie.

Malheureusement, les relations entre les Kurdes ne sont pas toujours bonnes. Prenons la relation entre les Kurdes syriens et les Kurdes irakiens. Le Gouvernement régional du Kurdistan (Kurdistan Regional Government) en Irak impose un véritable embargo, un quasi-siège du Rojava. Pourquoi ces relations sont si mauvaises ?

Il s'agit des relations entre le Rojava et le parti politique qui contrôle actuellement le Kurdistan d'Irak, le PDK [Parti démocratique du Kurdistan] de Massoud Barzani, qui est président de la région autonome du Kurdistan d'Irak depuis 2005. En général, nos relations avec les autres

partis politiques kurdes dans tout le Kurdistan sont plutôt bonnes. Le problème se situe spécifiquement avec le PDK, qui d'ailleurs contrôle la frontière avec la Syrie. Le PDK n'accepte pas les structures politiques que nous avons mises en place au Rojava, et n'accepte pas non plus la coopération avec d'autres groupes au sein des Forces démocratiques syriennes. L'attitude du PDK est le résultat de ses liens avec la Turquie. Ils entretiennent des liens commerciaux très étroits, surtout dans le secteur du pétrole, ce qui pousse le PDK à suivre aussi l'agenda politique de la Turquie.

J'étais assez choqué des difficultés pour entrer et sortir du Rojava. La frontière dans le nord est évidemment fermée par la Turquie, mais le Gouvernement régional du Kurdistan d'Irak ne facilite pas non plus l'accès au Rojava à l'est. Comment pouvez-vous survivre économiquement ?

Nous essayons de mettre en place une économie sociale. Les gens ont créé des coopératives, surtout dans l'agriculture. Nous avons maintenant des conseils politiques démocratiques pour l'économie, pour les coopératives et pour les villes. Nous stimulons la création de coopératives. Mais ce sont les gens qui décident comment ils veulent agir. L'idée de la démocratie économique est importante pour nous. Nous avons des comités dans les cantons qui sont compétents pour prendre des décisions économiques et nous essayons ainsi de contourner l'embargo. Mais ce n'est pas facile. La ville de Kobané est en grande partie détruite et nous ne trouvons pas les matériaux pour la reconstruction. Si des gens essaient de quitter le Rojava, c'est pour des raisons économiques, pas pour des raisons de sécurité. Nous avons besoin d'investissements pour faire en sorte que les gens restent au Rojava.

Des organisations de droits de l'homme comme Amnesty International rapportent qu'il y a eu des épurations ethniques dans des villages arabes du Rojava. Je sais qu'il y a eu sous Hafez el-Assad une politique d'arabisation de la région frontalière avec la Turquie. Est-ce que ces accusations sont vraies, même partiellement ?

Des épurations ethniques seraient contraires à nos principes. Nous sommes pour le dialogue et la démocratie. Nous respectons des institutions

comme Amnesty International, mais le rapport que vous mentionnez parle de la ville arabe de Tal Abyad, dans des circonstances de guerre. On ne peut pas exclure qu'il y ait eu des cruautés, individuellement, dans une situation de guerre, mais il n'est absolument pas question d'une politique dirigée contre les Arabes. Je trouve que ce rapport n'est pas honnête, parce qu'il est basé sur des propos de témoins qui ne se trouvaient pas, en pleine guerre, dans la région, mais en Turquie. Nous avons invité Amnesty et ces témoins après les combats à venir en observation dans la région, mais ils ne sont pas venus. Maintenant, ils disent la même chose concernant la ville de Manbij, mais en même temps ils ne laissent pas passer les journalistes pour aller constater ces prétendues «épurations ethniques». Nous leur disons de les laisser entrer pour qu'ils puissent rapporter la réalité. En plus de la guerre, il y a aussi l'héritage du passé. Il faut savoir que le régime syrien a longtemps tenté d'arabiser la région où sont localisés les cantons du Rojava. Il y a des litiges sur des maisons, sur des terres, on ne va pas le nier. Mais notre politique n'est pas et ne sera jamais de chercher à homogénéiser ethniquement le Rojava. Nous essayons de trouver des solutions au cas par cas, en reconnaissant autant les gens qui ont été spoliés que ceux qui sont désormais les habitants en titre.

Quelle est la relation entre le PYD et le PKK?

Nous vivons au Rojava, avec nos propres organismes. Notre mouvement est un mouvement pour les Kurdes syriens. Nous prenons nos décisions de façon autonome. Partout où les Kurdes relèvent la tête, la Turquie essaie de les boycotter et de les stigmatiser comme des terroristes. Ils le font en les assimilant au PKK. Pour nous, le PKK n'est pas une organisation terroriste, mais une organisation qui défend les droits kurdes en Turquie. Moi-même, je suis de Kobané et, si vous visitez le cimetière de Kobané, vous remarquerez que les martyrs viennent de toute la région kurde. Le sang de nos martyrs symbolise l'unité de tous les Kurdes.

LA CHUTE D'ALEP-EST

CAN POLAT¹

Nous publions ici un rapport de terrain daté du 13 décembre 2016 et rédigé à l'issue de la bataille d'Alep opposant les forces du régime syrien aux « rebelles » basés dans les quartiers est de la ville. Cet rapport est un document important car il contient des informations précieuses sur la situation sur le terrain, particulièrement complexe. Il a été rédigé par un cadre politico-militaire des YPG, situé dans le quartier à prédominance kurde dit Cheik Maksoud, dans le nord-est de la ville.

La partie orientale d'Alep est tombée, mais en regardant les causes profondes qui ont ouvert la voie à cette chute, vous vous rendrez compte que celle-ci était inévitable, non pas parce que les forces baasistes et leurs alliés sont plus forts ou bien que les factions islamistes sont plus faibles, mais parce que les éléments qui ont causé la première chute à l'automne 2012 ont conduit à la deuxième en décembre 2016.

1. Tout d'abord, il faut se rappeler que les révolutionnaires se sont moqués du peuple d'Alep pour ne pas avoir participé à la révolution contre le régime baas, mais ils ne comprenaient pas qu'Alep est la ville du commerce et de l'industrie, qu'elle a besoin de sécurité, de stabilité et de voies de communication ouvertes.

2. Alep est divisée en deux districts : Alep-Ouest et Alep-Est, et ce n'est pas seulement une division géographique, mais aussi une division sociale et culturelle. Dans l'est d'Alep résident les pauvres, des dévots et des sunnites pieux, des Kurdes des villages, des Kurdes de Kobané et d'Afrin, ainsi que des Turcs. Tous sont pauvres, ouvriers du bâtiment et des industries textiles. À Alep-Ouest résident les employés de la classe moyenne,

1. Can Polat, né en 1980 à Kobané en Syrie, est un commandant de l'YPG et un écrivain kurde. Il écrit en kurde, en anglais, en arabe et en turc. Traduit par Heval Çiya.

les riches et les propriétaires qui ne se soucient pas des slogans politiques mais recherchent seulement la stabilité afin de faire prospérer leurs affaires.

3. Il y a des districts à majorité chrétienne (Arméniens, Assyriens, etc.) qui n'ont aucune sympathie pour les slogans islamistes qui ont détourné la révolution depuis le milieu de 2011, et qui se sont toujours méfiés des révolutionnaires venus des villages.

4. Les districts à majorité kurde, en particulier Al-Ashrafia et Boustan al-Pasha, ont été les premiers à combattre et à expulser les forces du régime et ses voyous *chabiha* au printemps 2012, mais ils étaient réfractaires aux slogans extrémistes nationalistes et chauvins de l'opposition et de ses alliés armés soutenus par l'ennemi historique des Kurdes... la Turquie.

5. La chute de l'est d'Alep en 2012 ne fut pas une dynamique interne ou une initiative locale, mais le fait de l'occupation par des villageois armés du nord d'Alep (Andan, Hritan, Azaz et Hian).

6. Les factions islamiques ont combattu et détruit des familles et des tribus importantes d'Alep-Est, ce qui en a conduit beaucoup à s'allier avec le régime.

7. Une fois que les factions islamiques ont pris le contrôle de l'est d'Alep, elles ont volé, pillé et tout exporté vers la Turquie à des prix très bas, conduisant à la destruction de l'économie et des possibilités d'emploi sur lesquelles les gens comptent pour assurer leur existence.

8. L'opposition armée était divisée en autant de factions qui se battaient pour le butin du pillage et du vol des usines. Ces factions étaient éclatées en fonction de leur position idéologique, politique, géographique ou religieuse, mais également sur leur loyauté envers les États, les partis politiques ou une personne spécifique.

9. L'introduction de ces factions islamistes extrémistes à Alep et au sein de l'opposition armée a imposé un nouveau style de vie au peuple et aux autres factions. Le contrôle par Ahrar al-Cham et par Al-Nosra a donné au régime d'Assad et aux Russes la raison et la légitimité de détruire la ville et de tuer ses habitants.

Pourquoi Alep a-t-elle chuté malgré tout le soutien apporté aux dizaines ou peut-être aux centaines de factions, par des tonnes d'armes de la Turquie et les finances des Saoudiens et des Qataris, par la propagande médiatique sur l'établissement d'une plate-forme d'opération commune de toutes les

factions, accompagnée de menaces et de promesses. Pourquoi donc Alep est-elle tombée?

1. Premièrement, à cause des divisions entre les différentes factions basées sur quels États les sponsorisent et quels sont les intérêts de ces États dans les combats.

2. Le contrôle des factions islamistes extrémistes, en particulier Al-Qaida, a terni l'image de la résistance armée dans le monde, surtout à l'ouest.

3. Les vendeurs ambulants, les marchands de moutons et d'orge sont devenus des stratèges militaires qui décident des plans militaires et des expéditions tactiques et stratégiques de premier plan et sont devenus plus tard des seigneurs de guerre et des autorités locales qui trompent les habitants.

4. Ces factions islamistes extrémistes n'ont pas lutté contre le régime. Au lieu de cela, elles ont lancé une guerre de quatre ans contre le peuple kurde dans le quartier de Cheikh-Maksoud, qui a tué des centaines, même des milliers de Kurdes et d'Arabes, en bombardant à l'aide de gaz et de bombes chimiques, et qui a empêché le ravitaillement en aliments et en médicaments. Cela a été à mon avis la cause la plus importante de la chute de l'opposition armée ainsi que de la chute de l'est d'Alep.

5. La résistance armée est devenue *de facto* un agent du service de renseignements turc (MIT), a suivi les ordres de ses maîtres et a fait la guerre à Cheikh-Maksoud.

6. Les factions de l'opposition ont commencé à se battre entre elles et ont commis des atrocités contre des civils, les unes contre les autres et contre les Kurdes et les chrétiens, comme l'a fait l'État islamique. Ils massacrent et exécutent des civils dans les rues, kidnappent et détruisent des églises et ciblent les Kurdes.

7. En raison des luttes intestines entre ces factions armées, le régime a pu atteindre Nabl et Zahraa et déconnecter Alep d'Azaz et des villages du nord et de l'est et par conséquent de la Turquie.

8. De nombreuses factions de la résistance armée ont abandonné leurs positions au régime après un protocole d'accord russo-turc, de sorte que le régime a pu assiéger et combattre l'est d'Alep.

9. La Turquie et l'opposition syrienne en Turquie bluffent la résistance armée en leur racontant des mensonges tels que le soutien inconditionnel de la Turquie contre le régime dans la négociation avec le régime qui permettra la victoire. Malheureusement, la résistance armée a cru ces

mensonges et a subi le bombardement hystérique des Russes et du régime sans aucun gain sur le terrain.

10. Le renseignement turc a utilisé la résistance armée pour ses propres intérêts et l'a aidée à prendre l'académie militaire Ramosa et la route de Damas avant la visite programmée d'Erdogan en Russie afin qu'il puisse être en position forte pour négocier avec Poutine. Mais, après la réunion, Erdogan a ordonné le cessez-le-feu à Alep.

11. Au moment où l'opposition armée gagnait du terrain dans l'ouest d'Alep, coupant les routes vers Damas, Erdogan lui a ordonné de quitter Alep et de se diriger vers Jarablus. Ce mouvement a été la goutte qui a fait déborder le vase et qui a conduit à sa défaite et à la victoire du régime.

12. Les milliers de résistants armés, au lieu de se diriger vers Damas pour abattre le régime d'Assad, se dirigèrent vers Cheikh-Maksoud, Afrin, Jarablus et Al-Bab pour combattre l'Armée syrienne libre et les Kurdes, suivant ainsi l'ordre de leur maître turc.

13. Il y a quelques années, une réunion a eu lieu regroupant des dizaines de factions qui, par la suite, ont abandonné les champs de bataille et se sont dirigées vers les villes kurdes pour les occuper. Leur défaite fut celle de Sere Kaniye, Ramaylan, Qamichli, Tal Abyad et Afrin.

Non seulement l'est d'Alep tomba, mais il fut complètement détruit. L'économie du plus grand centre économique du Moyen-Orient et l'une des plus anciennes du monde a été détruite. La chute de l'est d'Alep est aussi la chute du projet de résistance armée et de ses partisans en Turquie, c'est la chute de l'islam politique et des Frères musulmans, des agents de l'État turc et de ses mercenaires, et donc aussi la chute de toutes les forces qui se battent contre le peuple kurde. Je l'ai déjà dit et je le répète: personne ne réussira à s'opposer et à combattre le peuple kurde.

Pour finir, le seul projet viable est le projet laïque et réellement patriotique du peuple kurde, le projet des Forces démocratiques syriennes (FDS) et des Unités de protection du peuple (YPG). C'est le projet fédéral et démocratique qui peut s'opposer à l'État islamique, au régime et à tous les dictateurs et garantira également un Kurdistan libre et une Syrie libre.

3^E PARTIE

LA THÉORIE MISE EN PRATIQUE

À L'AUTOMNE 2014 DANS KOBANÉ ASSIÉGÉE

PIERRE BARBANCEY¹

Alors qu'à l'automne 2014 la ville de Kobané est assiégée depuis plusieurs semaines par l'organisation de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL ou Daech selon son acronyme arabe), les autorités turques empêchent la presse internationale de s'y rendre. Ankara est pourtant moins regardant s'agissant du passage des djihadistes venus du monde entier ou des convois d'armes qui alimentent les islamistes. Après plusieurs tentatives infructueuses, notamment avec des groupes de jeunes volontaires kurdes, Pierre Barbancey, grand reporter, parvient, en compagnie du photographe Frédéric Lafargue, à franchir la frontière clandestinement. Ils sont les premiers journalistes français à s'y rendre depuis le début de l'offensive de Daech. C'était dans la nuit du 28 novembre 2014. Le texte qui suit, inspiré des articles publiés dans *L'Humanité*, raconte cette semaine de guerre : les attaques djihadistes, les rencontres avec les combattantes et combattants des groupes de défense YPG-YPJ. Jusqu'à la sortie de Kobané, encore plus périlleuse.

La Renault 12 tressaute sur les chemins rocailleux des collines qui descendent vers Kobané, la ville assiégée par Daech. Nous sommes encore du côté turc. À la lueur de ses faibles phares, le chauffeur nous conduit dans un hameau plongé dans le noir. La frontière est à deux pas, marquée par une clôture de barbelés. Sans un mot, deux hommes nous réceptionnent. Les sacs sur le dos, nous les suivons. Une brèche a été ouverte. Nous nous y engouffrons. Nous voilà seuls. À quelques centaines de mètres, nous apercevons les lumières bleues des véhicules de la gendarmerie turque qui patrouillent sans cesse. Il faut faire vite et se fondre dans la pénombre. Cinq cents mètres, peut-être un kilomètre, à découvert, qu'il faut franchir le

1. Pierre Barbancey est grand reporter pour le journal *L'Humanité*.

plus rapidement possible. Les militaires turcs ont la gâchette facile, même si nous sommes en territoire syrien. Le champ est boueux. Les chaussures s'alourdissent à chaque foulée, lestées de paquets de terre. Dévaler et grimper des talus, passer la voie de chemin de fer alors que les échanges de tirs sont de plus en plus menaçants, sans pouvoir en discerner la provenance. Les contours des premières maisons de la ville se dessinent enfin. Si loin, si proches. Quelques pas encore. Enfin ! Nous entrons dans Kobané.

À l'abri devant un petit immeuble, nous attendons Mustafa, un journaliste kurde. Impossible de lui expliquer où nous nous trouvons. Utiliser le téléphone de manière intempestive, c'est, dans cette nuit noire, offrir un point lumineux, devenir une cible pour un sniper. S'enhardir, frapper à une porte restée entrouverte ; expliquer en arabe, puis en anglais qui nous sommes. Deux jeunes femmes apparaissent au bout d'un couloir. Deux combattantes en treillis qui acceptent de parler à Mustafa, inquiet. La glace est rompue. La confiance s'installe. Elles nous offrent de l'eau, des jus de fruits. Une troisième résistante arrive. C'est Yasmine, blessée quelques jours auparavant. Une balle lui a transpercé la cuisse. Elle boite encore mais porte sa kalachnikov en bandoulière. Elle nous accompagne en voiture dans une autre maison. Les rues semblent désertes. En réalité, des petits groupes d'hommes et de femmes en armes sont postés aux différents carrefours, prêts à intervenir. Seul le sifflement des obus de mortier rompt le silence nocturne.

PRÈS DES COMBATS

Yasmine ! Une première rencontre. Une incroyable rencontre. Cette femme endurcie, aguerrie, qui a rejoint le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) il y a cinq ans, était traductrice pour une agence de presse. Un jour, elle a décidé de « partir à la montagne », c'est-à-dire rejoindre les combattants du PKK. « Au moment où tu réalises que tu n'es pas libre, il faut faire quelque chose », dit-elle, les yeux dans le vague. Malgré ses demandes de se rendre à Kobané le 1^{er} septembre, jour de son anniversaire – « aller au Rojava (le Kurdistan de Syrie) aurait été mon cadeau, mais mon commandant a estimé que j'avais trop de colère en moi et que je me ferais tuer tout de suite » –, elle n'y a été envoyée que le 15 du mois. « J'ai des camarades qui sont tombés dans les deux premières heures », se souvient-elle. Elle dit encore : « Résister, ce n'est pas seulement utiliser une arme, c'est être là, avec l'âme de la résistance. Résister, c'est accepter de ne

pas dormir, de ne pas avoir à manger, de ne pas avoir à boire. Le lien que nous avons entre combattants est un lien d'amour. Un amour plus fort encore que celui qu'on peut avoir pour son père ou pour sa mère.» Pour l'heure, Yasmine ne peut encore retourner au front. Dans la pièce où nous nous trouvons, des instruments de musique (saz, accordéon...) côtoient les armes. «Quand on a un ou une camarade qui tombe à côté de soi, on est encore plus fort. Parce qu'on continue à se battre pour lui ou elle et pour soi-même, affirme la jeune femme. Ma vie est moins importante que notre lutte. C'est pour cela que nous sommes prêts à tous les sacrifices.»

Au petit matin, les explosions qui retentissent sont si puissantes que les murs de notre habitation tremblent. Les combats se déroulent à quelques rues de là, au poste-frontière entre la Turquie et la Syrie. Des membres de Daech venant de Turquie ont défoncé les barrières avec un transport de troupes blindé, un BRDM, bourré d'explosifs. Les combattants kurdes n'ont pas le temps de l'arrêter. Il explose dans un vacarme assourdissant. Six civils et deux résistants sont tués, douze sont blessés. Guevara, membre des unités combattantes YPG, raconte que, tout de suite après, avec ses camarades, il s'est précipité à la frontière. «Les combattants de Daech étaient face à nous, du côté turc. Le clash a commencé. Nous les avons attaqués. Une heure après, un kamikaze s'est avancé vers nous. Il a d'abord reculé avant de revenir en tirant sur nous, puis il a actionné la charge qu'il portait. Dix minutes plus tard, un autre a fait de même, blessant deux YPG. On s'est battus pendant plus de quatre heures. Pendant les combats, les militaires turcs nous criaient de reculer parce que nous franchissions la frontière, mais les islamistes se trouvaient de leur côté.» Une quarantaine d'hommes de Daech se réfugient alors dans le complexe d'un silo à blé en haut duquel flotte le drapeau turc ! Certains seront tués, les autres disparaîtront, protégés par les gendarmes turcs.

Pas un jour de répit à Kobané. Les attaques se multiplient alors que les forces kurdes tentent de desserrer l'étau. Malgré ce mur de feu de ceux qui se revendiquent de l'«État islamique», les combattants kurdes tiennent bon. Aux lisières des zones qu'ils contrôlent, ils se tiennent prêts en permanence. En parcourant les rues de Kobané, dans les quartiers repris à Daech, on peut constater l'âpreté des combats. Ceux-ci se sont déroulés rue par rue, maison par maison. Dans les pièces abandonnées, les murs sont transpercés de balles, les façades sont éventrées. Des obus de mortiers artisanaux de 240 mm, non explosés, jonchent le sol. Les drapeaux

des unités combattantes kurdes, les YPG, et de leur pendant féminin, les YPJ, flottent fièrement au sommet des monticules de terre, à la sortie ouest de Kobané. Un fanion triangulaire jaune, frappé d'une étoile rouge. Les djihadistes de l'EIIL, positionnés dans les villages environnants, qu'ils contrôlent toujours, ne peuvent pas l'ignorer. C'est comme une claque à la face de ces obscurantistes qui poursuivent le siège de la ville sur plusieurs fronts. Sur cette partie ouest, on ne les voit pas dans la journée. En revanche, les obus de mortier qu'ils balancent en chapelets s'écrasent sans discontinuer sur Kobané. Les dégâts sont surtout matériels mais ces tirs maintiennent une pression de tous les instants sur les combattants kurdes. Ils savent que, sur le terrain proprement dit, ils sont seuls à faire face aux assauts répétés.

À l'abri, en contrebas des remblais qui s'étirent sur des centaines de mètres, les postes kurdes s'échelonnent, armes prêtes. Des tentes sont dressées çà et là pour se prémunir du froid lorsqu'il est possible de prendre un peu de repos. Des braseros sont alimentés en permanence. Les sifflements des obus de mortier annoncent destruction et mort. Il en faut pourtant plus pour effrayer ces résistants qui empêchent toute avancée des djihadistes, malgré une pression de tous les instants. Pas d'insouciance, ni de forfanterie. Homme ou femme, jeune ou vieux, chacun sait ce qu'il doit faire. La discipline est militaire, la relation militante. Il y a là la jeune Kurdistan, c'est son nom, dix-neuf ans, qui n'a pas pu s'inscrire à l'université à cause de la guerre ; Dalila, la passionnée, qui s'est engagée dès le danger islamiste en vue. Elles côtoient Rewi, qui perd sa timidité lorsqu'il tient son arme ; Abdo, dont l'œil a été salement amoché par un éclat, et aussi Armanç, un solide gaillard à la barbe aussi rousse que pourrait être celle d'un Irlandais, un foulard rouge-jaune-vert – les couleurs du Kurdistan – autour de la tête.

FACE À EUX

Kurdistan ! Elle n'est pas bien vieille, dix-neuf ans à peine sonnés, un peu d'acné sur le front et une frimousse qui ne s'est pas encore décidée à quitter les traits de l'enfant. Toute rougissante, elle demande dans un français balbutiant : « Comment tu t'appelles ? » Et puis aussi : « Comment ça va ? » Le miroir enfin brisé, elle avoue que, en rejoignant le Parti de l'union démocratique (PYD) – qui dirige les trois cantons du Rojava, le Kurdistan de Syrie – juste avant la guerre, elle n'aurait jamais pensé

porter une arme. « Mais quand Daech nous a attaqués, nous nous sommes dit que les femmes devaient prendre toute leur place dans ce combat contre les terroristes car s'ils arrivaient à prendre la ville, nous serions toutes violées et vendues comme des esclaves. »

Pour les habitants de Kobané, la guerre n'a pas commencé à la mi-septembre 2014, lorsque les djihadistes se sont emparés de plusieurs quartiers de la ville, mais deux ans auparavant, quand ils se sont installés dans les quatre cents villages alentour et qu'ils ne s'appelaient pas encore Daech. Ce qui explique l'air aguerri de Kurdistan, qui a participé aux combats les plus sévères dans l'ouest de la région. On lui avait même confié une *douchka*, cette mitrailleuse lourde de fabrication russe, qui demande force et maîtrise tant elle est puissante. « À cette époque, avant les combats, j'étais littéralement effrayée, confie la jeune femme. Mais, pendant les affrontements, cette peur s'évanouissait. J'étais contente de combattre Daech. » Cette expérience a été déterminante pour qu'elle devienne chef d'un groupe. « Ce n'est pas une question d'âge, intervient un homme au visage marqué de profondes rides, kalachnikov à l'épaule. L'important, c'est de savoir réfléchir, de décider vite quand le danger est là. » Il faut s'imaginer, en pleine nuit, calé derrière les défenses, avec une attention de tous les instants, nécessaire pour déceler le moindre mouvement suspect, anticiper les déplacements de l'ennemi qui tente de s'infiltrer. Kurdistan sait les ordres à donner, diviser « ses » hommes (et « ses » femmes) le long de la tranchée, décider des tirs de mortier, de l'utilisation des grenades à main, puis les disposer pour le combat au corps à corps, la baïonnette prête. Un affrontement sans merci qui a lieu chaque nuit et dont l'issue scelle le sort de Kobané. Cheveux de geai en partie recouverts d'un bandana multicolore, le nez busqué, les lèvres extraordinairement dessinées, Dalila, vingt-huit ans, a déjà derrière elle une solide expérience de combattante. Comme tous les membres des YPJ, elle manie aussi bien l'arme qu'une pensée politique ancrée dans les idées les plus progressistes. Elle lance sans bravade : « Lorsque je me retrouve face à eux, à quelques mètres à peine, je n'ai qu'une idée, vaincre, même s'il me faut mourir. » En témoignent les douilles de calibre 12 qui jonchent le sol. Elles proviennent des fusils à pompe utilisés à moins de dix mètres de distance par Dalila et ses camarades.

ATTAQUE SURPRISE

L'impensable peut aussi arriver. Comme ce matin-là où tout semble calme. Si calme. Depuis l'étage de cette petite maison, on ouvrirait presque la fenêtre pour se pencher et mieux distinguer, au loin, les villages qui s'étendent à flanc de coteau. On s'amuserait de voir la frontière turque tellement proche. On pourrait même s'enhardir et marcher un peu le long de la voie ferrée qui serpente entre les deux pays. On aurait tort ! Il y a d'abord ces tranchées qui ont été creusées de part et d'autre de cette maison, jalonnées de tentes blanches, à l'abri des remblais où sont disposés des mortiers en position de tir, vers cette campagne qu'on pensait si accueillante. Il y a aussi ces lourds panneaux de métal épais, comme des vantaux, qui encadrent l'escalier extérieur de l'habitation et sur lesquels on aperçoit des impacts de balles. Et puis il y a ce groupe de combattants kurdes qui arborent sur leurs vestes le sigle de leur unité, YPG ou YPJ, selon qu'ils soient hommes ou femmes. Certains ont posé leur kalachnikov. Accroupis près d'un robinet, ils font la vaisselle. D'autres préparent le thé. D'autres encore chantent. Un moment de répit dans une zone particulièrement exposée aux tirs des snipers de l'« État islamique ». Comme un gazouillis entre deux coups de tonnerre.

L'instant magique n'a pas duré. Une brume est tombée sur Kobané. Elle jette un voile de tristesse sur la cité, déjà grise de la poussière de béton des immeubles disloqués. Kobané se réveille après une nuit d'affrontements violents. Les tirs se sont rapprochés du centre-ville, faisant craindre le pire. Les obus de mortier n'ont pas cessé de s'écraser, malgré plus de frappes aériennes. Les djihadistes de l'organisation de l'« État islamique » ont, une fois de plus, tenté d'attaquer les positions défendues par les unités combattantes kurdes, sur plusieurs fronts, preuve que leurs capacités de nuisance sont toujours intactes. Comme toujours, c'est à la nuit tombée que les groupes armés de Daech tentent de s'infiltrer, pour prendre par surprise les résistants kurdes. Simultanément, au sud, au sud-est et à l'est, ils ont lancé cinq voitures piégées pour défoncer les lignes des YPG avant de pénétrer plus avant dans la ville. Dans le même temps, des dizaines d'hommes, appuyés sur la frontière turque attaquaient le front nord. « Ils ont utilisé des mortiers pour essayer de nous faire reculer, témoigne Rewi, en fermant son blouson de cuir élimé par le temps et par le frottement de la bretelle de sa kalachnikov. Quand nous avons vu qu'une voiture se dirigeait vers nous, nous n'avons pas cessé de tirer avec nos *douchkas*

jusqu'à ce qu'elle explose.» Les traits tirés, le visage émacié, résultat de tant de nuits de veille et de combats épuisants, il allume une cigarette et sourit comme un enfant. Il ne parle pas des shrapnels (les éclats d'obus) qu'il a reçus à la jambe et qui le font boiter maintenant. Il préfère se réjouir : « Nous les avons de nouveau repoussés ! » À ses côtés, Gadro Bar Rwadan, plus âgé et moins loquace, acquiesce d'un mouvement de la tête. « On en a quand même tué pas mal », ajoute-t-il néanmoins avec une petite lueur dans les yeux.

À l'est, sur une des positions les plus avancées, ils sont une douzaine, hommes et femmes. Eux aussi très fatigués. Une fatigue qui, visiblement, n'entame par leur détermination. Deux combattantes se tiennent par la main, comme des sœurs jumelles. Un moment de calme et l'une d'entre elles se met à chanter, doucement. Un air mélodieux dans un environnement de mort. Ou plutôt de morts. Au-delà de la position, en s'abritant derrière une meurtrière hâtivement percée, on aperçoit des cadavres de djihadistes. Certains sont là depuis quelque temps déjà, en partie dévorés par les chiens. Depuis ce poste, les YPG et les YPJ surveillent tout mouvement suspect. Mahmoud, qui tient la *douchka*, voit quelque chose bouger, à quelques centaines de mètres de là. Accroupi, il charge son arme, mais la culasse résiste. Il fait levier avec une douille pour la débloquer. Sa cartouche finalement engagée, il glisse le canon de la pesante mitrailleuse dans la meurtrière, ajuste la cible les mâchoires serrées et tire un premier coup, pour réglage. Il lâche ensuite une longue rafale. La fumée, dégagée en même temps que s'éjectent les douilles, se mêle aux projections des parpaings de l'abri qui volent en éclats sous les balles ennemies. Mahmoud avait vu juste ! La bataille a duré plus de cinq heures. Cinq heures pendant lesquelles le sort de Kobané aurait pu se jouer.

Cette résistance a permis à environ trois mille civils de rester sur place. Dans des conditions les plus précaires. Des gosses jouent avec ce qu'ils trouvent, y compris des morceaux d'obus ! De vieilles femmes au visage tatoué font bouillir une marmite sur un feu de fortune. « Nous ne voulons pas quitter notre terre », prévenaient, de conserve, Mohammad et son épouse, Yazé, qui paraissaient particulièrement démunis. Ils ont douze enfants. Malgré la rudesse de l'hiver, les gamins étaient vêtus légèrement et chaussés de sandales. Le matin, toute la famille déjeunait d'un peu de thé et d'un morceau de pain. Parfois, c'était le seul repas de la journée. Ahmed, l'un des enfants, âgé de dix-neuf ans, participait, la nuit, aux groupes de

défense civile mis en place pour suppléer les unités combattantes. « Si on voit quelque chose d'anormal, on tire tout de suite », s'empressait-il de dire, comme pour se donner du courage, même s'il affirmait d'une voix plus rugueuse qu'à l'ordinaire : « On n'a pas peur ! »

QUITTER KOBANÉ

Des dizaines de familles ont été refoulées à l'orée de la Turquie, dans une espèce de no man's land. Avec des pick-up et des tentes, un campement a été érigé le long de la frontière. Les conditions de vie sont terribles alors que l'hiver montre les dents, transformant les gouttes de pluie en aiguilles de glace. C'est pourtant par là que nos hôtes kurdes ont décidé de nous faire passer pour quitter Kobané. La partie est encore plus dangereuse qu'à l'aller puisque les gardes-frontières turcs sont en droit de faire usage de leurs armes lorsque nous tenterons de pénétrer sur leur territoire. Au milieu de la nuit, une voiture vient nous chercher dans le quartier de la ville où nous dormons. Les sacs placés dans le coffre, nous voilà partis comme hallucinés dans un véhicule qui file, tous feux éteints, sur des routes boueuses, évitant les trous et surtout les carcasses disposées çà et là, instruments des chicanes indispensables pour stopper d'éventuelles attaques de camions piégés.

Nous voilà arrivés. Des combattants nous font entrer dans une de ces grandes tentes, attribut des nomades, où se trouvent déjà plusieurs hommes. Des Kurdes qui doivent passer de l'autre côté, en mission. Ensemble, nous partons d'abord en repérage. Avec précaution, nous nous faufilons jusqu'à la dernière butte. De là, nous apercevons, espacés d'une trentaine de mètres, des véhicules blindés de la gendarmerie turque. On nous explique qu'au moment opportun nous devrons franchir le talus, longer les barbelés dans lesquels une ouverture a été pratiquée à l'aide de cisailles et puis courir, courir, courir...

Cette nuit-là, les soldats turcs n'ont peut-être pas baissé la garde autant que d'habitude. Ce n'est que vers quatre heures du matin, alors que nous sirotons un thé dans la tente, presque décontractés, que le signal du départ est donné. La progression est rendue plus difficile par les sacs, pas si légers que ça. Bizarrement, une vingtaine de jeunes Kurdes nous suivent, sans un mot. Arrivés au talus, après un dernier coup d'œil vers les blindés turcs, nous nous élançons, l'un après l'autre. D'abord les Kurdes dont le passage est essentiel, puis nous, les journalistes, en dernier. En haut du talus,

mauvaise surprise : il faut d'abord sauter dans un fossé de plus de 2 mètres de profondeur, remonter à la force des bras et grâce à quelques anfractuosités percées sur les parois. Tout se passe relativement bien jusqu'à ce qu'un bruit insolite alerte les Turcs. Des projecteurs dignes des studios hollywoodiens, accompagnés du cri strident et continu de sirènes, transforment la nuit en une solarisation démente. Dans la panique, alors que nous courons le long des barbelés, nous manquons l'ouverture. Il faut faire demi-tour et plonger enfin dans ce trou de liberté. Une doudoune, déchirée par les fils métalliques en lame de rasoir, éclate. C'est comme une mini-tempête. Une neige de plumes. Presque un gag et pourtant si vrai. Plus que jamais repérable et... repéré. Notre salut, nous le devons à ces jeunes Kurdes qui nous accompagnaient, lorsque nous étions de l'autre côté. Ils n'avaient aucune intention de passer la frontière. Ils jouaient le rôle de leurre, pour occuper les militaires turcs, faisant mine de vouloir franchir le fossé à leur tour. Et ça a fonctionné à merveille ! Admirable solidarité qui aurait pu coûter la vie à l'un d'entre eux.

Nous ne les remercierons malheureusement jamais. À ce moment-là, il faut courir ! Plus que jamais, courir ! On nous l'avait dit. Disparaître dans la pénombre. La forêt de pistachiers masque notre progression. Une halte derrière un arbre pour reprendre notre souffle, laisser la peur se dissiper. Tendre l'oreille pour être certains que des soldats ne nous traquent pas. Puis repartir jusqu'au point de ralliement.

Quelques semaines plus tard, la libération de Kobané est proclamée. Grâce aux courage et à l'abnégation de tous ces combattantes et combattants kurdes.

MAXMUR, UN PETIT LABORATOIRE DU CONFÉDÉRALISME DÉMOCRATIQUE

YANN RENOULT¹

À 100 kilomètres au sud de Mossoul, dans le désert irakien, le camp de Maxmur a été l'un des premiers lieux où, dans un contexte hostile, le confédéralisme démocratique a permis à des exilé·es du Kurdistan de Turquie, chassé·es de chez eux par l'État turc, de s'auto-organiser et de survivre.

« Nous voulons revenir dans notre village, même si nous devons souffrir pour ça. Ici, ce n'est pas chez nous », soupire Asiya, en rajustant le fichu blanc qui entoure son visage marqué par les années et les épreuves. Par la fenêtre de sa modeste pièce à vivre, la poussière soulevée par le vent fait du soleil un pôle rond brillant dans un ciel gris. Elle masque le sommet des collines rocailleuses et nues au flanc desquelles le camp de Maxmur est adossé, et bouche l'horizon des plaines désertiques lui faisant face.

Malgré les années écoulées, tous les habitants considèrent le camp comme un refuge temporaire et rêvent d'un retour vers leur village d'origine au Kurdistan Nord (en Turquie) d'où ils furent chassés au milieu des années 1990 par la violente répression de l'État turc. Après une longue errance des exilé·es, de camp provisoire en camp provisoire, Saddam Hussein accorda en 1998 l'emplacement actuel du camp aux Nations unies, près du village de Maxmur. Nulle générosité de sa part : à 100 kilomètres au sud de Mossoul, il n'y avait alors, comme le décrit Nihat, vingt-six ans, que « *stones, snakes and scorpions* » (des pierres, des serpents et des scorpions). Pas d'eau, pas de végétation et une température qui dépasse les 50 °C en été.

1. Yann Renoult est photographe et membre actif de la solidarité avec le Rojava. Il travaille sur le peuple kurde en Syrie, en Turquie et en Irak, en s'intéressant à la place des minorités dans les conflits régionaux et à la mise en place d'expériences d'autogestion dans des contextes d'oppression. Il est l'auteur des photos publiées dans ce livre. Site : <http://cargocollective.com/yannrenoult>.

« Nous ne voulons rien de l'État [turc], juste pouvoir vivre notre culture et parler notre langue », reprend Asiya. Suspendues sur les murs autour d'elle, plusieurs photographies, certaines aux couleurs fanées, rappellent le prix payé pour ce désir de liberté. Son mari et un de ses fils ont été tués après avoir rejoint le PKK et deux de ses filles se battent aujourd'hui au Rojava. Elle et d'autres mères entretiennent la mémoire des disparus dans la maison des martyrs du camp, aux murs recouverts de visages. Sur les portraits les plus récents, les regards droits se détachent du drapeau des YPS, les jeunes militants kurdes qui après avoir déclaré l'autonomie dans les villes kurdes de Turquie furent écrasés par l'armée turque.

MAXMUR, LA RÉSILIENCE DES EXILÉES

Après avoir survécu aux guerres d'Irak, les habitants du camp, abandonnés par les peshmergas censés les protéger, ont dû fuir devant l'avancée des djihadistes de l'État islamique au début d'août 2014, abandonnant tout derrière eux. Après avoir occupé le camp une dizaine de jours, les assaillants furent chassés par les combattants du PKK, qui depuis assurent leur protection. Les djihadistes ayant choisi de se retrancher dans le village plutôt que dans le camp, celui-ci a été relativement épargné. Les habitants de Maxmur doivent aussi subir l'hostilité du PDK (Parti démocratique du Kurdistan) dirigé par Massoud Barzani, président non réélu de la région du Kurdistan irakien, qui contrôle l'accès et les environs du camp. Le conflit entre PDK et PKK remonte à la guerre civile sanglante qui a éclaté au milieu des années 1990 entre les deux partis kurdes majoritaires du Kurdistan d'Irak, le PDK et l'UPK. Le PKK étant allié aux adversaires du PDK, des affrontements violents eurent lieu entre ces deux forces et les exilés de Maxmur, localisés à l'époque plus au nord, en payèrent le prix. Jusqu'à aujourd'hui, une soixantaine d'entre eux, des civils, ont été tués par les peshmergas du PDK. Malgré ces épreuves, les habitants de Maxmur ont réussi à s'auto-organiser.

Mise en place progressivement, l'auto-organisation s'affiche ouvertement depuis que les Nations unies ont quitté le camp attaqué par l'État islamique. Les 15 000 habitants se répartissent en cinq districts dans lesquels on trouve la plus petite entité du fonctionnement démocratique : la commune, un groupe de personnes allant de 15 à 50 familles vivant dans un espace commun. Les conseils des communes, auxquels peut participer toute personne de plus de seize ans, se réunissent régulièrement. On y

discute des problèmes de la vie quotidienne et des conflits de voisinage, qu'on essaie de résoudre par la discussion. Ce qui n'a pas pu être résolu remonte à l'Assemblée, au sein de laquelle se discute la gestion du camp et où 91 personnes siègent actuellement. Comme toutes les structures du camp, elle est coprésidée par un homme et une femme, ceci étant un principe majeur du confédéralisme démocratique. Tous les deux ans, les représentants des communes élisent ces derniers, qui peuvent se présenter seulement pour deux mandats consécutifs, ainsi que 29 représentants lors d'une grande conférence qui permet aussi de rediscuter les règles de fonctionnement au sein du camp. Les 60 autres représentants sont issus des différents comités et associations du camp. Tous les mois, les 29 représentants et les deux coprésidents se réunissent, et tous les deux mois c'est au tour de l'Assemblée entière. « Le Parlement existe depuis 1995, et l'organisation actuelle a débuté en 2008, nous explique Leyla, coprésidente. La majorité des structures existant déjà, la transition a été assez facile. »

Au nombre de neuf, les comités sont un autre aspect de la vie démocratique du camp. Leurs membres sont élus par les communes et sont chargés de proposer et exécuter des projets dans leurs domaines respectifs, à savoir : social, autodéfense, municipalité, « diplomatie », économie, éducation, politique, justice et organisation générale. Chaque projet proposé par les comités est débattu et voté au Parlement.

Le comité d'éducation par exemple a pour charge d'organiser le fonctionnement des écoles qui accueillent les quelque 4 000 enfants du camp, de la maternelle au lycée. Une académie propose des formations post-lycée dans le domaine des médias, ou pour les infirmier·ères, et bientôt en économie. Les enseignants viennent tous du camp. Un des projets du comité d'éducation a été d'organiser la rédaction des manuels, car les enfants étudient en kurmandji, langue kurde majoritaire dont l'enseignement est interdit en Turquie et qui diffère du dialecte employé dans la région autonome du Kurdistan d'Irak, le sorani. Cela pose d'ailleurs problème aux jeunes continuant leurs études en dehors du camp. Les cadres du PKK attachent une importance majeure à l'éducation. Comme le souligne Ömer, cadre d'une cinquantaine d'années ayant passé quinze ans en prison et qui cite Foucault et a lu Paolo Freire, « l'objectif n'est pas pour nous de détruire le système capitaliste existant pour rebâtir autre chose de ses ruines, mais plutôt d'éduquer et faire évoluer peu à peu les mentalités vers une autre alternative, même si cela doit prendre plusieurs

générations». Les activités culturelles sont également encouragées et le manque de matériel n'arrête pas les initiatives. Medya, guérillera du PKK, cheveux teints au henné et large sourire aux lèvres, enseigne depuis quatre ans la musique. Elle explique : « Pour nous, l'art fait partie intégrante de la révolution. » Des ateliers de peinture, de danse sont aussi proposés. Récemment, une salle de kick-boxing a ouvert ses portes, proposant des cours aux femmes comme aux hommes. Le soir, jeunes ou familles peuvent se détendre dans les deux parcs construits par la municipalité.

Les femmes ont une assemblée à part, non mixte, ainsi qu'une académie. Asiya, jeune infirmière, nous explique que le rôle de l'Assemblée des femmes est de s'occuper de tout ce qui concerne les femmes, en matière d'éducation et d'économie, mais aussi par rapport aux problèmes familiaux ou de violence conjugale. La polygamie est interdite dans le camp, et les problèmes de mariage précoce ont disparu. Dans un souci d'émancipation économique, elles ont lancé une activité textile et une cafétéria dont les bénéfices permettent de financer leurs projets. Le pouvoir de l'Assemblée des femmes dans le camp n'est pas discuté. Elles peuvent décider de retirer une femme de sa famille si elle y subit de mauvais traitements, sans possibilité pour les hommes de s'y opposer. Asiya travaille dans le dispensaire du camp construit par les Nations unies. Les médecins viennent du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK), les infirmières du camp ou du village voisin. « Depuis l'attaque de Daech, nous manquons de médicaments. Nous voyons environ cent patients chaque jour, pour des soins de base. Pour le reste, il faut aller à Erbil. » Faute de maternité, les accouchements se font souvent dans les maisons. La plupart des malades sont des femmes ou des enfants, qui viennent pour des problèmes de ventre ou de reins, à cause de la mauvaise qualité de l'eau du camp.

FONCTIONNEMENT COOPÉRATIF

C'est un des problèmes qui préoccupent Bermal et Kendan, les coresponsables de la municipalité, en charge des problèmes matériels du camp :

Nous avons du mal à trouver de nouvelles sources d'eau. Nous dépendons d'Erbil [du GRK], mais nous n'avons que peu de contacts avec eux. Depuis deux ans, à cause de la crise politique, nous recevons peu d'aide de leur part et, même s'il n'y a pas d'embargo officiel, ils bloquent parfois les marchandises. Nous avons du mal à réparer les installations électriques.

Malgré tout, les coupures d'électricité dans le camp restent moins nombreuses qu'à Erbil grâce à la présence de générateurs. Mais une partie de l'eau potable doit être achetée en dehors. Les rues principales sont relativement bien goudronnées, les bâtiments bien entretenus. Contrairement à d'autres exemples de camps sédentarisés, les constructions ne se sont pas faites de manière anarchique. Ce sont principalement des maisons de plain-pied, aux murs en pierre et en terre. La plupart possèdent un jardin qui permet aux familles de cultiver des légumes et d'élever des animaux afin d'assurer leur subsistance.

Une partie des besoins alimentaires du camp est assurée par les communes économiques, sous forme de deux projets collectifs : élevage de moutons et agriculture sous serre depuis 2011. Issu d'une famille de paysans de la région d'Hakkari, Hussein a dû apprendre à cultiver sous serre. Mais il peste contre le fait de devoir acheter cher des semences qui ne se régénèrent pas. Données dans un premier temps par les Nations unies, elles sont aujourd'hui à sa charge. Il essaie tant bien que mal d'utiliser du fumier pour fertiliser le sol, plutôt que des engrais qui « salissent la terre ». Sept tentes sur les douze sont exploitées de manière collective, chacune nécessitant la main-d'œuvre de deux familles qui partagent alors leurs revenus. Une partie de la production permet l'approvisionnement des boutiques du camp en concombres, tomates, poivrons. L'Assemblée du camp veut développer le fonctionnement coopératif pour que toute la production soit écoulée en interne et qu'il n'y ait plus besoin d'acheter au village voisin.

La crise économique en Irak n'a pas épargné Maxmur. Nombre d'adultes sont sans travail. Ceux qui en ont un à l'extérieur du camp sont employés de manière précaire dans la restauration, l'hôtellerie ou sur les chantiers. Mais, régulièrement, les tensions politiques entre GRK et PKK, exacerbées depuis 2013 et la déclaration d'autonomie du Rojava sur le modèle du confédéralisme démocratique, font que les peshmergas du GRK bloquent l'accès au camp, interdisant toute entrée et sortie. Comme en octobre 2016, où le GRK a interdit aux habitants de dépasser les environs du camp pendant plusieurs semaines. Ceux qui avaient un travail en dehors l'ont perdu, précarisant davantage le camp.

L'auto-organisation des habitants de Maxmur a été favorisée par les liens culturels et linguistiques dus à leur origine géographique commune, et par un environnement naturel et politique hostile face auquel ils ont

dû maintenir leur cohésion pour survivre. Tous ont fui la répression de l'État turc, notamment à cause de leur soutien au PKK, ce qui fait que naturellement l'organisation a été présente dans le camp dès le début. Le PKK a donc pu y tester la mise en place du confédéralisme démocratique, expérience qui s'est révélée cruciale au moment de s'implanter au Rojava, où le mouvement a pu l'étendre à l'échelle d'une région. Cette extension a ensuite permis de montrer les défis à relever en matière de cohabitation sociale et politique entre partis et groupes ethniques aux motivations diverses. Les cadres du mouvement espèrent que l'autonomie donnée par le confédéralisme démocratique à chaque groupe garantira la solidité des alliances, tout en comptant sur la jeunesse pour garantir sa mise en place à long terme. Pour autant, ils ne se font pas d'illusions sur le fait que le processus prendra de longues années et qu'ils auront à résister aux embûches de leurs ennemis, la Turquie en tête.

*Reportage réalisé par Yann Renoult entre 2014 et 2016 au Rojava,
dans le camp de Maxmur en Irak et dans les Monts Qandil,
tous ces lieux mettant en place à des degrés divers
les principes du confédéralisme démocratique.*



Moisson au Rojava. Juin 2014.

Le Rojava était le grenier à blé de la Syrie avant la guerre. Aujourd'hui, l'administration autonome veut diversifier la production de légumes pour être autosuffisante.



**Ligne de front des YPG aux alentours de
Sere Kaniye, Rojava. Juin 2014.**
Deux voitures de Daech s'approchent de leur position.



Qamishlo, Fête de Newroz 2014, Rojava.

Un Asayesh surveille les alentours de la fête.

Les Asayesh sont chargés de la sécurité intérieure.



Camp de Maxmur, Irak. Octobre 2016.

Dimanche, les représentants d'une des communes du camp se réunissent pour faire le point sur leur activité.



Qamishlo, Rojava, cours de kurde. Mars 2014.

Une des premières réformes de l'administration autonome a été d'instaurer des cours de langue pour chaque communauté au sein de l'école publique. Le régime syrien réprimait sévèrement la pratique du kurde.



Tirbespiye, Rojava. Octobre 2014.

Cours de syriaque. Sous le régime, la pratique du syriaque était autorisée uniquement dans un cadre religieux.



Camp de Maxmur, Irak. Juillet 2016.

Evidar et Mezgin répètent sous l'attentif de Medya. Pour le PKK, la culture kurde, et plus généralement l'éducation artistique est une composante importante de leur idéologie, qu'ils appellent « la révolution des arts ».



Maxmur, camp des HPG, Irak. Juillet 2016.
Durant leur temps libre, les combattant·es du PKK
sont encouragés à lire ou écrire.



Camp de Maxmur, Irak. Juillet 2016.

Travail dans une serre collective, qui fournit une partie des légumes du camp.

Le modèle des serres a été repris au Rojava pour diversifier la production agricole.



**Raffineries artisanales de pétrole, sud du canton de Djézireh, Rojava.
Octobre 2014.**

Ces raffineries artisanales sont les seules sources de revenus pour les villages majoritairement arabes des environs, proches de la ligne de front entre YPG et Daech. Elles permettent aussi de fournir une partie du carburant du Rojava.



**Ligne de front à Rabi'a, Rojava, ville frontière
avec l'Irak. Juin 2014.**

Groupe de combattants arabes intégrés au sein des YPG.



**Position des combattant·es du PKK, au sud de Kirkuk
près de la ville de Hawijah. Octobre 2016.**

Le volley est une occupation favorite chez les combattant·es du PKK.



Monts Qandil, Kurdistan. Avril 2014.

Les danses occupent une part importante dans la vie des combattants. La culture kurde a souvent été interdite et étouffée, dans une volonté d'assimilation du peuple kurde. La faire vivre au quotidien est pour le PKK une forme de résistance.



Ligne de front dans la région de Sere Kaniye (Ras al ayn), autour du village de Tel Khanzir, entre les forces kurdes des YPG et Daech.
Les femmes combattantes, les YPJ, constituent 40% des forces armées.



Sere Kaniya, Rojava. Mars 2014.

Boulangerie coopérative tenue par des femmes dans un but d'émancipation économique.



Qamishlo, Rojava. Fête de Newroz 2014.

Après une éprouvante année de guerre, la fête de Newroz, symbole de résistance et de liberté, est célébrée de façon publique pour la première fois au Rojava. Sous le régime, les célébrations étaient interdites.

« LES AIDER, C'EST NOUS PROTÉGER NOUS-MÊMES »

GABAR¹

Parmi les volontaires qui ont rejoint les YPG (Unités de protection du peuple), il y a des Français. Nous avons pu rencontrer l'un d'entre eux, rentré en France pour se faire soigner d'une blessure par balle et éviter ainsi une amputation. Pour des raisons de sécurité, il a souhaité que son nom véritable n'apparaisse pas. Nous l'appellerons donc Gabar – comme d'emblée les combattants des YPG l'ont surnommé. Gabar nous a fait le récit de ses quelques mois passés aux côtés des Kurdes.

Dans le train qui me ramène à Clermont-Ferrand, en glissant mes béquilles sous le siège, je repense à ce qui m'est arrivé. Là-bas, à 5 000 kilomètres de chez moi. Je repense aussi à mon départ pour une destination que, peu de temps auparavant, j'aurais été bien en peine de situer avec précision sur une carte.

Alors, qu'est-ce qui m'a conduit à me rendre au Kurdistan syrien ? À m'engager dans les rangs des YPG, les Unités de protection du peuple ? La rage. Tout simplement la rage. Une rage déclenchée par les attentats du 13 novembre. Et la certitude qu'il y en aurait d'autres. Et que, face à cette perspective, je ne pouvais pas rester sans réagir.

Ma mémoire est encore pleine des images des abords du stade de France saturés de voitures de pompiers et de gyrophares bleus, du souvenir des terrasses de café ensanglantées, de corps gisant à même le bitume, recouverts de linceuls improvisés et de la façade colorée du Bataclan, ce temple de la musique et de la joie, d'où on a sorti des morts et des blessés par dizaines. J'entends toujours les sirènes des ambulances fonçant vers les

1. Témoignage recueilli par Jean-Michel Morel. Animateur de radio, critique de cinéma et de bandes dessinées, il est responsable de collection aux éditions du Seuil et scénariste pour la télévision. Écrivain, son dernier roman, *Le Train des Kennedy* (Folies d'encre), est paru en juin 2016.

hôpitaux et les commentaires des journalistes, ajoutant leur propre sidération aux récits des témoins. Les terroristes ont frappé tous azimuts, ne ciblant que des innocents. Sans autre justification que leur conception de la vie n'était pas celle de leurs victimes.

De ce jour, j'ai décidé que puisqu'ils étaient venus, ici, dans mon pays, assassiner des gens qui ne leur avaient rien fait, j'allais les retrouver dans leur État fantoche et leur faire payer le prix du sang. Pour avoir été légionnaire durant quinze ans, je sais ce qu'est la guerre. Je pensais en avoir terminé avec elle, ne considérant pas que s'écharper avec ses semblables soit l'inévitable destinée d'un homme. Apprenti boulanger-pâtissier, j'ai connu les levers à quatre heures du matin, le malaxage de la farine, le boulage des pains ronds, le tourage des viennoiseries, la scarification des baguettes et la succession des fournées, jour après jour. Désireux d'échapper à cette routine qui ne me convenait pas, j'ai signé un premier contrat de cinq ans et coiffé le képi blanc. Sans doute que d'autres choix étaient possibles. Mais la Légion fut le mien et je ne le regrette pas. J'en suis même fier. J'ai de nouveau signé deux fois. Et, lorsque au bout de quinze ans j'ai quitté l'uniforme, à l'instar de tant d'entre nous, j'ai connu mille métiers, mille misères jusqu'à trouver ma voie et la stabilité. J'étais devenu un citoyen sans histoires avec un emploi, une femme et un fils. J'avais quarante-huit ans et tourné de nombreuses pages.

TOUT LAISSÉ POUR ALLER SE BATTRE

Par leurs actes sauvages, les djihadistes m'ont obligé à en écrire une nouvelle et à revenir au maniement des armes. J'ai cédé ma petite entreprise, sorti mes maigres économies de la banque, j'ai informé ma femme et quelques amis de mes intentions et bouclé mon paquetage.

Pourquoi ai-je rejoint les Kurdes de Syrie ? Pour leur programme politique, leur tolérance religieuse, leurs préoccupations écologiques, leur capacité à fédérer des populations d'ethnies différentes, leur gestion par un binôme homme-femme des localités qu'ils contrôlent ? Pas le moins du monde. De tout ça je n'avais pas la moindre idée lorsque j'ai commencé à surfer sur Internet à la recherche d'un site susceptible de m'indiquer une filière efficace. Mes seuls objectifs étaient de passer les frontières, d'atteindre le Rojava et de faire la peau à un maximum de salopards.

De tout ce que j'avais lu, de tout ce que j'avais vu à la télévision et de tout ce qu'on m'avait dit, c'était là, dans cette région à peine plus grande

que la Belgique, en bordure de la Turquie, qu'un étranger pouvait espérer affronter les nouveaux barbares. C'était là que j'avais une chance d'être accepté.

VOLONTAIRES COMME EN 1936

Je ne suis pas parti comme mercenaire – sauf à considérer que 100 dollars par mois est un salaire de « chien de guerre ». Je suis parti comme volontaire. Exactement comme en 1936, des gars de mon genre, des types venus d'un peu partout, ont tout laissé pour aller se battre en Espagne dans les Brigades internationales contre les franquistes.

Un avion pris à Roissy, après une escale à Düsseldorf, m'a déposé à Souleimaniye, capitale de la province de l'est du Kurdistan irakien. Une ville encaissée entre des montagnes. Une ville moderne, avec ses quartiers pauvres en périphérie. Elle est peuplée de Kurdes et d'Arabes, dont certains ont fui Mossoul ou Kirkouk. Une ville « tenue » par l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) de Jalal Talabani, l'ancien président de l'Irak, après la chute de Saddam Hussein jusqu'en 2014. L'UPK et le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) se partagent la gestion du Kurdistan irakien. Une répartition du territoire qui ne s'est pas faite sans heurt et ce n'est qu'après une guerre fratricide de quatre années qu'un accord est intervenu entre les partis. Nous étions en février. Il ne faisait pas vraiment froid mais les sommets étaient couverts de neige. À l'aéroport, personne n'était là pour m'accueillir et me fournir le moindre renseignement. J'ai dû me débrouiller pour trouver un hôtel. Et j'ai attendu. J'ai attendu l'arrivée de Cheenook, l'un de mes anciens camarades de la Légion – celui dont les conseils m'avaient permis de repérer le site susceptible de me mettre en relation avec la bonne filière, celle qui m'avait indiqué qu'il fallait que je me rende à Souleimaniye et non pas à Erbil, sous contrôle du PDK. Plus tard, j'ai compris pourquoi.

L'arrivée de Cheenook m'a sorti de mon isolement mais ne réglait pas la question du passage au Rojava. Comme on nous l'avait préconisé sur Internet, nous nous sommes rendus au siège de l'UPK et, grâce à Cheenook qui parle anglais, nous avons pu rencontrer une personne qui nous a mis en relation avec des membres des YPG. Ceux-ci nous ont accueillis chaleureusement. Nous avons quitté notre hôtel et ils nous ont hébergés, nourris, fournis en cigarettes, abreuvés de thé. Cette générosité de gens capables de « donner leur chemise », comme on dit en France, nous

allions l'apprécier tout au long de notre «séjour» au Rojava. Puis, une nuit, nous sommes montés dans la voiture d'un «passeur» YPG et sommes remontés vers le nord, dans la partie placée sous le contrôle de Massoud Barzani, le président du gouvernement régional du Kurdistan irakien et chef du PDK. Si lui n'apprécie pas que des volontaires étrangers viennent à la rescousse des YPG, avec Cheenook, nous avons pu vérifier que, parmi les Kurdes irakiens, les avis sont beaucoup plus partagés. Nombreux sont ceux qui y sont favorables. Y compris parmi les peshmergas. C'est d'ailleurs à deux d'entre eux que le passeur YPG nous a confiés. Ils nous ont demandé d'enfiler des uniformes semblables aux leurs afin de pouvoir franchir sans problème les postes de sécurité pour passer au Rojava.

De l'autre côté, une autre voiture nous attendait. Repris en main par des membres des YPG, nous avons tracé la route jusqu'à l'Académie des volontaires, installée dans la montagne, à une cinquantaine de kilomètres de Qamichli. Des volontaires, il y en a de toutes sortes, y compris ceux qui viennent en «touristes» et qui, après quelques selfies avec, en arrière-plan, des combattants en treillis, s'empressent de disparaître, incapables de supporter les conséquences de leur décision. C'est pourquoi les YPG demandent que nous prenions l'engagement de rester au moins six mois. Nous avons commencé notre formation. Elle fut brève. En quinze jours, nous avons appris des rudiments de kurmandji, la langue kurde majoritaire. C'était indispensable pour comprendre les ordres. On nous a rappelé les éléments basiques sur la façon de se comporter en opération et, comme ni Cheenook ni moi ne souhaitions recevoir des informations sur les principes qui soutiennent le projet politique du PYD, nous en avons été dispensés. Ce que je sais de ce projet, je l'ai appris au cours d'échanges avec les YPG mais plus encore en constatant le comportement des hommes et des femmes qui constituent les *tabours*, l'équivalent de nos sections. Et c'est en les voyant agir que j'ai pu vérifier que ce que le PYD entendait construire comme société me convenait plutôt bien. Par contre, si j'ai pu échapper aux discours théoriques, je n'ai pu me défilier lorsqu'il s'est agi de faire la démonstration qu'on avait une forme physique suffisante pour tenir le coup. Et, là, ce fut très dur.

QUELQUES KILOS DE TROP...

Tous les volontaires écopent d'un nouveau nom. De code ou de guerre, comme on voudra. Cheenook est devenu Serhad. Comme j'avais une

bonne vingtaine de kilos de trop, les YPG m'ont baptisé Gabar – la montagne. Ça aurait pu être flatteur mais, en l'occurrence, c'était ironique. Par bonheur, je n'ai pas eu besoin de suivre un régime pour retrouver la forme. Les exercices de crapahutage sur toutes sortes de terrain, les dents serrées et la sueur au front, m'ont rendu ce service. Les épreuves passées, nous avions hâte de passer aux choses sérieuses et d'en découdre. On nous a fourni des uniformes et des armes – kalachnikov et grenades. Dont l'une à conserver en cas de besoin. C'est-à-dire pour éviter d'être pris vivant par les djihadistes. Porter des armes pour venir à bout de ceux d'en face, c'est une chose. On s'habitue, on se convainc que c'est indispensable sur le mode « c'est eux ou moi ». Rien de plus logique. Mais être doté d'une arme pour pouvoir se donner la mort, c'est une autre affaire. Dans ce cas, ce n'est plus à l'endurance du corps qu'il faut faire appel, c'est aux ressources de l'âme. De fait, en trimbalant cet instrument voué à son propre suicide, c'est comme si l'on transportait l'ennemi accroché à ses basques en permanence.

Partout la guerre est une horreur. Mais là-bas, alors que l'armement est insuffisant, que les infrastructures médicales sont défaillantes, que l'immense majorité des combattants des YPG sont des paysans en armes et pas des soldats formés aux techniques de combat, face aux djihadistes qui sont suréquipés, ne respectent aucune des lois de la guerre, se livrent à toutes sortes d'exactions sur les populations, s'en servent comme boucliers humains, c'est l'enfer.

Parmi les YPG, la discipline est stricte. Sur certains aspects, à mon avis, trop stricte. Il ne faut jamais oublier que ces combattants courageux et à la détermination sans faille, désireux de chasser Daech de leur pays, sont jeunes. Très jeunes. Ils ont quitté leur village, leur famille pour se retrouver dans des conditions de vie spartiates. Lorsqu'ils libèrent une localité, ils n'ont d'autre alternative pour se reposer et dormir que d'occuper des maisons bombardées, dévastées, abandonnées. Elles sont bien souvent ouvertes à tout vent, dépourvues de tout confort, si ce n'est parfois quelques tapis au sol et un poêle à pétrole. Au Rojava, en hiver, il pleut beaucoup et durant les trois premiers mois de l'année. Dans la journée, il peut faire très chaud mais la nuit le froid pénètre dans les habitations. Le thé du matin est le bienvenu pour se réchauffer. La nourriture est frugale – je n'ai jamais craint de reprendre les kilos que j'avais perdus lors des entraînements.

ON A FAILLI MOURIR

Avec d'autres volontaires – américains, australiens, britanniques, espagnols, norvégiens, grecs... – nous avons été répartis dans les différents *tabours*. Après une journée de stress et de tension alors qu'on a failli mourir de la balle d'un sniper, d'une rafale de fusil d'assaut, d'un tir de mortier ou en sautant sur une mine, on est heureux de pouvoir joindre les siens. Les rassurer (y compris en leur mentant), leur donner des nouvelles, prendre des leurs, savoir ce qui se passe au pays. Les volontaires étrangers ont toute latitude pour le faire via les téléphones portables ou Skype. Pas les Kurdes.

Récemment, à Bruxelles, avec d'autres volontaires étrangers, à leur demande, nous avons rencontré des responsables du PYD. Parmi d'autres sujets, nous avons pu évoquer avec eux cette question. Ils nous ont paru attentifs à nos arguments. En opération, les soldats ont besoin d'être soutenus. Les conversations avec les êtres chers, les amis, aident à conserver le moral. À la guerre, on ne se bat pas tous les jours. Parfois, le temps s'étire lentement. Il faut s'occuper pour ne pas déprimer. Pas question de se lancer dans des prouesses culinaires compte tenu des ustensiles et des ingrédients que nous possédons. Pas question non plus d'aller engager des discussions autres que politiques ou techniques avec les combattantes des YPJ ou même avec celles de notre *tabour*. Là aussi, tout est réglementé. Dans ce contexte, l'égalité homme-femme prévoit que chacun garde ses distances. Dieu sait pourtant si certaines d'entre elles sont séduisantes. Alors, nous fumons beaucoup.

LA LIBÉRATION LONGUE ET SANGLANTE DE MANBIJ

Les étrangers sont venus pour se battre : ils sont versés d'emblée dans les *tabours* « cadres ». Ils peuvent même en constituer un. Ce qui n'empêche pas les commandants YPG d'essayer de les exposer le moins possible. Cette façon de nous « protéger » est parfois source de friction. Durant la bataille de Manbij, par exemple, j'ai dû longuement argumenter avec mon commandant pour avoir la possibilité d'être en première ligne. La libération de Manbij a été longue et sanglante. Commencée fin mai 2016, elle s'est achevée deux mois et demi après, vers la mi-août. Ce sont les FDS (Forces démocratiques syriennes), dans lesquelles figurent des Arabes sunnites et des chrétiens assyriens aux côtés des YPG, qui l'ont menée. Les FDS étaient soutenues par les bombardements de la coalition internationale et, au sol, par des forces spéciales françaises, américaines et britanniques.

Des unités de volontaires yézidis, constituées après les massacres perpétrés par Daech en 2014 à Sinjar, étaient présentes aussi. Dans Manbij, les djihadistes gardaient prisonniers nombre des leurs, réduisant les femmes au statut d'esclaves sexuelles et s'employant à embrigader les jeunes garçons comme enfants-soldats. Les hommes ayant été exécutés depuis longtemps. C'est donc peu de dire que les combattants yézidis étaient motivés.

Les djihadistes ont opposé une résistance farouche. En dépit de leurs pertes importantes et bien que, fin juillet, les FDS se soient emparées d'une grande partie de la ville, ils ont refusé, comme il leur était proposé, de l'évacuer avec leur famille afin de mettre un terme aux pilonnages de l'aviation et aux coûts en vies humaines d'une guérilla urbaine qui s'éternisait. Ils ont préféré lancer des attaques suicides, utiliser des voitures piégées et se servir des populations comme boucliers humains.

Le 12 août, lorsque finalement les combats ont cessé, le bilan était lourd. Très lourd. Les maisons étaient écroulées, les rues défoncées, les canalisations percées, 4 000 djihadistes étaient laissés pour morts, les FDS avaient perdu plus de 300 combattants, les civils, hommes, femmes et enfants, pris dans les échanges de tirs, exécutés par Daech ou victimes des bombardements excédaient les 400. Mais, tout ça, je ne l'ai appris que plus tard car, pour moi, ça s'est mal passé. Je n'ai pas eu l'occasion d'entrer dans Manbij et d'y voir descendus de leur mât, piétinés et brûlés les sinistres drapeaux noirs des djihadistes. Durant cette bataille, je conduisais un pick-up Toyota, transportant une dizaine d'hommes sur la plate-forme arrière et un commandant assis à côté de moi. Jeune officier issu des rangs du PKK, il avait vécu l'agression des soldats d'Erdogan au Bakur, dans le Kurdistan turc, constaté les destructions opérées par l'armée engagée dans la relance d'une guerre civile. Il n'ignorait donc rien des risques que nous encourions. Considérant mon âge, il cherchait en permanence à me laisser en retrait. Cette préoccupation, bien que généreuse, m'était insupportable. Je le lui ai signifié. Appartenais-je oui ou non à un *tabour* «cadro», ceux qui vont au feu? J'étais d'autant plus furieux que, quasiment dès mon arrivée, j'avais pris part à la prise de la ville d'Al-Chaddadeh, située au nord-est, proche de la frontière irakienne, endroit stratégique compte tenu de la proximité de champs pétroliers. Pour me faire comprendre, j'ai utilisé tous les moyens dont je disposais. Mes rudiments de kurde, des gestes qui me semblaient sans ambiguïté – de colère, j'ai été jusqu'à jeter ma kalachnikov à la tête de l'officier – et une application de mon

Smartphone qui me permettait de faire part de mon courroux en arabe, mon commandant me répondant dans la même langue et de la même façon. L'appli traduisant nos échanges.

DÉLOGER LES DJIHADISTES

Finalement, menaçant de rentrer en France si je n'obtenais pas gain de cause, j'ai obtenu de prendre part à la prise des villages qui ceinturent Manbij et de participer à en chasser les djihadistes. Ce ne fut pas une promenade de santé. Nous avons mis plus d'un mois pour tous les sécuriser. Dans la campagne du Rojava, anciennement grenier à blé de la Syrie, c'est maintenant l'ocre qui domine. La terre, les maisons, l'ensemble du paysage, tout semble être d'une couleur uniforme. La nuit, le terrain s'assombrit et vire au brun foncé. C'est souvent le moment que nous choisissons pour progresser et tenter de déloger les djihadistes des positions qu'ils occupent. Ils sont parfois suffisamment près pour nous permettre de capter leurs messages radio. Pour avoir eu l'occasion d'intercepter des échanges entre Français – dont l'un qui voulait rentrer chez lui –, j'ai pu m'immiscer dans sa conversation et lui dire : « Mec, y a aucune chance que ça t'arrive. » Tout au long de mon séjour au Rojava, j'ai conservé cette préoccupation : faire en sorte que les combattants français de Daech ne puissent retourner en France. Je n'ai aucun respect ni pitié pour eux après ce qu'ils ont fait subir aux populations irakiennes et syriennes, qu'elles soient kurdes, yézidis, chrétiennes, alaouites et mêmes sunnites. Et, en Europe, nous avons payé assez cher pour savoir à quelles extrémités criminelles leur folie les a conduits. Pour autant, je ne me suis jamais pris pour un justicier. Je me suis contenté de protéger du mieux que je pouvais mon pays et les miens.

J'AI PRIS UNE BALLE DANS LE TALON ET J'AI ÉTÉ EMMENÉ À KOBANÉ OÙ IL MANQUE DE TOUT

Quand il avance à découvert, un *tabour* est divisé en trois groupes. L'un reste « à la base », un deuxième se dirige vers la gauche et le dernier va vers la droite. Ce soir-là, notre tentative de venir à bout des hommes de Daech et de les déloger d'une bourgade s'est soldée par une brève escarmouche qui a fait un mort et trois blessés dans nos rangs. Dont moi. Après qu'une balle m'a effleuré le cou, j'en ai pris une dans le talon. Sur l'instant, la douleur était supportable. J'ai pu continuer à combattre. C'est lorsqu'on s'est repliés et que j'ai posé mon pied par terre que j'ai senti l'intensité de cette

blessure. Une souffrance atroce qui m'a empêché de me tenir debout. Mes camarades m'ont aidé à revenir à l'arrière, dans l'abri d'où nous étions partis. Il était clair que j'étais trop amoché pour espérer prendre part à l'assaut de la ville. L'hôpital de campagne le plus proche se trouvait à quatre heures de route. Un pick-up m'y a conduit. De là, une ambulance m'a emmené à Kobané. Dans cette ville de 200 000 habitants, il n'y a que deux hôpitaux. Le personnel médical fait preuve d'un dévouement sans pareil. Mais il manque de médicaments, de vaccins, de pansements. En fait, il manque de tout. J'ai été recousu sans anesthésie et soigné au mieux. J'y suis resté trois semaines et, craignant la gangrène, j'ai décidé de rentrer en France.

Pour ça, j'ai dû passer la frontière dans l'autre sens. Mais avant, depuis le Rojava, j'avais pris contact avec le consul de France à Erbil. Celui-ci m'a indiqué le jour et l'heure où je devais revenir dans le Kurdistan irakien, me prévenant que je serais arrêté. Ce qui n'a pas manqué. Dès mon passage effectué, j'ai été cueilli par des peshmergas et conduit en prison. Comme il était informé de mon arrivée, le consulat français m'en a sorti au bout de trois jours et a réglé la question de mon visa. Par contre, maintenant, je suis interdit de séjour au Kurdistan irakien pour un an.

Meurtri dans ma chair et déçu de n'avoir pu rester plus longtemps, je me suis payé un billet de retour. Un avion parti d'Erbil a fait escale à Dubai avant de me ramener en France. Après que la police de l'air et des frontières (PAF) m'a «réceptionné» à l'aéroport, dans les jours qui ont suivi, je me suis présenté spontanément à la DGSJ (Direction générale de la sécurité intérieure). Je ne sais si je leur ai appris beaucoup de choses mais, en agissant ainsi, j'ai eu le sentiment de faire mon devoir.

Voilà pourquoi, ce matin, après être monté dans le TGV Paris-Clermont-Ferrand pour rejoindre ma famille, j'ai glissé deux béquilles sous la banquette devant moi. Mais, un jour, quand ma blessure sera cicatrisée, à l'issue d'une rééducation efficace et que je serai bien retapé, je recommencerai à courir comme un lapin et alors, très certainement, je bouclerai de nouveau mon paquetage pour le Rojava. J'ai beau avoir refusé de me plonger dans la théorie et de m'informer avec précision sur le «confédéralisme démocratique» prôné par Abdullah Öcalan, le leader emprisonné du PKK, j'ai compris que les Kurdes du Rojava sont aux avant-postes du combat contre l'obscurantisme de Daech et des intégristes de tout poil

qui sévissent dans cette partie du monde. Les aider, c'est nous protéger nous-mêmes. C'est une raison suffisante pour que j'y retourne.

4^E PARTIE

LES FEMMES AU CENTRE DE LA LUTTE

PERDRE CONTRE UNE BANDE DE FÉMINISTES, C'EST L'ULTIME HUMILIATION (POUR L'ÉTAT ISLAMIQUE)

DAVID GRAEBER¹

Le père de David Graeber était parti en 1937 en Espagne pour y défendre, comme volontaire, la République. «Si on peut tirer un parallèle avec la bande de lâches assassins des phalanges de Franco, on arrive à l'État islamique. Si on peut tirer un parallèle avec les Mujeres Libres espagnoles, qui peut mieux prendre leur place aujourd'hui que les femmes courageuses qui défendent les barricades à Kobané?»

Comment Kobané et plus largement le Rojava est-il perçu dans les milieux de gauche en Occident?

La résistance à Kobané est souvent suivie et soutenue avec un grand enthousiasme, aussi dans les grands médias. Il est étonnant de voir tous ces Occidentaux applaudir les féministes armées sans se poser la question de quelles sont les idées sous-jacentes. Ils pensent que c'est arrivé spontanément. Une tradition kurde, peut-être? C'est quelque part méprisant pour la culture orientale, ou simplement du racisme. Ils ne peuvent pas s'imaginer que le peuple kurde ait pu lire les œuvres de Judith Butler [philosophe nord-américaine et féministe lesbienne]. Dans le meilleur des cas, ils pensent: «Oh, bien, ils essaient d'arriver au niveau occidental des droits des femmes et de démocratie.» Ils ne se rendent pas compte qu'au Rojava ils pourraient aller bien plus loin que là où on est arrivé en Occident. Ils

1. David Graeber est un militant libertaire et a été l'une des figures du mouvement Occupy Wall Street. Enseignant l'anthropologie à la London School of Economics, il a publié *Revolutions in Reverse: Essays on Politics, Violence, Art, and Imagination*, Londres/New York, Minor Compositions, 2011; *The Democracy Project: A History, a Crisis, a Movement*, New York, Spiegel & Grau, 2013; *The Utopia of Rules: On Technology, Stupidity, and the Secret Joys of Bureaucracy*, Londres, Melville House, 2015. Entretien publié par *Daily Evrensel*, puis en anglais sur <https://zcomm.org/znetarticle/no-this-is-a-genuine-revolution/>.

ne se rendent pas compte que les gens au Rojava ont vraiment des principes dans lesquels ils croient.

Est-ce qu'au moins les anarchistes soutiennent l'expérience du Rojava?

Le point de vue des anarchistes vis-à-vis de la résistance kurde est divisé. Un groupe important – les plus sectaires – répètent que le PKK est toujours un groupe autoritaire «stalinien» qui a adopté les concepts de gauche libertaire de Murray Bookchin pour plaire à la gauche anti-autoritaire européenne et nord-américaine. Je trouve ça idiot et narcissique. Même si un groupe marxiste-léniniste prenait la décision de faire semblant d'adhérer à une idéologie, simplement pour obtenir un soutien international, les idées libertaires de Murray Bookchin seraient le plus mauvais choix. Si c'est pour obtenir un soutien matériel, ce serait mieux de se présenter comme islamistes ou progressistes libéraux. C'est là où tu peux obtenir des armes et un soutien matériel. Je crois qu'un bon nombre de gens de gauche, et des anarchistes y compris, ne veulent pas gagner au fond. Ils ne peuvent pas s'imaginer qu'une révolution puisse effectivement avoir lieu. Ainsi, ils peuvent tranquillement rester dans leur fauteuil ou derrière leur ordinateur et ne se sentent pas obligés de s'ouvrir vers le peuple.

Qu'est-ce qui vous a le plus impressionné dans la politique de l'autogestion démocratique?

Plusieurs choses. Il y a l'autogestion démocratiquement élue, avec un Parlement, des ministères et *tutti quanti*, mais conçue de telle manière que ça reste en dehors des griffes du capital. D'une façon parallèle fonctionne le TEV-DEM, le mouvement démocratique des sociétés. Ce sont des organes de base qui appliquent la démocratie directe. Les forces de sécurité par exemple doivent rendre compte à ces structures de base. Dans l'école de la police par exemple, que nous avons visitée, tout le monde devait d'abord suivre des cours sur la résolution non violente des conflits et sur le féminisme avant d'être autorisé à toucher une arme à feu. Les dirigeants de l'école de police nous expliquaient qu'ils avaient l'intention d'offrir une formation de police de six semaines à tout le monde afin de pouvoir supprimer la police. Autres mesures prises : abolition de la peine capitale, démantèlement des services secrets, démocratisation de l'armée.

Les unités militaires élisent elles-mêmes leurs officiers. Le président du canton de Djézireh est un Arabe. Et il n'est pas du tout «l'Arabe de service». Dans toutes les structures, il y a des gens qui reflètent la multi-ethnicité de la population. Le seul problème qui s'est posé, c'est avec certains villages dans la «zone arabe». Ces gens ont été transférés dans les années 1950 et 1960 d'autres régions de la Syrie dans une tentative du régime d'arabiser la région kurde et de marginaliser et d'assimiler les Kurdes. Certaines de ces communautés n'étaient pas favorables à la révolution. Par contre, les Arabes qui vivent dans la région depuis très longtemps, ou les Assyriens, les Kirghizes, les Arméniens ou les Tchétchènes étaient assez enthousiastes. Des Assyriens nous racontaient que, après une relation très conflictuelle et pénible avec le régime de Damas, ils avaient maintenant le sentiment qu'une autonomie religieuse et culturelle était autorisée. Un des problèmes les plus difficiles à résoudre est la libération de la femme. Le PYD considère cette question comme une question centrale, mais elle doit tenir compte des traditions chez les communautés arabes. La population assyrienne par exemple s'est dotée d'un syndicat de femmes, les Arabes ne l'ont pas fait. Des filles arabes qui s'intéressent à la thématique du genre ou qui veulent assister à un congrès féministe devront s'associer aux femmes assyriennes ou kurdes.

Comment voyez-vous l'attitude de l'Occident vis-à-vis des Kurdes syriens? Un soutien aussi longtemps que l'ennemi commun (l'État islamique) est attaqué, mais soutiennent-ils aussi l'aspect révolutionnaire du Rojava?

Sans aucun doute, les États-Unis et l'Union européenne feront tout pour miner la révolution. Tous ceux avec qui j'en ai parlé en étaient convaincus. Mais ils font aussi une distinction entre la pression venant de la Turquie, l'Iran ou l'Arabie saoudite, et de l'autre côté le bloc euro-américain. Tout ce joli monde défend les valeurs capitalistes et étatiques, et est par conséquent contre-révolutionnaire. Le plus qu'ils peuvent espérer du bloc euro-américain, c'est qu'ils tolèrent les Kurdes syriens. Ce sont des alliés de circonstance.

Pourquoi l'État islamique s'est tellement acharné à prendre Kobané?

Perdre contre une bande de féministes, c'est l'ultime humiliation.

Et le rôle d'Erdogan en Syrie?

Il paraît qu'il a modifié sa stratégie antikurde et anti-Assad en une stratégie purement antikurde. À chaque fois, il s'est allié avec des fascistes pseudo-religieux pour attaquer chaque expérience de démocratie radicale inspirée par le PKK. Ce qui se passe ici au Rojava est une menace idéologique pour Erdogan, comme c'est une menace pour l'État islamique.

Et la relation entre Kurdes de Syrie et ceux d'Irak?

Je ne vois pas bien comment le Kurdistan d'Irak pourrait être révolutionné. Les forces internationales ne le permettront pas non plus. Mais le fait que les combattantes du PKK et de l'YPG aient tenu tête à l'État islamique tandis que leurs frères peshmergas kurdes irakiens se sont enfuis sans combattre a ouvert des yeux, surtout chez les jeunes. La lutte des Kurdes en Syrie et en Turquie est clairement anticapitaliste. Ils partent du même paradigme : tu ne peux pas te débarrasser du capitalisme sans te débarrasser de la structure de l'État. Tu ne peux pas te débarrasser de l'État sans te débarrasser du patriarcat. Ceci dit, les citoyens du Rojava ne sont pas vraiment confrontés à une bourgeoisie, parce que celle-ci a quitté la région quand le régime du Baas s'est écroulé.

Le voyage au Rojava vous a inspiré?

Toute ma vie, j'ai réfléchi sur comment et quand et où mettre mes idées en pratique. Les gens me déclarent fou quand je leur dis que c'est possible. Eh bien, là, les gens sont en train de mettre la théorie en pratique. Si eux prouvent qu'une société égalitaire et démocratique est possible, ça changera radicalement la conscience des gens sur la potentialité humaine. Moi-même, après dix jours au Rojava, je me sentais dix ans plus jeune.

Quel image du Rojava restera le plus longtemps?

La différence entre les rêves et la réalité. Un médecin m'a expliqué : « Tu sais, la meilleure façon d'améliorer la santé publique, c'est la prévention. La plupart des maladies sont provoquées par le stress. Si on arrive à diminuer le stress, il y aura moins de crises cardiaques, de diabète, et même de cancers. Nous aimerions que 70 % des villes soient des espaces verts. » Tous ces plans sont étonnants, un peu fous même. Et alors le médecin suivant t'explique qu'à cause de l'embargo turc les médicaments et l'équipement médical les plus élémentaires n'arrivent pas sur place. Tous les patients

diabétiques qu'ils n'ont pas réussi à faire sortir illégalement du Rojava sont morts. Ce clivage entre leurs idéaux et les circonstances sur le terrain est ahurissant. Et, pour terminer, il y avait notre guide, Amina, secrétaire générale des affaires étrangères. On s'est excusé de ne pas avoir pu apporter avec nous plus de dons, à cause de l'embargo. Elle nous répond : « Finalement, ce n'est pas très important. Nous avons quelque chose que personne ne pourra vous donner. Nous avons notre liberté. Vous ne l'avez pas. Si on pouvait vous donner une petite partie de notre liberté, ça nous rendrait heureux. »

FÉMINISME ET MOUVEMENT KURDE DE LIBÉRATION

DILAR DIRIK¹

La résistance à Kobané, où les femmes d'une communauté oubliée ont gagné une victoire historique sur le fascisme de l'État islamique, dont l'idéologie est basée sur la destruction de toutes les cultures, communautés, langages et couleurs du Moyen-Orient, a restauré l'espoir en la constitution d'une humanité mondiale. La résistance n'était pas seulement une victoire contre l'organisation la plus fasciste de notre temps mais aussi un appel aux consciences adressé aux mouvements antisystémiques du monde entier, qui, dans l'émergence du Rojava, ont vu la théorie et la pratique s'unifier en trouvant dans les sourires des femmes kurdes la manifestation visible d'une lutte contre les assassins violeurs et leur pensée.

Comme beaucoup de peuples sans État, les Kurdes ont lourdement souffert des conséquences de ne pas avoir leur propre État: discriminations, assimilation ou tueries génocidaires. Le PKK, comme beaucoup de mouvements de libération nationale, pensait par conséquent que la création d'un État kurde serait la solution à leurs problèmes. Mais, dans un monde se transformant, et après une autocritique fondamentale ainsi qu'une critique des expériences socialistes, très focalisées sur l'État et sur la prise de pouvoir hiérarchique, la direction du PKK, emmenée par Abdullah Öcalan, a entrepris à la fin des années 1990 une révision programmatique et idéologique, en développant un nouveau projet alternatif à l'orientation étatiste prévalant alors.

1. Dilar Dirik est née à Antakya. Elle a obtenu une licence en histoire et sciences politiques avec une option en philosophie. Elle a écrit un mémoire d'études internationales sur les aspects de la libération des femmes dans l'idéologie et l'organisation du PKK en 2012. Sa thèse de doctorat à l'université de Cambridge compare le système de l'État-nation avec le paradigme du confédéralisme démocratique du point de vue de la libération des femmes, en suivant de très près la révolution au Rojava.

Abdullah Öcalan, qui était emprisonné par l'État turc sur l'île d'Imrali depuis 1999, a entrepris de retracer les racines de l'oppression jusqu'à l'émergence de la forme étatique et du patriarcat. Les organisations sociales de l'ère néolithique ont évolué de la vie communale pour s'engager dans la formation de la première civilisation étatique du Sumer ancien. Pour Abdullah Öcalan, l'État représente en quelque sorte le péché originel de l'humanité et il défend l'idée que les mouvements socialistes, communistes et d'indépendance nationale ont failli en se préoccupant d'abord de l'État plutôt que du développement et de l'approfondissement de la démocratie. Lors du Newroz de 2005, le nouveau paradigme de liberté fut rendu public sous la dénomination de confédéralisme démocratique.

RENDRE LE POUVOIR AU PEUPLE

Basé sur l'égalité entre les genres, l'écologie et une démocratie radicale par en bas, le nouveau projet de confédéralisme démocratique est une tentative de rendre le pouvoir au peuple et de gouverner localement au lieu de s'appuyer sur l'État. Les décisions sont prises dans des communes locales et des conseils populaires et la volonté des gens est coordonnée au travers de comités qui servent à implémenter des décisions collectives.

Le confédéralisme démocratique est un nouveau modèle d'administration sociale, politique et économique basé sur l'autogouvernement des différents peuples du Kurdistan et, au-delà, avec les femmes et la jeunesse comme forces motrices, et que le mouvement de libération kurde propose comme alternative à l'État. Ce n'est pas l'absence d'État mais l'étatisme qui est l'obstacle à la libération. Afin de subvertir la domination d'un système qui s'est institutionnalisé dans le monde entier comme une synthèse entre le patriarcat, le capitalisme et l'État (et plus spécifiquement l'État-nation idéologiquement monopoliste) sur les cinq mille dernières années, ce système est basé sur son exacte antithèse : la libération des femmes, l'écologie et la démocratie par en bas.

En tant qu'acte de défiance à l'égard du système étatique, cette nouvelle idée est basée sur l'autonomie démocratique où les gens s'auto-organisent essentiellement au niveau de communes (des municipalités). Celles-ci sont fondées sur les principes d'une société politique éthique qui considère l'engagement dans la résolution de problèmes sociaux et les soins dédiés à l'autogouvernance comme une responsabilité commune, plutôt que de soumettre leur volonté à des élites bureaucratiques. Les communes

ont des comités qui prennent en charge la quotidienneté des choses en créant une société consciente. Les conseils populaires de quartier, de village, de ville et au niveau régional sont des sphères politiques dans lesquelles la politique peut revivre entre les mains des gens. C'est seulement quand les questions ne peuvent être résolues sur cette base ou quand elles contiennent des enjeux qui dépassent l'entité qu'elles se retrouvent être déléguées à une instance couvrant une réalité plus large.

Au niveau du fonctionnement de ces institutions, il y a le principe de coprésidence, de la commune jusqu'au conseil de ville. L'idée de partager le pouvoir entre une femme et un homme est à la fois symbolique et pratique, car cela pousse à la décentralisation du pouvoir et à promouvoir la prise de décision sur la base de consensus, tandis que cela peut aussi symboliser une harmonie perdue entre hommes et femmes. Seules les femmes ont le droit d'élire la coprésidente tandis que le coprésident masculin est élu par tout le monde. Les femmes, qui jouent un rôle pionnier dans la construction d'une autonomie démocratique, organisent leurs propres structures idéologiques et politiques d'une confédération des femmes.

En Turquie, le projet d'autonomie démocratique a été lancé en 2009 afin de coordonner le pouvoir populaire au travers de structures d'auto-gouvernement au niveau des villages, des quartiers, des villes et des organisations autonomes des femmes et des jeunes. Plusieurs coopératives autosuffisantes de vie et d'agriculture ont été fondées et plusieurs projets de démocratie de base ont été lancés. Or, lors des opérations répressives contre le KCK (Congrès des peuples du Kurdistan), des milliers de personnes ont été emprisonnées, accusées de séparatisme sous la loi antiterroriste. Il y a actuellement environ 10 000 prisonniers politiques en Turquie, la plupart affiliés à ces structures d'autonomie démocratique. Donc, en résumant, on peut dire que le confédéralisme démocratique est une tentative de se réapproprier et de transformer le pouvoir en exprimant la volonté populaire de manière pratique. C'est l'idée d'une démocratie sans État. Même si cette idée peut sembler un peu tirée par les cheveux pour notre imagination présente, c'est exactement ce modèle qui reçoit un soutien populaire de masse puisqu'il réussit à exprimer la volonté d'émancipation du peuple. Le Rojava en est l'exemple vivant.

LE MÂLE S'EST MUÉ EN CULTURE DOMINANTE

Les femmes jouent très souvent un rôle actif dans les luttes de libération nationale ou les luttes révolutionnaires mais, une fois que l'on pense la libération réalisée, elles sont très souvent rejetées dans un rôle traditionnel car beaucoup de mouvements considèrent la question des femmes comme une partie moins importante d'une cause apparemment plus large. Spécialement au Moyen-Orient, il ne suffit plus de condamner la violence quand la violence est devenue une réalité vécue dans la vie par tant de gens. L'émergence de l'État islamique démontre les désastres que provoque la dépendance à l'égard des hommes et les armées : féminicide. Il faut alors se doter de structures d'autodéfense. Pour Abdullah Öcalan, les femmes représentent historiquement en quelque sorte la première colonie et il pense que la masculinité se situe au cœur des problèmes sociétaux. « Le mâle est un système. Le mâle est devenu un État et s'est mué en culture dominante. Oppression de classe et oppression sexuelle se développent mutuellement. La masculinité a généré la gouvernance du genre, de classe et étatique. Quand l'homme est analysé dans ce contexte, il est évident que la masculinité doit disparaître. En effet, annihiler le mâle dominant est en quelque sorte le principe de base du socialisme. Annihiler le pouvoir signifie tuer la domination unilatérale, l'inégalité et l'intolérance. Et c'est, à partir de là, aussi annihiler le fascisme, la dictature et le despotisme. »

LA LIBÉRATION DE LA FEMME AU ROJAVA À L'ORDRE DU JOUR

Aujourd'hui, le mouvement de libération kurde répartit le pouvoir de façon égale entre hommes et femmes, de Qandil (dans les montagnes) à Diyarbakir ou parmi nos représentations à Bruxelles. Le système du Rojava s'applique aussi aux présidences des cantons et aux conseils de quartier. Mis à part la coprésidence et les quotas (de minimum 40 % de l'un des deux sexes), les cantons du Rojava ont également mis sur pied des unités féminines de défense, des communes de femmes, des académies, des tribunaux et des coopératives et cela au milieu d'une zone de guerre et sous embargo. Le mouvement des femmes Yekitiya Star est organisé de façon autonome dans toutes les sphères de la vie, de la défense à l'économie, en passant par l'éducation et la santé. Des conseils de femmes existent parallèlement aux conseils populaires et peuvent exercer un droit de veto à l'égard des décisions prises. Les hommes commettant des violences à

l'égard des femmes ne peuvent plus participer à l'administration et les femmes sont les premiers décideurs, juges ou politiques dans les questions concernant les femmes, telle la violence sexuelle par exemple. La discrimination sexiste, de genre, les mariages forcés, la violence domestique, les meurtres d'honneur, la polygamie, le mariage des enfants et la dot de mariage sont interdits. Beaucoup de femmes non kurdes, surtout arabes ou syriaques, ont rejoint les rangs et l'administration du Rojava et sont encouragées à l'auto-organisation également.

Il est intéressant de noter que, même si la libération des femmes a toujours fait partie de l'agenda du PKK, le mouvement d'auto-organisation des femmes est devenu plus solide dès que le mouvement a abandonné le projet d'un État-nation pour adhérer au projet de l'autonomie démocratique. Dès lors que la relation entre les différentes formes d'oppression fut identifiée et que les principes et mécanismes hégémoniques inhérents au système étatique furent exposés, des solutions alternatives étaient recherchées, avec l'articulation de la libération des femmes comme un principe non négociable. Afin qu'une lutte de libération fasse sens, la libération des femmes doit être non seulement un objectif mais également une méthode dans le processus de libération. Tout ceci ne signifie pas qu'une société féministe a déjà été créée mais que l'agenda de la libération des femmes au Rojava est réellement révolutionnaire. Comme le déclare une grande bannière à l'entrée du centre d'Amish : « C'est en garantissant la libération des femmes au Moyen-Orient que nous vaincrons Daech. »

LA NATION DÉMOCRATIQUE

La nation démocratique est un autre principe du confédéralisme démocratique. Contre les prémisses racistes d'un État-nation séparatiste avec ses frontières mentales et physiques, la nation démocratique considère que les identités ethniques, religieuses, linguistiques sont à la fois un miroir et une dimension de la diversité de cette nation et qu'elles peuvent ainsi contribuer à sa démocratisation. Que cette région, habitée de manière prédominante par des Kurdes, rejette la domination d'un groupe aux dépens d'un autre et encourage les communautés à s'organiser et à créer des structures autonomes est absolument transformateur pour le Moyen-Orient, une région où le sectarisme et le nationalisme ont infesté les esprits avec la doctrine monopoliste du type « une nation, une religion, un langage, un drapeau ». Plus la nation démocratique sera diversifiée, plus

solide sera sa démocratie. Si on compare cette approche avec le monopole de l'idéologie de l'État-nation, nous verrons immédiatement que cette idée soutient l'autodéfense des peuples et des communautés, puisque les confédérations sociales développent une antithèse aux centres de pouvoir, centralistes et monopolistes, qui enchaînent et soumettent les gens.

La révolution du Rojava, où Kurdes, Arabes, Syriques, Arméniens, Turkmènes et Tchétchènes tentent de créer ensemble un nouveau système, s'appuie sur cette notion politique. Le canton de Djézireh est par exemple dirigé par un tandem composé par un leader tribal arabe et une ancienne combattante de la guérilla. Dans ce canton, le plus multiculturel, trois langues officielles ont été reconnues à savoir le kurmandji, l'arabe et le syriaque. De plus, l'administration risque l'inefficacité afin de s'assurer que non seulement les Kurdes mais aussi les autres communautés ethniques et religieuses participent à l'administration. La charte des cantons – le contrat social – a été adoptée en janvier de l'année passée et il commence ainsi : « Nous, le peuple des régions autonomes et démocratiques d'Afrin, Djézireh et Kobané formons une confédération de Kurdes, Arabes, Assyriens, Chaldéens, Araméens, Turkmènes, Arméniens et Tchétchènes. Nous déclarons librement et solennellement l'établissement de cette charte, rédigée selon les principes de l'autonomie démocratique. »

L'AUTODÉFENSE COMME PILIER PHILOSOPHIQUE

La guerre de libération menée par le mouvement kurde est conduite sur base du concept d'autodéfense légitime. Dans la nature, les organismes vivants, tels que les roses, disposent d'épines qui soutiennent leur système d'autodéfense, non pas pour attaquer mais pour se défendre. Afin que la société puisse devenir résistante sans devenir militariste, elle doit contenir la tentation de mimer les concepts étatiques tels que la force et devrait plutôt protéger les valeurs communalistes. C'est seulement en réalisant sa propre existence que l'on peut proclamer le droit d'existence et de vivre et se défendre soi-même ou en tant que communauté. Cette approche doit être fondée sur une société qui est politisée, réflexive, consciente et active. Plutôt que de s'appuyer sur la loi renforcée par l'État capitaliste et son appareil policier, elle devrait internaliser l'éthique reconnaissant les communautés et le soutien à la libération des femmes.

Les forces d'autodéfense du Rojava illustrent comment celles-ci peuvent fonctionner sans hiérarchie ni domination : au milieu d'une guerre, elles

consacrent du temps à l'éducation idéologique. La moitié de celle-ci concerne l'égalité de genre. Les académies forment les combattants afin qu'ils comprennent qu'ils ne sont pas une force de revanche et que la militarisation actuelle est seulement due à la situation de guerre. Les académies travaillent en faveur d'une communauté avec du personnel de sécurité non armé. Cette force est ou doit être en mesure de remédier de façon verbale aux disputes et querelles dans le voisinage. Son objectif : s'effacer en construisant une société éthico-politique qui devrait être en mesure de résoudre elle-même ses problèmes au niveau de la commune étant donné que la commune représente l'unité de base de la société.

Le concept d'autodéfense du mouvement de libération kurde déclare que si nous sommes engagés dans la défense de la société, nous devons également répondre philosophiquement à toutes les attaques idéologiques contre notre projet de société. En politisant la société sur un plan global (espace public et privé), en travaillant au renforcement des consciences des gens et en transformant collectivement l'état d'esprit des gens en sujets politiques, la révolution tente de toucher via l'éducation chaque aspect de la vie sociale.

Dans sa critique systémique, le mouvement kurde autour du PKK critique la conception positiviste des sciences et la relation entre savoir et pouvoir, qui a obscurci les différents liens entre la variété de dominations. Cette conception positiviste élimine la croyance qu'un autre monde est possible en présentant le système global comme un ordre naturel des choses. Par contre, des solutions peuvent être trouvées aux problèmes sociaux, une sorte de sociologie de la libération peut être développée, centrée sur les voix et les expériences des opprimés, en particulier les femmes.

Par exemple, dans l'Académie des sciences sociales au Rojava, une femme de soixante-dix ans qui récite des contes populaires traditionnels est un symbole qui met au défi l'historiographie des pouvoirs positivistes et hégémoniques. C'est un acte radical de défiance contre le régime moniste. Retrouver une connaissance et une sagesse en dehors de la pensée hégémonique des sciences modernes est un objectif central dans la politique éducative au Rojava. Le savoir est partout, il faut le partager et le valoriser. Aujourd'hui, les gens au Kurdistan du nord regardent la guérilla comme leur assurance-vie. Mais ils ont aussi développé une force

politique basée sur leur autodétermination qui les rend capables d'agir en tant qu'acteurs politiques indépendants et conscients.

Beaucoup est lié à l'amour que l'on peut avoir pour la communauté humaine. Cela peut sembler banal mais en réalité, beaucoup plus qu'un ensemble théorique, la démocratie radicale est en train de naître au Rojava grâce au fait que, à l'inverse des configurations capitalistes avancées, le sentiment communautaire n'y est pas encore mort. On ne peut pas s'attendre à ce que des milliers d'années d'anciennes mentalités traditionnelles et d'oppression intériorisées puissent disparaître avec quelques conseils, des assemblées et des principes théoriques, mais nous devons transposer nos idées dans le monde vivant et les rendre vivantes.

LE ROJAVA, C'EST UNE VÉRITABLE RÉVOLUTION DES GENS

L'histoire du Rojava sonne comme un conte épique héroïque, comme le scénario d'un film. Mais ce n'est nullement une coïncidence que, juste au moment où l'ordre mondial est en train de plonger dans une autre crise existentielle, ces deux lignes, avec d'un côté des femmes souriantes, pleines d'espoir, et de l'autre côté des assassins violeurs et violents qui bâtissent leur hégémonie noire sur la destruction et la brutalité fasciste, s'opposent justement là où les premières structures étatiques ont commencé à émerger, il y a cinq mille ans sur ce même lieu où les femmes commencent à perdre leur position dans la société. Ce n'est pas une coïncidence que celles et ceux dont l'histoire n'a jamais été écrite ont le cœur à se battre contre ceux qui veulent éradiquer l'histoire tout court. L'ordre actuel est le dépositaire d'un système millénaire de pouvoir hiérarchique avec une oppression qui semble avoir toujours existé mais, en même temps, il y a toujours eu des luttes révolutionnaires et rebelles. C'est la tâche des gens de par le monde de défendre cette révolution afin qu'elle puisse achever son potentiel et nourrir notre créativité émancipatrice humaine. Le Rojava n'est pas la réponse à toute situation dans le monde et il est impossible de le décrire avec un seul adjectif. Il n'est certainement pas parfait mais il est le manifeste de la vie. Le Rojava est une véritable révolution du peuple, une tentative qui ose imaginer et créer un autre monde.

LE FÉMINISME COMME DONNÉE CENTRALE DANS LA LUTTE POUR L'ÉMANCIPATION

ENTRETIEN AVEC SEBAHAT TUNCEL¹

«Depuis très longtemps, les gens du HDP, comme les partis précédents Hadep, Dehap... sont victimes d'attentats. Récemment, un collègue a été assassiné à Bingöl. Beaucoup de nos militants ont perdu la vie à cause de ces attentats contre le HDP. Le but de ces attentats est de nous entraîner dans la spirale de la violence, qu'on réponde à la violence par la violence, qu'on réponde aux provocations. Nous faisons le maximum pour ne pas arriver à ce point, parce que cela ne nous mène à rien. Il faut avancer.»

Le programme actuel du HDP est clairement très progressiste: les droits des femmes, la lutte LGBT, les jeunes et la démocratie en général. Est-ce un changement de la politique des Kurdes?

Depuis les années 1970, le mouvement de libération kurde a connu une grande transformation. Depuis toujours, le mouvement kurde s'est battu pour les droits égaux des citoyens, pour des droits civils. Les organisations féministes et les activistes LGBT se battent pour les mêmes droits. Il y a des sujets communs pour lesquels ces organisations se battent et cela nous a aidés à partager nos luttes contre un gouvernement totalitaire.

1. Sebahat Tuncel précédait Figen Yüksekdağ comme coprésidente du HDP, le parti politique de gauche qui représente des Kurdes, des alévis, des Arméniens et autres minorités en Turquie. Le HDP souscrit également aux principes du fédéralisme démocratique. Le HDP a obtenu 13% des voix aux élections de juin 2015 et dépassait le seuil électoral. Un moment historique. Plus jeune députée dans l'histoire du Parlement de Turquie, elle a été élue alors qu'elle était en prison, accusée de liens avec le PKK. Elle est avocate et toute sa vie elle s'est battue pour les droits des femmes. La rencontre a eu lieu juste avant ces élections historiques, un jour aussi après l'attentat du 5 juin 2015, qui a fait deux morts et plus de cent blessés lors d'un meeting du HDP à Diyarbakir. Entretien réalisé en juin 2015 par Peter Terryn et Sarah Wagemans, militants actifs au sein du mouvement de solidarité avec le Rojava et cofondateurs de Solidarity For All (Belgique).

Malheureusement, le thème de la diversité n'est pas abordé dans notre Constitution. Dans ce pays, tout le monde doit se modeler sur une espèce de citoyen typique, le turc ethno-national, peu importe ce que cela signifie. Ils ont volé les droits du peuple kurde et cela a toujours poussé notre mouvement dans une certaine direction, vers un lien avec d'autres peuples et citoyens marginalisés et exclus. Et cela se produit au Moyen-Orient dans une période où de grands changements sont en train d'avoir lieu. Alors, grâce à notre positionnement politique aujourd'hui, les Kurdes se manifestent comme un acteur important dans toute la région.

Dans le manifeste du HDP, la question des femmes est centrale. Les femmes prennent la parole, dirigent les réunions, donnent des ordres, prennent des décisions. Que pouvons-nous apprendre de vous ?

Comme beaucoup d'hommes sont arrêtés, enlevés, emprisonnés et tués, les femmes kurdes prennent souvent leur place et continuent la lutte. Elles jouent un rôle important dans la lutte à tous les niveaux. En plus, dans la plate-forme du mouvement kurde, il est écrit qu'« il ne peut pas y avoir de liberté sans liberté des femmes ». Ça aide et ça nous stimule pour prendre une place active dans la politique, au moins dans le mouvement de libération kurde. En même temps, au sein des mouvements féministes, nous avons le même type de discussion : comment coopérer ? Une réalisation et une innovation importante du HDP est l'application de la coprésidence. Nous avons adopté ces idées dans notre programme et nous le mettons en pratique. L'égalité dans la représentation est cruciale pour nous. Au début du HDP, il y avait 40 % de femmes à tous les niveaux. Aujourd'hui, c'est presque 50 %. Les femmes s'organisent aussi entre elles, séparément des hommes, mais sous le parapluie du HDP. Il faut donc vraiment tenir compte des organisations de femmes dans le mouvement kurde. Dans le HDP, il y a une coopération entre communistes et féministes kurdes et turques. Cette coopération entre communistes et féministes a eu comme conséquence directe le système de coprésidence, une vraie représentation égale, parce que nous menons la même lutte contre le système gouvernemental. La coprésidence date déjà d'avant le HDP. Elle a été appliquée dans les partis qui ont précédé le HDP avant que ces partis soient interdits. Ce n'est donc pas du tout une mesure simplement symbolique, c'est un élément fondamental de notre pratique politique. Nous appliquons ce

système d'ailleurs à tous les niveaux de nos activités (à part les coprésidents, nous avons également des co-maires, des co-députés...). Et cela fonctionne très bien. C'est notre façon de faire de la politique. Mais nous vivons dans une société patriarcale et si nos amis masculins disent que le rôle de Figen Yüksesdag est purement symbolique, alors cela reflète cette société patriarcale et le sexisme qui est inhérent à la façon dont fonctionnent les médias.

Approuvez-vous les réunions séparées pour les femmes pour leur permettre de mieux s'organiser ou faut-il admettre des hommes ?

Il est très important que les femmes disposent de leurs propres temps et lieu pour travailler, pour se réunir, pour lutter. Il est important qu'elles soient en mesure de se mettre en contact avec d'autres groupes de femmes dans d'autres secteurs de la société pour définir elles-mêmes leurs objectifs. Un des principes primordiaux du mouvement de femmes kurde est qu'elles doivent se libérer elles-mêmes, qu'elles doivent sortir du système patriarcal, qu'elles doivent créer leur propre espace pour développer leurs idées politiques. Cela a été déterminant pour le mouvement kurde jusqu'ici.

LE SEXISME, CARACTÉRISTIQUE IMMUABLE D'UNE CIVILISATION BASÉE SUR L'ÉTAT

FADILE YILDIRIM¹

Pour ceux qui demandent «à quoi sert l'histoire?», on donne la réponse : «Elle sert à vous connaître vous-mêmes.» Pour qui est l'histoire et qui a écrit l'histoire? À quel point du «se connaître soi-même» sommes-nous en tant que femmes? La connaissance historique est un phénomène produit. Il est donc très important de savoir qui a compilé les données historiques, qui les a interprétées et qui l'a produite. L'information elle-même est une forme d'organisation du monde et de l'histoire, sa signification et son utilisation sont une sphère pour la construction des relations de pouvoir. Donc le sexe de l'histoire ou le caractère sexiste de l'histoire, qui a été déterminé par les idéologies dominantes patriarcales et organise les sociétés comme systèmes, se trouve devant nous dans sa forme présente. L'histoire de la civilisation basée sur les classes est une vision sexiste de l'histoire. C'est une histoire qui partage les expériences des pouvoirs souverains. Les expériences des masses qui ne sont pas souveraines ont été complètement ou largement ignorées, et exclues d'une tentative d'interprétation ou de recherche de signification. Les femmes ne sont pas présentes dans cette perception historique parce que l'histoire dans une civilisation basée sur les classes se forme sous le monopole des hommes. Les expériences et les actions des hommes – bien qu'aussi déformées – sont déclarées valables et historiquement significatives, alors que les expériences des femmes ont été ignorées. Donc, l'histoire de la civilisation doit encore surmonter son aveuglement basé sur le genre. Oui, «l'histoire de l'esclavage de la féminité reste à écrire, l'histoire de la liberté aussi». La dissimulation de l'esclavage

1. Fadile Yildirim est une militante qui a été emprisonnée dix ans pour ses convictions politiques. Elle est active dans la lutte de libération du peuple et des femmes kurdes. Elle travaille actuellement au Centre de rencontres des femmes d'Utamaru.

dans lequel les femmes se trouvent est intrinsèquement liée à la civilisation patriarcale et à son lien avec l'État. La femme en tant que sexe, classe et race est la plus ancienne captive. Tant que les sciences sociales n'auront pas analysé dans toute sa complexité la réalité historique des femmes, nous ne comprendrons pas l'État, l'homme, la famille et le pouvoir. Le fait que l'esclavage des femmes n'ait pas été abordé par les sciences sociales montre à quel point les perspectives et les valeurs de domination masculine sont profondes. Regarder les cinq mille ans d'histoire d'une civilisation basée sur les classes et les guerres et les massacres qu'elle a causés peut nous aider à comprendre la nature sexiste d'une civilisation basée sur l'État.

IDÉOLOGIES DOMINANTES ET IDÉOLOGIES SEXISTES

La caractéristique fondamentale de l'État, du pouvoir, de la hiérarchie et de tous les autres types de souveraineté, c'est l'idéologie sexiste dominée par les hommes. L'approche patriarcale des sciences sociales, sous couvert d'objectivité, n'a pas pris en considération cette caractéristique de la civilisation, ce qui n'est pas étranger à la perception sexiste des sciences sociales. Donc, les « vraies » sciences sont sexistes. En fait, la réalité des femmes est un résumé de la civilisation basée sur les classes. « Si la société capitaliste est la continuation et l'apogée de toutes les sociétés exploiteuses, alors nous pouvons dire que la femme est le sommet de l'esclavagisme de ces sociétés. » Pour comprendre l'esclavage de classe, ethnique et national, il faut le regarder à la lumière de la définition de la femme.

LA PREMIÈRE CONTRADICTION DE L'HISTOIRE, C'EST LA CONTRADICTION ENTRE LES SEXES

La première contradiction dans une société dominée par les hommes n'est pas, comme on l'a souvent proclamé, une contradiction de classes mais une contradiction de sexes. La voie menant à la mise en esclavage d'autres groupes de la société a été ouverte par la mise en esclavage des femmes. Toutes les formes d'esclavage ont un lien direct avec l'esclavage des femmes. Le sexe féminin est tout en bas de l'échelle, au-dessous de tous les autres groupes exploités et opprimés. La descente graduelle et forcée dans la hiérarchie de la société conjugée à la perte de tous ses puissants attributs sociaux est la contre-révolution la plus fondamentale contre la société. Le résultat est une des plus grandes ruptures dans l'histoire, qui continue et reste ressentie encore aujourd'hui, une rupture sexuelle. Cette

contre-révolution contre la société communautaire organisée autour de la mère a lieu à une période où les classes, l'exploitation et les armées se développent et où la loi dominée par les hommes prend la place de la moralité communautaire.

Pourtant, les communautés savaient vivre différemment autrefois. Beaucoup de choses prouvent que la question du sexisme ne se posait pas pendant le processus initial de socialisation. La formation de la société naturelle était basée autour de la culture de la déesse-mère. La déesse-mère gagnait une identité sociale avec son talent, ses capacités à diriger et sa créativité. L'individu se définissait avec l'identité de la société naturelle et en devenait sujet en participant à la production et à la vie de la communauté. La division du travail faisait que chaque personne pouvait participer selon sa force, son talent et son âge. Les gens ne se considéraient pas comme à côté ou au-dessus de la nature, mais comme une partie vivante de l'ordre naturel. Ce n'est pas une exagération de dire qu'avec la révolution néolithique les valeurs matriarcales qui s'étaient développées jusqu'à alors ont été usurpées par les hommes, instaurant de ce fait une domination masculine, et fait perdre aux femmes leur pouvoir et leur identité. Cette perte d'identité a aussi conduit à une détérioration de la structure de la société naturelle et de ses fondements écologiques. Tandis que les femmes devenaient la propriété des hommes, la société de classes se développait aussi et un abîme se formait entre le dominant et les opprimés. La violence qu'on faisait subir aux femmes a été un signe avant-coureur des massacres menées au cours des sociétés esclavagistes. Les catégories qui commencèrent à se former dans l'ordre social poussèrent les femmes vers le fond et créèrent un système de pouvoir vertical. Les valeurs communautaires basées autour de la femme furent ignorées. Cette attaque, qui commença avec les organes idéologiques patriarcaux de l'époque que furent les prêtres du ziggourat, fut lentement imposée à la société, puis développée par les philosophes de l'Antiquité.

LA DÉGRADATION DE L'ÊTRE HUMAIN AU RANG DE PROPRIÉTÉ D'AUTRUI COMMENCE AVEC LA FEMME

La souveraineté et toutes les formes d'esclavage furent gravées dans la mémoire de l'humanité. Cette mentalité trouve ses racines à la naissance de la civilisation basée sur les classes, et s'est nourrie, pendant les cinq mille années de son développement, du sang des peuples et des communautés.

Les valeurs morales, qui étaient matriarcales, furent éliminées au prétexte d'être « primitives ». Le collectif fut subsumé par l'individu. L'économie basée sur le partage et la nécessité fut remplacée par une économie d'exploitation. Le surplus créé par le travail fut monopolisé et la propriété fut créée à partir du surplus. Pour la première fois, les communautés eurent affaire à la hiérarchie, au capital et à l'exploitation. Les récits, les mythes et les histoires qui racontaient comment les humains étaient devenus ce qu'ils étaient, furent remplacés par des versions officielles et souveraines de l'histoire. Le but était de couper les racines de la conscience et de la mémoire de la société. La souveraineté et l'exploitation ont alors créé l'État et le pouvoir. Simultanément, ce pouvoir étatique a créé des armées pour contrôler les masses. La mentalité souveraine masculine qui avait créé l'exploitation et la propriété a réalisé son premier viol et génocide.

LE SEXISME ET LA DESTRUCTION DE L'ÉQUILIBRE SOCIAL ET ÉCOLOGIQUE

Un grand massacre contre la femme a été commis aux niveaux de sa valeur sociale et de son existence physique. Comme si le fait d'être emprisonnée entre quatre murs n'était pas suffisant, la femme a été voilée et sa liberté de mouvement limitée à la permission donnée par un homme. Cette période est encore plus violente que la première période de rupture. Les femmes, de même que la société et la nature, ont été exploitées avec pour justification que « les forts écrasent toujours les faibles ». Les valeurs écologiques et sociétales ont été largement détruites, la guerre, la violence, la pauvreté, l'oppression, la perte des valeurs morales et la kyrielle de problèmes qu'ils entraînent pèsent sur l'humanité. La mise en esclavage de la société a perduré des milliers d'années et a atteint maintenant un niveau inacceptable. La société et ses individus ont été transformés en objets. Avec l'apparition des religions monothéistes, l'esclavage de la femme est devenu loi divine. Le traitement de la femme est lié aux commandements divins. La religion et la croyance font de la femme un tabou, ce qui est utilisé comme un piège fatal pour son asservissement.

LE SEXISME EN EUROPE

L'idée et les valeurs de la femme créées par la civilisation européenne sont au moins aussi destructrices que sa contrepartie dogmatique traditionnelle. La femme est coincée d'un côté par la culture de la pornographie

et de l'autre drapée et voilée dans l'obscurité : c'est une situation extrêmement difficile pour une femme. Toutes les vertus de sa féminité ont été inversées. Tous les attributs dont une femme peut être fière sont placés sous l'impératif de la loi morale. Le seul objectif de la femme est de satisfaire sans conditions les désirs de l'homme ; un homme, qui a lui-même été aliéné et piégé par la tradition religieuse, se voit offrir une femme qui devient sa possession la plus précieuse. Un homme en général et un mari en particulier sont à la femme ce que l'empereur est à un État. Ce confinement culturel force sans cesse la femme à capituler. La mise en esclavage de la femme est similaire à celle d'un peuple, sauf qu'elle la précède. La civilisation capitaliste est le système d'exploitation des femmes le plus développé.

LE SEXISME DANS LA PÉRIODE DU CAPITALISME FINANCIER

Le 20^e et le 21^e siècles sont les siècles où les politiques les plus perfectionnées contre les valeurs sociétales et la complétude que représente la femme ont été mises en place. Les « libertés individuelles » sont fétichisées et les valeurs sociétales pillées. Les structures de pouvoir développent de nouvelles méthodes pour s'infiltrer dans tous les recoins du tissu social. L'argent, le profit, la rivalité, la propriété et la marge de bénéfice, tel est le vocabulaire fondamental de la période. Après une histoire de viol, d'immolation et toutes les autres formes de massacre, la féminité est maintenant un sujet de marketing.

Aujourd'hui, le corps de la femme est aussi fragmenté que les nations et les peuples. La femme est utilisée sans limite par le capitalisme financier pour devenir souverain du monde. On donne un prix à chaque partie du corps de la femme, on l'utilise pour vendre une voiture comme si c'était la femme qui était à vendre, pas la voiture ! Le message des publicités est en fait : désirez le produit comme vous désireriez la femme ! Consommez-le comme vous consommeriez la femme. La réification de la femme renforce le sexisme sociétal. Les publicités sont les outils idéologiques les plus puissants du capitalisme financier et elles produisent les messages idéologiques les plus efficaces.

LA RÉALITÉ DE LA FEMME RÉIFIÉE DANS LE CAPITALISME FINANCIER

Le capitalisme financier exploite la sexualité de la femme pour provoquer et façonner les instincts des hommes et des femmes. Tout, depuis

comment une femme devrait tomber amoureuse jusqu'à comment elle devrait vivre ou faire l'amour, est déterminé par le capitalisme financier pour créer un monotype. C'est le contrôle de la société qui est visé à travers la femme. On construit un monde virtuel qui est étranger à l'essence et à la nature de la femme et on le rend séduisant pour approfondir l'aliénation de la femme à son propre sexe. La fétichisation des femmes qui présentent et vendent leur corps est semblable à la fétichisation de l'argent; les femmes peuvent exister si elles acceptent de devenir des objets. Cette dégradation conduit à la fragmentation de sa personnalité. Le plus dangereux cependant, c'est la transformation de la femme d'esclave d'un État ou d'un individu en esclave de la société tout entière. C'est le piège le plus grave tendu par la modernité capitaliste. La quête dévoyée de sa liberté est entremêlée avec sa profonde exploitation.

LA LÉGITIMATION DE LA CULTURE DU VIOL

Il est important de souligner que la culture du viol, qui est déguisée par les mensonges sur l'honneur et l'amour, et qui menace la vie des femmes dans la rue, au travail, dans le métro et chez elles, c'est aussi la mort des hommes. Toute valeur perdue pour la femme est aussi perdue pour l'homme, parce que la domination, l'exploitation, est un mécanisme qui naît en corrélation avec la perte de votre humanité. De plus, il est évident que cette culture du viol, avec les relations et le système qu'elle engendre, commence avec la femme mais continue et englobe la nature, les peuples et aussi les hommes. L'ironie est que les hommes ne sont pas conscients de cela; ils la regardent comme une victime mais ne comprennent pas la distorsion de leur propre personnalité. L'aveuglement des hommes en ce qui concerne les effets de la culture du viol est tragique. Les hommes ne voient pas l'anéantissement de la volonté des femmes comme un viol et acceptent le rôle qui a été créé pour eux. Il est important de noter que les rôles du genre sont des structures sociales qui ont été façonnées par le sexisme. Donc, les civilisations basées sur l'État sont dans l'ensemble les ennemies des femmes. Depuis cinq mille ans, le système étatique dominé par les hommes mène une guerre systématique contre les femmes. Cette guerre continue. Le génocide contre la femme est aussi la base de tous les autres génocides de l'histoire.

EN CONCLUSION

Comprendre la situation de la femme dans ce système de domination et de propriété est vital pour l'humanité. Une histoire et un fonctionnement social perdus existent à la racine de cette question. Aucune société ne peut parvenir à une véritable liberté sans se confronter au fait historique et sociétal. Dans la civilisation actuelle, la question des femmes est au cœur de tous les problèmes sociaux. La liberté et l'égalité ne peuvent pas être atteintes sans égalité des sexes. La démocratie ne peut s'enraciner que si la liberté de la femme est placée en son centre. Toutes les idéologies dominées par l'homme et toutes les structures de pensée doivent passer par un processus d'analyse critique et d'autocritique. Sinon, ni une femme libre ni une société libre ne pourront émerger.

5^E PARTIE

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE

LES ASSEMBLÉES CITOYENNES, DE LA NOUVELLE-ANGLETERRE AU ROJAVA

JANET BIEHL

Depuis quelques centaines d'années maintenant, les assemblées municipales forment le gouvernement local des villes du nord de la Nouvelle-Angleterre, y compris dans le Vermont, l'État où je vis. Le premier mardi de mars, chaque année, dans les 240 villes, les citoyens se réunissent dans une école ou un autre grand lieu de réunion pour prendre des décisions concernant leur communauté. C'est le dernier sursaut de l'hiver et un signe annonciateur de l'arrivée du printemps que cette floraison annuelle de la démocratie de base.

Sous certains aspects importants, les assemblées de ville ressemblent aux communes du Rojava. Ce sont des assemblées de démocratie directe. Elles se déroulent au niveau le plus local : dans le Vermont, les villes ont presque toutes moins de 2 500 habitants, l'équivalent des villages au Rojava. Mais elles sont aussi différentes. Au Rojava, les assemblées de commune existent aussi dans les quartiers urbains. Mais, dans le Vermont, elles n'existent que dans les petites villes, à l'exception de la ville de Burlington où Murray Bookchin a aidé à les créer.

Au Rojava, les communes sont la base de tout l'autogouvernement et sont donc investies du pouvoir souverain. Les communes partagent le pouvoir, mais elles le partagent horizontalement. Dans le Vermont, les villes n'ont un pouvoir souverain que sur les questions locales. Le pouvoir est divisé verticalement, entre les villes, l'État du Vermont et le gouvernement fédéral de Washington. Au Rojava, les communes se rencontrent fréquemment, parce qu'elles sont la base de l'autogouvernement démocratique de la société. Les assemblées de ville ne se réunissent qu'une fois par an, bien qu'elles puissent le faire plus souvent si elles le désirent. Au Rojava, on a plusieurs niveaux de conseils confédéraux par lesquels les assemblées communales s'autogouvernent collectivement dans des zones

plus vastes. Dans le Vermont, les assemblées de ville ne se coordonnent pas, sauf dans le cadre d'associations non gouvernementales.

VOTE CONTRE LES ESSAIS NUCLÉAIRES

Au Rojava, les décisions prises dans les communes remontent aux autres niveaux. Ce n'est pas le cas au Vermont. En 1982, plus de 150 villes ont voté en commun pour l'arrêt des essais nucléaires. Ces décisions étaient toutes non contraignantes. Elles avaient une valeur morale mais pas de valeur légale. Néanmoins, leur force morale a été importante. Elle a été à l'origine de tout un mouvement à travers les États-Unis qui a culminé en une manifestation d'un million de personnes à New York.

On peut remonter aux origines de ces différences. Les communes du Rojava sont très récentes. Les assemblées de ville ont plusieurs siècles, elles sont plus anciennes que les États-Unis en tant que pays. Au Rojava, les communes et les confédérations ont pour origine le confédéralisme démocratique d'Abdullah Öcalan, et se sont sciemment conformées à un programme spécifique d'assemblées en confédération. Les assemblées de ville de Nouvelle-Angleterre datent des premières colonies du Massachusetts au 17^e siècle, fondées par les puritains venus d'Angleterre.

Abdullah Öcalan a été influencé par Bookchin, qui avait étudié de près les assemblées de ville et s'en est inspiré pour créer le communalisme libertaire. Le protestantisme était un mouvement de réforme, et il y avait différents courants du protestantisme, certains groupes demandaient plus de réformes que d'autres. La version des puritains était extrême : ils rejetaient complètement la validité de toute hiérarchie ecclésiastique servant de médiateur entre la congrégation des croyants et Dieu. C'était très radical à l'époque. Le résultat a été des congrégations puritaines autonomes, affirmant qu'eux et eux seuls pouvaient interpréter les Écritures pour eux-mêmes.

Dans les années précédant la Révolution américaine, les assemblées de ville s'étendirent au-delà de la Nouvelle-Angleterre, au sud jusqu'à Charleston, en Caroline du Sud. Dans les années 1770, elles ont joué un rôle moteur dans l'activité révolutionnaire contre la domination britannique, particulièrement l'assemblée de Boston. Mais, après que les États-Unis eurent gagné leur indépendance, des forces conservatrices ont mené une contre-révolution contre les institutions de pouvoir populaire. Ils ont pris soin de remplacer presque partout les assemblées populaires par

des formes de gouvernement municipal, dans lesquelles les circonscriptions élaient des conseillers municipaux et des maires. Seul le nord de la Nouvelle-Angleterre a maintenu ses assemblées démocratiques.

LES ASSEMBLÉES DÉMOCRATIQUES: MODE D'EMPLOI

Elles continuent à se réunir et nous les connaissons assez bien. Elles se réunissent le premier mardi de mars, tôt le matin. Un modérateur préside la réunion. Tous les citoyens adultes d'une ville peuvent y assister et participer. L'ordre du jour est composé de diverses questions et les citoyens peuvent y contribuer en amont. L'ordre du jour est annoncé trente jours avant la réunion, avec des questions concrètes, comme la réparation d'une route ou l'achat d'un nouveau camion de pompiers. Le sujet le plus important est celui du budget municipal, inévitablement sujet à beaucoup de discussions, car la somme dépensée sur un poste une année donnée reflète les priorités, c'est un document moral. Quand une discussion est terminée, les citoyens votent à main levée, puis on passe au point suivant. Ils élisent des officiers municipaux qui superviseront l'exécution des décisions pendant l'année suivante.

Les citoyens sont assis sur des chaises métalliques pliantes inconfortables (comme je l'ai vu au Rojava!), mais ils continuent quand même et la réunion peut durer trois ou quatre heures. Pendant ou après, ils font une pause déjeuner – les habitants ont apporté leurs petits plats maison. Le déroulement de ces assemblées est plus ou moins le même qu'il y a un siècle. Et nous connaissons les décisions prises et les officiers municipaux élus parce que tout est consigné dans les archives de la ville.

Les histoires des assemblées sont passées dans le folklore du Vermont. Elles ont été très admirées. Le philosophe Henry David Thoreau les appelait «le vrai Congrès... le plus respectable qui se soit jamais réuni aux États-Unis». En d'autres temps, elles ont été en butte à des moqueries de la part de politiciens *mainstream* qui les qualifiaient de tergiversations de péquenots. Murray Bookchin les considérait comme un des rares exemples de démocratie participative, dans la tradition de l'Athènes antique, et une tradition qu'à mon avis le Rojava est en train de rejoindre.

Mais, d'un point de vue sociologique, nous ne savons pas grand-chose historiquement sur les assemblées de ville, parce que personne ne les a réellement étudiées. Pour savoir ce qui se passe dans une assemblée, vous devez être là en personne. Mais elles se réunissent toutes en même temps,

et vous ne pouvez pas vous diviser en 240 personnes. Donc, nous ne savons pas, par exemple, combien de personnes y assistaient, quelle proportion des habitants venait à la réunion, combien parlaient et combien restaient silencieux? Est-ce que davantage parlaient quand la réunion était petite ou grande, quand l'assistance était nombreuse ou clairsemée? Combien de fois un intervenant spécifique avait-il parlé? Combien de femmes participaient, combien avaient parlé, combien étaient restées silencieuses? Est-ce que quelque chose a changé avec le temps? Est-ce que les assemblées des communautés aisées se déroulaient différemment de celles des communautés plus pauvres? Et dans les communautés mixtes, est-ce que les riches et instruits parlaient davantage que les pauvres et les moins instruits?

ÉTUDE SCIENTIFIQUE

C'est-à-dire que nous n'en savions rien jusqu'à il y a peu. En 1970, un professeur de sciences politiques d'une université du Vermont décida d'étudier le sujet. Il avait grandi avec les assemblées et était frustré que la science politique conventionnelle n'en parle pas quand elle parlait de la démocratie. Il n'y avait pas un seul livre consacré au sujet. Frank Bryan eut alors une idée brillante. Il demanda à ses étudiants – une trentaine – d'assister aux meetings. Chacun devrait compter le nombre de participants, noter leur genre et spécifier l'heure de début et de fin de la réunion. Quand quelqu'un parlait, ils devaient noter quel point de l'ordre du jour était le sujet de l'intervention, combien de fois la personne était intervenue et pour quelle durée. L'étudiant rapportait toutes ces données à Frank Bryan, qui rassemblait les données et les analysait. Il a fait cela entre 1970 et 1998 et a publié les résultats dans un livre, *Real Democracy. The New England Town Meeting and How It Works*¹, que je recommande vivement.

En 2004, environ 20% des citoyens participaient, ce qui est une proportion correcte. En moyenne, sur 100 participants, 44 prenaient la parole. Les 10% les plus bavards intervenaient de 50 à 60% du temps total. En général, lorsqu'ils prenaient la parole, ils parlaient une ou deux minutes. Certains ne faisaient que donner leur avis, sans plus, d'autres initiaient

1. Frank Bryan, *Real Democracy. The New England Town Meeting and How It Works*, Chicago, The University of Chicago Press, 2003.

des dialogues et débattaient avec d'autres participants². Moins il y avait de participants, plus le temps de parole était réparti équitablement. Il n'y avait pas de différence notable concernant la durée ou la participation entre les villes les plus aisées et les villes pauvres. Au 18^e siècle, Ralph Waldo Emerson observait qu'au sein des assemblées urbaines de Concord, au Massachusetts, «les gens aisés donnaient leur avis mais les pauvres aussi, tout comme les justes et les injustes». Bryan affirme que le statut social ne fait pas de différence, les gens riches et éduqués ne monopolisent pas la parole publique. Tout le monde a des opinions et la participation augmente quand il y a un conflit.

Quant aux femmes, en moyenne, entre 1970 et 1998, elles représentaient 46 % des participants, mais seulement 36 % des prises de parole, mais 28 % des activités langagières venaient d'elles. Elles parlent davantage dans les petites communautés qu'au sein des grandes villes. Mais Bryan a aussi découvert que leur participation augmentait. En 1970, la seconde vague du féminisme commençait à peine, et beaucoup de femmes devaient penser que la politique était un domaine réservé aux hommes. Mais, en 1998, elles étaient plus nombreuses et prenaient plus souvent la parole³. Or, même avec une participation de 46 %, cela dépasse le quota de 40 % des femmes que l'on vise au Rojava tout comme le niveau le taux de représentation des femmes dans l'ensemble des instances décisionnelles aux États-Unis. Des conseils municipaux au gouvernement fédéral à Washington, partout la représentation des femmes est inférieure. Dans le Sénat par exemple, elles ne représentant que 20 % des élues. Ceci montre l'importance de la démocratie directe pour les femmes ainsi que l'importance des femmes pour la démocratie directe.

Les villes se réunissaient depuis des siècles quand Frank Bryan a eu la brillante idée de les étudier. J'espère que le Rojava n'attendra pas aussi longtemps pour étudier ses assemblées. Ce serait un projet formidable pour les étudiants de l'université de Qamichli d'entreprendre ce travail ! Et tellement utile pour le Rojava afin de mieux connaître la participation dans les communes, de savoir ce qui se passe dans sa propre société et pouvoir défendre et expliquer l'autogouvernement démocratique aux étrangers.

2. *Ibid.*, p. 150-156.

3. *Ibid.*, p. 180-189.

LES ASSEMBLÉES: DES ÉCOLES DE PARTICIPATION POLITIQUE

Au-delà des chiffres, les assemblées de Nouvelle-Angleterre sont des expériences importantes qui transcendent la culture et seront sûrement partagées par les communes du Rojava. Tout d'abord, ce ne sont pas seulement des lieux de participation politique mais aussi des écoles de participation politique. Pour beaucoup, parler en public est un exercice difficile, effrayant même. Encore plus dans une assemblée, où vos propos auront des conséquences sur les décisions prises et le quotidien de vos concitoyens. Et encore plus pour les groupes non dominants, pour les femmes, les minorités.

Les gens dans les assemblées apprennent aussi la civilité. C'est facile de critiquer quelqu'un quand on est derrière son ordinateur mais, dans les assemblées, vous êtes assis à côté d'eux. Sur le Web, vous pouvez zapper les sites que vous n'aimez pas, mais dans les assemblées vous devez écouter le point de vue de vos voisins. Cela permet une meilleure information, une meilleure compréhension et permettra peut-être de modifier certains avis ou du moins de trouver un consensus.

Murray Bookchin, qui a grandi à New York, était fasciné par les processus urbains, par la façon dont les étrangers sont incorporés dans la communauté, par la richesse du tissu social des quartiers et des villages. Cette sociabilité était pour lui le noyau de la liberté: elle offrait un refuge face aux forces homogénéisatrices et bureaucratiques de l'État et du capitalisme et incarnait «les moyens de résistance matériels, culturels et spirituels». C'est pour cela qu'il voulait revitaliser les assemblées citoyennes et les multiplier y compris dans les quartiers des grandes villes. En développant les assemblées, en les coordonnant en confédérations contre l'État centralisé, disait-il, nous pouvons décentraliser le pouvoir en groupes de communautés viables.

Dans la plupart des périodes de soulèvement social, a écrit Bookchin, «les gens se sont tournés vers des formes d'assemblée comme moyen de prendre le contrôle de leurs destinées. Apparemment, nous avons ici quelque chose en œuvre qui a une réalité constante, quelque chose dans l'esprit humain. C'est comme si le besoin de la communauté et de la mise en commun émanait de l'esprit humain lui-même».

L'ALTERNATIVE COMMUNALISTE À LA MODERNITÉ CAPITALISTE

EIRIK EIGLAD¹

En tant qu'idée politique de gouvernement décentralisé, structuré autour de villes ou de communautés villageoises autogérées, le communalisme est probablement aussi vieux que la communauté humaine organisée. Il est probablement aussi vieux que la révolution urbaine qui est d'abord apparue en Anatolie et en Mésopotamie, avec l'émergence des premières «villes-États». Cette tradition de démocratie urbaine a atteint son apogée historique dans l'Antiquité – particulièrement avec l'expérience de la démocratie athénienne –, bien que cette tradition ait toujours été entachée de graves défauts historiques. Comme tendance décentralisatrice, les traditions communalistes ont été un sous-courant politique consistant tout au long de l'histoire humaine, parfois plus fort, parfois plus faible, jusque dans la période moderne. Beaucoup d'historiens trouvent maintenant que le communalisme est un terme utile pour décrire une variété de systèmes de gouvernement locaux qui ont perduré à travers les âges. Cependant, bien que ce sens général large convienne à la description de nombreux phénomènes historiques, nous devons discuter du communalisme en termes d'alternative politique viable pour notre époque.

Sous une forme plus moderne, le communalisme a trouvé son expression dans la tradition révolutionnaire. Depuis que la Renaissance et le siècle des Lumières ont poussé l'imagination populaire à remettre en cause le droit divin des monarques et des seigneurs, et que le peuple a remis en cause sa place dans la «grande chaîne de l'Être», la démocratie a réémergé, souvent

1. Eirik Eiglاد vit à Porsgrunn en Norvège. Au début des années 1990, il rejoint le mouvement antimilitariste, écologiste et antiraciste et devient un écologiste social. En tant que militant, écrivain, traducteur et éditeur, il s'est engagé dans une série de projets libertaires en Scandinavie et est actuellement engagé dans le New Compass Collective (Nouvelle Boussole).

sous des formes très radicales. Un focus municipal a coloré les aspects de démocratie directe présents au début de toute révolution démocratique et socialiste. Ce mouvement a atteint une apogée dans les assemblées de secteur de la grande Révolution française, mais c'est pendant la commune de Paris en 1871 que le communalisme s'est exprimé ouvertement en tant que tendance politique. En tant que structure administrative et politique possible pour les territoires français, les Parisiens lançaient un défi direct à l'hégémonie de l'État-nation. À l'époque, l'issue du conflit était incertaine. Cependant, comme nous le savons tous, l'État-nation est sorti de ce duel comme le modèle politique vainqueur. Aujourd'hui, le monde est découpé en États-nations, qui restent le cadre politique et administratif de base, même dans notre environnement de plus en plus mondialisé.

Il n'y a rien cependant qui empêche d'autres options politiques et sociales de réémerger comme alternatives politiques viables. Ces dernières décennies, le communalisme a acquis une idéologie indépendante et radicale encore plus distincte, principalement grâce aux travaux du théoricien social Murray Bookchin. En tant que pionnier de la philosophie écologiste, Bookchin a cherché des alternatives politiques au capitalisme et à l'État-nation, parce qu'il les considérait comme des formes d'organisation sociale essentiellement anti-écologiques et antisociales. Dans sa perspective d'écologie sociale, un ordre social communaliste semblait une forme d'organisation sociale plus humaine et plus écologiste. Pour le formuler différemment, l'écologie sociale cherche à mettre en relief le civil et le communal dans la civilisation, pour développer ses caractéristiques civilisatrices dans des villes libres.

QUELQUES IDÉES DE BASE

Comme alternative politique, le communalisme souligne le besoin de créer une nouvelle structure politique, basée sur la démocratie municipale. Cette ambition peut, dans notre cadre, être résumée à une approche en cinq étapes.

1. FAIRE DESCENDRE LE POUVOIR POLITIQUE À L'ÉCHELLE LOCALE

D'abord, les communalistes visent à donner du pouvoir aux municipalités existantes, formellement et légalement. Nous cherchons à faire descendre le pouvoir politique à l'échelle locale. Tout le pouvoir détenu par les États-nations l'est aux dépens de formes de gouvernement plus

populaires et plus démocratiques. Nous pensons que la municipalité est une institution humaine de base et qu'elle devrait retrouver un pouvoir politique. Cela peut paraître évident, après tout, que le communalisme se réfère à un système de gouvernement basé sur les municipalités ou les communes. Cela étant, je dirais que ce n'est pas seulement un idéal lointain, mais aussi une partie essentielle des stratégies pour changer la société. Nous voulons rendre le pouvoir au peuple, et nous pensons que la meilleure façon est de rendre du pouvoir à la communauté, et redonner une échelle humaine à notre vie politique.

2. DÉMOCRATISER LES MUNICIPALITÉS EXISTANTES

Deuxièmement, les communalistes cherchent à démocratiser les municipalités existantes en partageant le pouvoir avec les citoyens. Ce n'est pas suffisant de renforcer les municipalités, il faut aussi les restructurer fondamentalement. Cela peut être fait progressivement par une série d'étapes intermédiaires en se basant sur différents comités, conseils et assemblées. Ici, les traditions régionales joueront certainement un rôle dans les formes d'expression politiques de la démocratie. En tant que communalistes, nous suggérons que les assemblées de citoyens ouvertes deviennent les lieux de prises de décision dans les municipalités. Par assemblées, dois-je ajouter, nous ne désignons pas des réunions publiques occasionnelles mais des institutions légales et permanentes pour la délibération et la prise de décision. Leur présence dans la vie de la communauté devrait être aussi centrale que le sont les mairies aujourd'hui. L'idée est non seulement de rendre toutes les formes d'administration publique accessibles et discutables et de rendre la démocratie plus transparente et responsable, mais aussi de donner le pouvoir à la communauté dans son ensemble, en tant que collectif politique de citoyens.

3. RÉUNIR LES MUNICIPALITÉS EN RÉSEAUX PLUS LARGES

Troisièmement, les communalistes reconnaissent qu'il est nécessaire de réunir les municipalités en réseaux régionaux et en confédérations plus larges, et travailler à remplacer progressivement les États-nations par des confédérations municipales. L'échange culturel et économique enrichit toutes les parties de la confédération. Cependant, les communalistes insistent là-dessus, nous devrions faire des démocraties municipales la structure de décision de base, et s'assurer que les niveaux « plus élevés » de

la confédération aient principalement des fonctions de coordination et d'administration.

4. UNIFIER LES MOUVEMENTS SOCIAUX

Quatrièmement, les communalistes cherchent à unifier les mouvements sociaux progressistes au niveau local et régional. Nous cherchons non seulement à renforcer la société civile, ce qui est un objectif important en soi, mais nos appels à la démocratie municipale sont une façon de trouver un point commun à toutes les initiatives et mouvements citoyens. Ce n'est pas parce que nous espérons toujours un consensus harmonieux, mais au contraire parce que nous croyons aux désaccords et aux débats. La société se développe par le débat et le conflit. En fait, nous pensons que les assemblées citoyennes seront des institutions importantes pour s'intéresser aux questions d'inégalités de classe, d'oppression, de hiérarchie de genre et autres ; et pour s'intéresser aux particularités culturelles que nous voudrions développer et celles que nous voudrions abolir. Les assemblées municipales seraient certainement un terrain de lutte de classes.

C'est sûr, nous ne pouvons pas nous attendre à ce que les gens se réunissent et participent sur un pied d'égalité tant que nos communautés sont divisées en interne, entre les riches et les pauvres, entre les femmes et les hommes, les jeunes et les vieux, les producteurs et les consommateurs, ainsi que par une série d'autres barrières, culturelles, éthiques, économiques ou nationales. Pour que la citoyenneté devienne un concept qui signifie davantage qu'une reconnaissance formelle de l'égalité des droits, nous devons trouver des moyens pour aider à compenser les désavantages que des individus ou des groupes subissent dans la société contemporaine et dans un avenir prévisible – exclusion, marginalisation et discrimination ouverte – et nous devons intensifier l'éducation à l'engagement public. Nous devons aussi, sans controverse, insister sur les structures politiques laïques. Bien que nous encourageons l'autonomie culturelle, la liberté de croyance et la diversité régionale, en tant que communalistes nous luttons contre les influences religieuses sur la politique et le gouvernement.

5. UNE SOCIÉTÉ SANS CLASSES

Cinquièmement, le communalisme imagine une société sans classes, basée sur le contrôle politique collectif des moyens de production socialement importants. Tous les points précédents resteront une hypothèse d'école si nous sommes incapables de créer un système économique qui

assure la sécurité matérielle et le bien-être de tous les citoyens. Notre système économique doit fournir ces garanties et développer des économies et des technologies qui respectent le monde naturel. Nos solutions au contrôle politique collectif suggèrent une municipalisation de l'économie et une répartition confédérale des ressources pour garantir l'équilibre entre les régions.

Nous pensons qu'un cadre municipal, la démocratie directe, la confédération, la libération sociale et le contrôle municipal de l'économie sont tous des aspects de notre stratégie pour la reconquête du pouvoir par le peuple. En eux-mêmes, chacun de ces principes est incomplet et inadéquat. Pris dans leur ensemble, ils sont puissants.

FACE AUX DÉFIS: DES SOLUTIONS COLLECTIVISTES

Le défi le plus urgent de tous, c'est de trouver des moyens pour remplacer le capitalisme, à la fois comme modèle économique et modèle sociétal, et aussi comme culture et comme éthique. Nous pensons que les solutions à la crise de notre époque sont collectivistes, et nous pensons que la municipalisation de l'économie peut aider à actualiser la synthèse de la démocratie et du socialisme dont nous avons besoin.

Un autre défi est de trouver les moyens d'une organisation politique et administrative capable de remplacer l'État-nation moderne. Non seulement l'État-nation est complètement lié au système capitaliste mais sa centralisation, sa bureaucratisation et son homogénéisation sapent notre combat pour une véritable forme de démocratie. Il est important de noter que les communalistes ne suggèrent pas que la municipalité remplace l'État-nation, c'est la confédération qui peut le faire. Le confédéralisme, un confédéralisme démocratique, est notre alternative à l'État-nation.

Il faut aussi trouver les moyens d'unifier les mouvements sociaux progressistes. Combiner les vues des mouvements féministes et écologistes avec de nouveaux mouvements urbains et des initiatives de citoyens, ainsi qu'avec les syndicats, les coopératives et collectifs locaux. Cependant, le communalisme n'est pas seulement une tactique pour unifier ces mouvements radicaux. Notre appel à la démocratie municipale est une tentative d'amener la raison et l'éthique au premier plan des discussions publiques. À quoi devrait ressembler une bonne société? À quoi devraient ressembler nos écoles? Comment prendre soin de nos vieux et de nos infirmes? Comment devrions-nous utiliser l'industrie et la technologie? Comment

produire notre nourriture ? Dans les assemblées publiques, on peut poser ces questions et y répondre dans un contexte non capitaliste.

Mais quel rapport avec la question kurde ? De toute évidence, si ces questions sont mises en pratique, elles donneront aux Kurdes une forme d'autonomie culturelle et d'expression politique. Je dois reconnaître que ces idées sur la démocratie municipale peuvent paraître extrêmement naïves face à la persécution subie par le mouvement kurde. Comment faire de la démocratie locale alors que les dirigeants sont persécutés, arrêtés ou même tués à cause de leurs activités politiques ? Face à cette répression massive, je dois dire qu'il n'y a pas de substituts à l'action collective, à la discipline et à une direction efficace. La politique communaliste peut ne pas être possible partout et tout le temps, certaines circonstances exigent des stratégies différentes pour mettre en œuvre ces idées.

L'IMPORTANCE DU COMMUNALISME

Dans les années 1980 et 1990, les critiques de la démocratie communaliste argumentaient que les idées de Murray Bookchin n'avaient une valeur que dans son propre contexte politique. Bookchin vivait dans un État relativement décentralisé et peu peuplé, le Vermont, qui avait une longue tradition de démocratie d'assemblées de ville. Son approche, disaient-ils, convenait seulement aux traditions démocratiques du Vermont et ne pouvait s'appliquer nulle part ailleurs. J'ai toujours trouvé cette objection très étrange. Pour moi, il était évident que les idées du communalisme pouvaient être mises en œuvre dans mon propre contexte historique et culturel. En fait, ces idées semblaient tout à fait adaptées à la situation scandinave. Non seulement parce que nos communautés conservent une échelle humaine, mais aussi parce que les pays scandinaves ont beaucoup en commun qui transcende les frontières nationales entre la Suède, la Norvège et dans les régions du nord, avec les Samis et les Finnois. En Scandinavie, nos institutions municipales sont relativement fortes, à la fois politiquement et économiquement. Les écologistes sociaux scandinaves ont commencé à discuter de l'amélioration des institutions démocratiques existantes, en soulignant qu'il était possible de changer nos sociétés. Alors, nos critiques ont commencé à admettre que c'était peut-être aussi possible en Scandinavie, parce qu'elle avait une infrastructure sociale bien développée, un héritage de tolérance et des traditions municipales particulières. Mais ce n'était toujours pas considéré comme possible ailleurs.

Je pense quand même que la démocratie participative a une validité universelle. Ces idéaux valent qu'on lutte pour eux, mais il est important de ne pas perdre de vue les véritables combats qu'il faut mener. Est-ce qu'un équilibre a été atteint entre les approches théoriques et les expériences pratiques ? La réponse simple est non. Malgré une longue histoire, toutes les tentatives pour contrer le capitalisme ont jusqu'ici été des échecs historiques. Le capitalisme est toujours là, et les expériences socialistes ont été incapables jusqu'ici de créer une société libre et sans classes.

Nous avons besoin d'une conception de la démocratie plus raffinée, et le travail entrepris par le mouvement kurde inspire beaucoup d'activistes qui essaient de mettre en œuvre la démocratie directe ici dans les pays occidentaux industrialisés. La situation kurde et les solutions proposées par des dirigeants kurdes aujourd'hui sont très importantes. Les idées confédérales peuvent avoir un impact considérable non seulement au Kurdistan, et dans les États-nations existants de Turquie, Syrie, Iran et Irak, mais aussi dans tout le Moyen-Orient. Les conflits qui divisent aujourd'hui violemment les peuples autour de clivages religieux et nationaux peuvent potentiellement être dépassés à l'aide de nouvelles structures confédérales qui permettent l'autonomie culturelle et la démocratie directe. Une autre démocratie est possible.

TOUTES LES ÉCONOMIES SONT, AU BOUT DU COMPTE, DES ÉCONOMIES HUMAINES

QUELLES SONT LES CONDITIONS QUI PRODUIRAIENT LE TYPE DE
PERSONNES QUE L'ON AIMERAIT AVOIR COMME AMIS ?

DAVID GRAEBER

Début décembre 2014, j'ai fait partie d'une délégation qui s'est rendue dans un centre de réhabilitation pour les combattant·es blessé·es des YPG-YPJ dans la ville d'Amuda, et le codirecteur de la clinique, Agir Mêrdin, a expliqué la philosophie médicale qui sous-tendait pour lui l'ordre social qu'ils essayent de construire au Rojava. Leur philosophie, selon lui, était essentiellement préventive. Pour comprendre la prévalence de beaucoup de maladies, on devait commencer par les facteurs sociaux. Il est en effet impossible de prévenir la maladie sans avoir une société saine, basée sur une vision de la vie humaine qui fait partie de la nature : si le cœur est malade, le corps l'est aussi. Le facteur le plus important, selon lui, était le stress. Si, par exemple, les villes pouvaient être rebâties avec 70 % d'espaces verts, les niveaux de stress baisseraient immédiatement, et avec eux les taux de maladies cardiaques, de diabète, et même, il en était sûr, de cancers.

Cependant, il insistait aussi sur le fait que ce n'était pas seulement une question de lien avec la nature mais aussi de liens sociaux : la solitude, l'isolement social, est utilisée dans la société moderne comme un mode de contrôle social. « Nous appelons cela l'esclavage moderne », a-t-il dit, car dans le passé l'esclavage était imposé par l'épée mais, dans le monde contemporain, la situation est d'une certaine façon plus primitive car au moins, dans le passé, ceux qui étaient arrachés à leur environnement social par la capture et la vente comme esclaves savaient qu'ils étaient esclaves. De nos jours, ils pensent que cette situation d'isolement est en fait la liberté. L'isolement produit le stress, et le stress nous rend vulnérables à la maladie.

Mais, pour comprendre la santé et le corps dans ce sens, comme faisant partie d'un réseau de relations sociales, il a fallu un changement radical dans la vision du rôle de la société. Plus tard, après le dîner, en méditant avec une cigarette, il ajouta : «Après tout, nous parlons tout le temps de “production” comme si notre rôle n'était que de fabriquer des objets. Mais, dans n'importe quel système social, ce que vous produisez de plus important, ce sont toujours des êtres humains. C'est comme ça que nous voyons les choses. Le travail sert finalement à produire des personnes.»

Je trouvai cela un peu stupéfiant parce que j'avais moi-même écrit un livre intitulé *Towards an Anthropological Theory of Value*¹ [Vers une anthropologie de la valeur] développant exactement cette approche et j'étais quasi sûr que personne au Kurdistan ne l'avait lu. D'une certaine façon, mon argument est directement inspiré de Marx, on pourrait dire que c'est l'essence même de la critique du capitalisme que fait Marx, même si la plupart des marxistes – la principale exception étant certains courants du féminisme marxiste – semblent l'avoir complètement oublié. Marx avait fait remarquer que, dans le monde antique, personne n'avait jamais écrit un livre sur la question de «comment organiser la société pour produire le plus possible de richesses matérielles». De nos jours, c'est pratiquement la seule question qu'on a le droit de poser pour être pris au sérieux dans les couloirs du pouvoir mais, en fait, les auteurs anciens – et on peut dire la même chose de n'importe quelle autre civilisation que nos civilisations contemporaines – pensaient que la vraie question à poser était de savoir quelles sont les circonstances qui produiront les meilleures personnes : le type de personnes que vous aimeriez avoir comme voisins, amis ou concitoyens. La production de richesses était considérée comme un élément subordonné dans ce processus plus vaste : trop de richesses causant l'oisiveté et le luxe, trop peu signifiant que les gens seraient trop occupés à survivre pour consacrer du temps aux activités citoyennes.

Pendant les pauses d'une séance d'épluchage de légumes, David Cameron avoua à son interviewer que, bien qu'il ait très envie d'être réélu et de gouverner la sixième puissance économique du monde jusqu'en 2020, il ne se représenterait pas pour un nouveau mandat de cinq ans. Donc voilà ce qu'est la Grande-Bretagne pour ceux qui la dirigent : une

1. David Graeber, *Towards an Anthropological Theory of Value. The False Coin of Our Own Dreams*, New York, Palgrave MacMillan, 2001

économie. Ce genre de logique prend sa forme la plus extrême chez ces économistes formés par la Banque mondiale en Afrique, qui vont faire remarquer que le problème que la moitié de la population de l'Afrique puisse bientôt mourir du sida, c'est que cela aurait des effets désastreux sur l'économie. Au début, on pensait que l'économie était le moyen d'avoir une population nourrie, habillée et correctement logée, pour qu'elle survive. Maintenant, la meilleure raison pour laquelle on regrette qu'elle soit décimée, c'est l'effet sur les niveaux globaux de production de biens et de services.

L'«économie» est censée correspondre à un domaine dans lequel nous parlons de «valeur» – en particulier bien sûr de la valeur monétaire, mais aussi de tout ce qui peut être mesuré monétairement. Essentiellement, on peut voir cela comme le domaine dans lequel le travail est orienté vers l'acquisition d'argent. Par conséquent, comme Marx a été le premier à le démontrer, l'argent acquiert un double rôle particulier. D'un côté, l'argent représente la valeur du travail, c'est la façon dont la société conçoit et mesure l'importance des énergies créatives par lesquelles nous formons et nous créons le monde autour de nous, en disant que cette quantité d'effort créatif vaut cette somme d'argent – cette proportion de la quantité totale d'argent en circulation – et cette quantité vaut cette autre somme.

Mais, en même temps, ce n'est pas seulement un symbole qui représente l'importance de nos actions, c'est un symbole qui – en pratique – donne une existence à la chose même qu'il représente, parce que, après tout, vous faites le travail uniquement pour avoir l'argent. Le résultat est une espèce de galerie des glaces où le «travail» lui-même en arrive à être défini comme ce que vous faites pour obtenir l'argent qui finalement n'est qu'une représentation de la valeur du travail.

Comme l'ont fait remarquer depuis longtemps les féministes marxistes, un autre effet pernicieux du système de la valeur est de définir ce qui est considéré comme «travail» et ce qui ne l'est pas. Si on ne reçoit pas d'argent cash, ce n'est pas du tout du «travail» ou, en termes d'économie politique, ce n'est pas «productif» (c'est-à-dire productif en termes de valeur pour les capitalistes). Un des effets les plus étranges de la divinisation des textes de Marx, qui deviennent analogues aux Saintes Écritures, est que cette logique – que Marx voyait comme une critique interne des termes de l'économie bourgeoise, une façon de dire «prétendons pour le débat que le monde fonctionne réellement comme le disent les

capitalistes, je peux quand même montrer qu'il produira des contradictions qui finiront par le détruire» – est maintenant considérée comme une réalité parce que Marx l'a décrite ! Avec comme résultat que le travail domestique des femmes, par exemple, est traité comme du travail «reproductif» (avec tout ce que ce terme comporte de sous-entendus biologiques) plutôt que comme la forme de travail qui est la plus productive, puisque la société elle-même n'est au final qu'un processus mutuel de création d'êtres humains.

Au 19^e siècle, la théorie de la valeur portée par le mouvement ouvrier – qui imaginait le travailleur d'usine comme le paradigme du créateur – a été intériorisée par les classes travailleuses, et devint un remarquable moyen de mobilisation de masse dans le monde entier. Pourtant, elle a toujours été marquée par une contradiction centrale : le fait que les membres de la classe ouvrière soient à la fois fiers de leur travail et en même temps en rébellion contre l'idée même du travail.

Au cours du 20^e siècle, les capitalistes, grâce à une offensive idéologique soutenue et déterminée, ont réussi à remplacer largement cet ancien sentiment par une notion qui implique que la valeur est produite par le cerveau des entrepreneurs, et que le travail est essentiellement robotique et dépourvu d'intelligence. Il a donc été validé comme quelque chose de moral en lui-même. Le travail est présenté comme nécessaire au caractère, et une personne qui ne passe pas la plus grande partie de son temps à accomplir une tâche qu'elle n'aime pas particulièrement est considérée comme une personne fondamentalement mauvaise.

LES PLUS INUTILES SONT LE MIEUX RÉCOMPENSÉS

Cette manière d'évaluer le travail a créé d'innombrables paradoxes que j'ai essayé de le montrer dans mon essai sur le phénomène des petits boulots foireux (*bullshit jobs*)². Comme l'automatisation a lentement éliminé beaucoup de ce qui était autrefois du travail nécessaire, l'impératif d'avoir une population qui travaille de plus en plus d'heures et plus intensément, la politique de la croissance et de l'emploi comme solution à tous les problèmes, ont en fait produit des millions et des millions de petits boulots administratifs complètement inutiles et insignifiants, une parade sans fin de directeurs en vision stratégique, de consultants en ressources humaines,

2. www.slate.fr/story/76744/metiers-a-la-con.

de lobbyistes, sans parler d'industries entières comme le télémarketing et le droit des affaires qui semblent n'exister que pour garder les gens employés. Et, en même temps, il semble y avoir une relation presque parfaitement inverse entre l'utilité sociale effective d'un travail donné et sa rémunération, avec des tâches évidemment nécessaires comme les soins de santé, la cuisine, le ramassage des ordures, la maintenance des ponts et d'autres travaux semblables, ou de plus en plus l'enseignement, les moins bien rémunérées, alors que les plus inutiles ou même les plus contre-productifs – qui toujours, comme les cadres, se vantent des heures interminables qu'ils passent au travail, même s'ils ne font rien – sont les mieux récompensés.

De plus, selon l'idéologie dominante, c'est, au moins à un niveau subtil, perçu comme juste. Même les grandes entreprises considéreront que si quelqu'un veut faire quelque chose pour toute raison autre que l'argent, elles ne devraient pas avoir à payer pour ça, alors qu'elles déversent des fortunes pour des légions de bureaucrates inutiles.

Ce dont nous avons clairement besoin, c'est d'une inversion complète de perspective et la seule façon d'y arriver est de remplacer l'ancienne version de la théorie de la valeur du travail par une nouvelle qui, précisément, commence avec la production sociale, le travail de soin, dans le sens que même la production de nécessités matérielles a précisément une valeur dans le sens où elle peut être vue comme une extension du principe de soin aux autres, et de la création mutuelle d'êtres humains.

Dès que nous ferons cela, il devrait devenir évident que, en dépit des déclarations absurdes et récurrentes sur la prétendue disparition de la classe ouvrière avec la réduction du travail en usine, les classes travailleuses ont toujours été – même à l'époque de Marx – les classes «aidantes», composées principalement d'aidants, de gardiens, de jardiniers et tous ceux impliqués dans la création d'environnements nourrissants pour permettre de croître et de prospérer. C'est particulièrement vrai pour les femmes de la classe ouvrière, mais cela a toujours été vrai pour un pourcentage important des ouvriers masculins.

Comment un mouvement ouvrier basé sur cette notion de l'économie humaine réimaginerait-il le monde? Je peux suggérer une manière. Nous avons l'habitude d'envisager le «communisme» comme un futur État idéalisé, ou peut-être quelque chose qui existait dans un passé lointain (le «communisme primitif») et existera peut-être de nouveau dans

l'avenir. On considère que la base du « communisme » sera nécessairement la propriété collective. Mais si on se débarrasse de la notion formelle et légaliste de la question de la propriété, et qu'on parle à la place de formes d'accès – c'est-à-dire en revenant au concept d'origine de « à chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins » –, nous nous apercevons que la plus grande partie du travail est déjà organisée sur des principes communistes. Quand quelqu'un dans un atelier est en train de réparer un tuyau et qu'il dit « passe-moi la clé anglaise », l'autre personne ne répond pas « et qu'est-ce que ça me rapportera ? ». Par essence, les principes communistes sont appliqués parce que c'est la seule chose qui marche vraiment. Il s'ensuit que, concrètement, le capitalisme lui-même n'est autre qu'une mauvaise façon d'organiser le communisme.

De même, des relations communistes existent entre deux personnes qui vivent une étroite relation de confiance, et se traitent l'un l'autre comme s'ils seront toujours là l'un pour l'autre et donc compter qui a donné quoi et à qui serait absurde. Finalement, le communisme se forme comme le socle de toute sociabilité humaine, quand on a affaire à une personne que l'on ne considère pas comme un ennemi, même si c'est un étranger. Si le besoin est suffisamment urgent (« je me noie ! ») ou dérisoire (« vous avez du feu ? »), les principes communistes sont censés s'appliquer. Et, bien sûr, dans beaucoup de systèmes sociaux, ce socle de ce que j'appellerai le communisme de base s'étend bien au-delà. Par exemple, il devient impossible de refuser une demande de nourriture ou de vêtements.

Ce genre de communisme n'est pas le seul principe et je pense que ce serait presque impossible d'imaginer une société dans laquelle il serait le seul principe. Il y en aura toujours d'autres. Mais réimaginer ce que nous faisons déjà dans ce sens peut fournir un point de départ à la réalisation que c'est précisément ce genre de responsabilité ouverte les uns envers les autres qui est au cœur des relations d'aide aussi et que, dans ce sens, c'est la fondation non reconnue de toutes les formes de valeur sociale. Cela veut dire aussi que, dans une mesure importante, nous vivons déjà dans le communisme. La question est de trouver un mode de coordination démocratique de ces formes de communisme déjà existantes, pour laisser les gens aussi libres que possible des engagements qu'ils souhaitent les uns par rapport aux autres et, finalement, d'être capables de choisir par eux-mêmes quelles formes de valeur, individuellement ou collectivement, ils souhaitent mettre en œuvre.

LA TRANSFORMATION SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE

ENTRETIEN AVEC DES MILITANTS DU MOUVEMENT ÉCOLOGISTE DE MÉSOPOTAMIE¹

En réaction à la pollution environnementale et à la politique énergétique de l'État, beaucoup d'initiatives ont émergé pour lier une critique du capitalisme avec la pratique écologique. Nous avons interviewé plusieurs militants du Mouvement écologiste de Mésopotamie, qui a été fondé en janvier 2011 pour créer un réseau entre les organisations écologistes et les initiatives contre la destruction socio-écologique au Kurdistan et en Turquie.

Qu'est-ce que le Mouvement écologiste de Mésopotamie?

C'est une organisation toute nouvelle, sortie du Forum pour l'écologie qui s'est tenu en janvier 2011. Des discussions ont eu lieu au second Forum social mésopotamien en septembre 2011 où nous avons discuté des perspectives écologistes pour la Turquie et le Kurdistan.

De nos jours, les villes kurdes s'industrialisent en fonction du modèle capitaliste bien connu. Mais leur croissance et leur circulation doivent être limitées. Nous devons donc travailler dans les villes pour introduire des mesures de planification qui privilégient les transports publics locaux plutôt que la circulation automobile. La disparité entre la ville et la campagne doit être réduite. Les aliments consommés devraient venir autant que possible des zones de proximité. Et nous devons rejeter les produits génétiquement modifiés, ils ne devraient pas être cultivés du tout.

Que pensez-vous de l'énergie nucléaire? Quelles sources d'énergie conviendraient à la région kurde et à toute la Turquie? Qui devrait prendre cette décision?

Nous sommes opposés à l'énergie nucléaire. Quant à l'énergie

1. Publié sur le site du Forum écologique de Mésopotamie.

renouvelable, nous pensons que c'est important que les gens l'acceptent et que ce soit organisé de façon décentralisée. Après tout, l'énergie solaire et l'énergie éolienne peuvent devenir des objets du capitalisme. Nous ne devons pas laisser le contrôle de la production énergétique nous échapper. Nous pensons que la participation et le consentement des habitants et des utilisateurs sont extrêmement importants.

La Turquie, un pays sujet aux tremblements de terre, projette de construire des centrales nucléaires. Est-ce que l'État vend l'énergie nucléaire comme une « technologie intermédiaire » ou comme un « moindre mal » ? Est-ce qu'il dresse les militants antinucléaire et les militants antibarrages les uns contre les autres ?

Les écologistes dans les régions kurdes rejettent à la fois l'énergie nucléaire et ce type de projet de barrage. Mais, malheureusement, quelques groupes antinucléaire en Turquie considèrent l'hydraulique comme une bonne alternative aux énergies fossiles. Malgré tout, l'année dernière, les militants antinucléaire et anti-énergie hydraulique ont fait une grande démonstration en commun à Istanbul. Personne au Kurdistan ne défend les centrales nucléaires. Pour le moment, ce n'est pas un sujet urgent parce qu'aucune n'est en construction. Mais les militants écologistes de Mésopotamie sont résolument contre elles. Nous sommes convaincus que la transformation de l'état d'esprit des gens est très importante sur le long terme. Nous devons expliquer aux gens que tout le monde devrait faire l'effort de produire moins de déchets. Nous devons attaquer le problème à sa racine et faire en sorte que les gens abîment moins la nature. Nous ne voulons pas consommer autant d'énergie que les Occidentaux. Le gouvernement turc fait la promotion du modèle de croissance capitaliste, mais nous essayons de le copier le moins possible. Ce n'est pas notre modèle de développement. Nous avons des réfrigérateurs à la maison et des lumières électriques, mais nous n'avons pas besoin de grand-chose de plus.

Quels sont les autres problèmes écologiques sur lesquels vous travaillez à l'heure actuelle ?

L'État et les grandes entreprises essaient d'exploiter la nature avec des projets qui entraîneront une destruction environnementale massive. En plus des barrages, des pipelines pour le gaz naturel et le pétrole passant

par le Kurdistan sont en projet. La multinationale minière Rio Tinto veut exploiter des mines d'or dans la province de Dersim, en utilisant du cyanure de potassium. Contre tous ces projets, nous voulons mener des actions plus fortes et aider à mettre en place des initiatives locales.

Quels sont les problèmes qui préoccupent les gens ?

Il y a plusieurs problèmes importants, mais ce sont les barrages qui rendent les gens le plus furieux. Ce sont eux qui causent le plus de destruction. Mettre un barrage sur une rivière revient à la détruire, et même les petites installations de production d'énergie hydraulique les dessèchent. Les usines thermiques – gaz naturel, charbon et mazout – sont construites près des villes et des villages avec des effets catastrophiques sur la santé des gens et sur l'écologie locale. Ces usines électriques produisent la plus grande partie de l'énergie de la région. À beaucoup d'endroits, les compagnies minières creusent pour chercher du charbon, de l'or, du chrome et du cuivre, ce qui entraîne toutes sortes de problèmes. Il y a des carrières de pierre à Dersim. Au lac de Van, il y a un projet de mine d'uranium, estimé à environ 8 milliards d'euros. BP et Shell sont actifs à Elih (Batman). Shell fait aussi des tests de sol et prend des échantillons autour d'Amed (Diyarbakir).

Des réserves minérales sont-elles davantage une malédiction qu'une bénédiction ?

Le capitalisme n'a pas de pitié et exploite la nature sans scrupules. Il n'y a pas beaucoup de pétrole dans le Kurdistan du Nord. La plupart des réserves se trouvent au Kurdistan du Sud. Cela rapporte beaucoup mais détruit l'environnement et des zones naturelles. Nous ne considérons pas que le pétrole soit une richesse. C'est la vision du capitalisme. Tout le monde semble s'intéresser à ce qui est rare et veut exploiter nos matières premières. Si les défenseurs internationaux de la nature et les organisations écologistes ne se soucient pas de cette région, elle tombera entre les mains des capitalistes.

Avec la guerre et la répression, comment pouvez-vous stimuler la conscience écologique ?

Nous allons dans les villages et nous parlons aux gens. Nous voulons mettre le sujet de l'écologie à l'ordre du jour des conseils municipaux,

parce que c'est l'avenir. Nous avons travaillé avec les conseils municipaux sur les espaces verts, l'alimentation en eau, le ramassage des ordures et des choses dans ce genre. À cause de la guerre, les gens ont du mal à se concentrer sur leur propre travail. Ils doivent continuellement faire face à des arrestations, des accrochages et des morts. Ça fait partie de la vie quotidienne. C'est difficile de mettre en œuvre une protection environnementale communale parce que ni les conseils, ni les ONG n'ont beaucoup d'argent. L'État turc ne nous soutient pas, au contraire, il nous met des bâtons dans les roues quand nous essayons d'obtenir de l'aide de l'étranger comme pour la construction d'une usine de traitement de l'eau. Il stipule que le ministère de l'intérieur doit l'approuver. Cela signifie que les municipalités ne peuvent pas agir de façon autonome.

Quelle est votre position sur les organismes génétiquement modifiés (OGM)?

Le ministère de l'agriculture de l'État turc demande aux agriculteurs d'acheter des semences génétiquement modifiées. Ils poussent délibérément à une politique qui mène à la pauvreté : en imposant des semences génétiquement modifiées, ils créent la dépendance, parce que les gens doivent acheter des semences chaque année. Le problème est que les semences écologiques produisent seulement de trois à six kilos de rendement, tandis que les semences génétiquement modifiées produisent beaucoup plus. Alors, c'est difficile pour nous de convaincre les gens de ne pas les utiliser. Nous essayons d'éduquer les gens à ne pas produire, acheter ou vendre quoi que ce soit de génétiquement manipulé et à utiliser seulement des méthodes de culture biologique.

Demain, vous devriez aller au marché si vous avez le temps et vous procurer nos fameuses tomates rouges. Elles sont biologiques ! On fait de la culture biologique à beaucoup d'endroits. L'université de Dersim offre un cours sur la question. Si rien de génétiquement modifié n'était importé ou vendu, cette région serait très écologique. Je suis un fermier qui fait pousser des concombres, des tomates, des melons et des oignons. Malheureusement, les capitalistes essaient de monopoliser les semences en détruisant la production biologique traditionnelle et en la remplaçant par leurs propres semences modifiées et brevetées. Et ça empire. Ils brevettent des produits de la nature et, de ce fait, selon la logique capitaliste de la valeur, ils en deviennent les propriétaires exclusifs.

COMPRENDRE ET SOUTENIR LE COMBAT DES KURDES POUR UNE SOCIÉTÉ LIBÉRÉE

Pour conclure cet ouvrage, nous avons organisé une table ronde avec Nursel Kiliç, Sylvie Jan, Saleh Kobanê et Mireille Court¹.

NURSEL KILIÇ

Aujourd'hui le nouveau paradigme, comme on dit, a pris sa place dans les esprits, car c'est un nouveau modèle de société où les Kurdes prennent leur place dans un système démocratique, où chacun a le droit de parole dans un système de consensus. Ça se voit clairement dans la diaspora kurde où les Kurdes, dans des centaines d'associations en Europe, sont acteurs de ce processus politique. Dans la région kurde, le confédéralisme démocratique est un système qui veut justement regrouper les différents peuples qui vivent sur le territoire du Kurdistan. On ne parle pas des Kurdes au Kurdistan, mais des peuples qui vivent au Kurdistan. Des structures concrètes sont mises en place pour respecter cette diversité avec des Arabes, des Assyriens, des Arméniens, des Turkmènes et les différentes croyances qui sont aussi représentées : les chrétiens, les musulmans, les yézidis, les alévis. Le Kurdistan est donc une mosaïque de cultures et de peuples de la région de la Mésopotamie. Aujourd'hui, les Kurdes défendent leur projet politique face à des États-nations : la Turquie, la Syrie, l'Iraq et l'Iran. Et malgré toute la répression en Turquie, par exemple, les Kurdes continuent à faire de la politique. Les députées du HDP qui ne sont pas encore arrêtées à ce jour continuent de revendiquer leur projet politique au sein même de la Grande Assemblée nationale de Turquie, continuent de s'organiser en congrès démocratique des peuples, le HDK ou le DTK. La porte-parole du Congrès des femmes libres, Ayla Akat Ata, a été arrêtée,

1. Nursel Kiliç est présidente du Mouvement européen des femmes kurdes. Saleh Kobanê est un Kurde syrien membre du PYD. Nursel Kiliç est une responsable du Mouvement des femmes kurdes en Europe. Sylvie Jan, présidente de l'association France-Kurdistan, et Mireille Court sont membres de la Coordination nationale solidarité Kurdistan (CNSK) en France.

mais continue à militer depuis sa cellule. Donc, malgré la répression, la volonté politique est toujours vivante en Turquie.

Le mouvement des femmes kurdes, qui résistent aujourd'hui sur tous les fronts, n'est pas seulement sur les fronts de guerre, mais aussi dans les diasporas et les métropoles. Elles se trouvent au cœur du nouveau projet de société. Il ne s'agit pas seulement des femmes qui mènent une lutte armée contre l'État islamique, mais aussi des femmes qui portent une idéologie émancipatrice et qui ainsi visent à libérer, pas seulement les femmes, mais la société en général sur tous les terrains : il y a des assemblées populaires féministes, pas simplement politiques, mais aussi contre les violences que subissent les femmes. Elles veulent transformer les mentalités dans la société. C'est ça la vague émancipatrice au sein de la société, toutes ces campagnes de sensibilisation contre le système patriarcal, en déchiffrant tous les codes masculins qui sous-tendent le système patriarcal. Ces femmes font du porte-à-porte, du travail dans les quartiers, elles sensibilisent les hommes, mais aussi les familles en général sur la question de la reconnaissance du genre, de la femme comme un être à part entière, comme une actrice aussi dans la politique et dans tous les domaines de la vie. Il faut donc voir ces femmes qui se battent contre l'État islamique comme des femmes qui se battent pour la libération de toute une société. Malgré la répression et l'instauration d'un régime dictatorial présidentiel, il faut souligner la « résilience » citoyenne, la vigueur de l'opposition démocratique, de secteurs de la société (intellectuels, avocats, journalistes, organisations de gauche), bref de ces secteurs qui ont convergé grâce à l'existence du HDP.

SYLVIE JAN

Ces quatre dernières années, je me suis rendue à sept reprises en Turquie pour l'association France-Kurdistan. J'y ai rencontré beaucoup de gens devenus pour beaucoup des amis, des responsables d'associations de femmes, des élu·es, des animatrices de conseil de quartier, des journalistes, des responsables des comités d'accueil des réfugiés à Süruç, Nusaybin, Van, Diyarbakir, notamment. Ce que je trouvais très intéressant dans la politique du HDP était la façon de mettre en œuvre les valeurs et les principes de ce confédéralisme démocratique. On connaît leurs valeurs d'égalité femmes-hommes, de démocratie participative et sociale, d'écologie, de respect des identités culturelles. Dès lors où ils étaient élus dans une

ville, immédiatement ils passaient à la pratique sans attendre. Ils n'ont pas attendu le feu vert des autorités d'Ankara pour inventer ce système de co-maire par exemple, que les préfets tentaient parfois de refuser. Ils ont pu le faire aussi parce qu'ils avaient un réel ancrage populaire et une pratique de dialogue permanent avec les habitants. On a vu sur le fronton de Mardin, le « bienvenue » à la mairie en quatre langues : kurde, turc, arabe et syriaque. Le journal municipal aussi... Mardin était assez symbolique dans leur vision du vivre ensemble avec à sa tête le dirigeant kurde Ahmet Türç et la jeune Syriaque Februniye Akyol. C'était la première fois qu'une femme syriaque accédait à un poste politique, et non des moindres. Ils voulaient donner à voir qu'il était possible – dans cette Turquie mosaïque – de bien vivre avec tous les peuples, toutes les communautés. Je ne parle pas de communautarisme, où chacun est dans son coin avec ses pouvoirs. Là, il s'agit justement de partage des pouvoirs de tous avec tous. C'était une lutte difficile au quotidien, leurs adversaires étaient mobilisés, les mentalités de soumission parfois pesantes, mais ils marquaient des points parce que les gens vérifiaient qu'on les écoutait quand ils parlaient. Ces succès dans plus de cent villes devenaient un projet pour toute la Turquie, ce qui a représenté un vrai danger pour Erdogan.

Au Kurdistan de Turquie – avant la répression contre le HDP, contre toutes ses élu·es et ses militan·tes –, il y avait un formidable bouillonnement citoyen. Le HDP a pu mettre en œuvre rapidement ses principes du confédéralisme démocratique parce qu'il bénéficiait d'un important ancrage populaire.

Je prends un autre exemple, proche de notre réalité en France : la lutte contre les violences faites aux femmes. Je l'ai vu avec l'action de la mairie de l'arrondissement de Sur à Diyarbakir, sous l'impulsion d'Abdullah Demirbas. Cela prenait de front un énorme tabou. La vie en Turquie est très sexuée, patriarcale, il suffit de regarder qui occupe les espaces publics. Les violences à la maison, les crimes d'honneur, les viols, tout cela n'était jamais évoqué. C'était une honte de le faire. Dans ce contexte, travailler à la mise en place d'associations féministes, installer dans les rues des campagnes d'affichage, je me souviens du sigle lumineux « femme » en haut des poteaux, et prendre des dispositions internes concrètes à la politique de la ville correspondaient à une démarche très volontaire. Si une femme portait plainte contre un mari violent, employé à la mairie, celui-ci était

sanctionné et renvoyé en cas de récidive. *Idem* pour les élus. Mais pour les élus, le cas ne s'était pas encore posé.

Puisque vous me demandez des souvenirs, des exemples concrets, je pense encore aux discussions publiques au moment où le processus de négociation pour la paix s'engageait. On est alors en 2011. Ça discutait sec dans les conseils de quartier. Nous avions été invités à assister à une assemblée de femmes. C'était chaud ! Beaucoup d'interventions pour dire leur méfiance à l'égard du gouvernement turc. Elles ne voulaient pas que la guérilla descende des montagnes comme c'était en discussion. Elles le disaient parfois avec colère, elles en avaient déjà trop vu, essuyé trop de déceptions, de trahisons... Le PKK était la seule force de protection dans laquelle elles avaient confiance. Mais d'autres disaient aussi qu'elles en avaient marre de cette guerre, qu'elle voulait la paix plus que tout... Bref, ça discutait vraiment. Elles évoquaient aussi le projet d'alternative pour toute la Turquie que Selahattin Demirtas a merveilleusement soutenu. « Sélo », comme elles l'appellent, était et est aimé aussi pour cela, il était un messager de paix. Ce qui se passait dans les communes, on pouvait l'imaginer pour la Turquie, ce qui a d'ailleurs fait le succès du HDP aux élections en 2014, et l'a fait reconnaître comme une force nationale aux élections législatives de 2015. Mais on connaît la suite. Erdogan était contraint à deux réponses : ou bien la prise en compte de cette volonté populaire de démocratie, ou bien la guerre qu'il a choisie et sûrement préparée de longue date.

Concernant le communalisme et sa théorisation en modèle de société, j'aimerais d'abord mieux connaître sa mise en pratique au Rojava, qui est extrêmement récente. J'ai besoin de voir les gens dans leur environnement pour me faire une idée. Et, là, c'est une région en guerre, qui subit le blocus, et toute transformation doit être extrêmement difficile, à tout point de vue. C'est aussi pour cela qu'ils ont besoin de notre solidarité. J'entends parler de communalisme chez les Kurdes, c'est une question pour moi. Les interactions locales, régionales et mondiales sont très fortes, partout dans le monde. Comment s'en tenir à la commune ? On a vu aussi politiquement comment la libération de Kobané a donné espoir au monde et, inversement, comment la tragédie que vit la Turquie l'est aussi pour toute la région, pour l'Europe et le rapport de forces mondial. C'est la même chose au plan économique, social, écologique, démocratique, tous ces enjeux dépassent de loin la commune.

SALEH KOBANÊ

Appliquer les principes du confédéralisme démocratique en situation de guerre n'est pas facile du tout. Malgré tout, nous sommes plutôt optimistes, parce que nous avons commencé à mettre en place des institutions. Cela va encore prendre des années, mais l'essentiel est fait maintenant. Je vous donne deux exemples. À Kobané, en 2013, au moment de la bataille de Serekaniye, une famille est venue porter plainte à cause d'un mariage arrangé d'une fille de dix-sept ans. Les Asays, les forces de sécurité civile de Kobané, se sont occupés de la fille. Ils ont fait leur enquête, ils ont constaté que ce qu'elle disait était vrai : un mariage arrangé avec un homme de quarante-cinq ans. Ils ont rassemblé les deux familles et ils ont demandé à la fille : « Acceptez-vous le mariage ? » Elle a dit : « Non ! C'est mon père qui va me vendre. » Ils lui ont demandé : « Vous voulez faire quoi ? Voulez-vous venir avec nous ? Vous n'avez que dix-sept ans, donc vous n'avez pas le droit de faire la guerre, mais vous pouvez faire des choses logistiques et rester avec nous. » La fille a accepté. Elle a été mise sous tutelle des YPG [Unités de protection du peuple] et elle est partie avec eux.

Des gens, des médias nous ont posé la question : « Vous menez la guerre contre l'État islamique, pourquoi vous occupez-vous des petites choses ? » Le responsable des forces de l'ordre de Kobané a répondu : « Ce ne sont pas des petites choses, ce sont des choses aussi importantes que la bataille contre l'État islamique. » Je donne un autre exemple d'une famille arabe à Tal Abyad, aujourd'hui sous le contrôle de l'YPG. Une femme est venue porter plainte pour violence dans la famille. Depuis des années, elle voulait porter plainte contre son mari, mais elle n'y arrivait pas, parce qu'avant, si elle allait au commissariat, c'était des hommes et elle avait peur des réactions. Quand elle est venue raconter son histoire à l'YPJ – « mon mari me tape dessus depuis des années, je n'arrête pas de porter plainte, est-ce que vous pouvez nous aider ? » –, elles l'ont accompagnée. Elle a demandé le divorce parce que son mari la frappait depuis des années. Ce sont des petits exemples importants de la mise en pratique de notre système de confédéralisme démocratique. C'est une guerre sur deux fronts : contre les injustices sociales à l'intérieur de la société et contre les groupes islamistes et tous les ennemis du peuple du Rojava.

Certains ont dit ou disent que les Kurdes du Rojava appliquent une sorte de nettoyage ethnique. Même Amnesty International a publié un rapport dans ce sens. Mais ce rapport a été publié en écoutant des djihadistes qui

se trouvaient à Gaziantep ou à Urfa en Turquie. La réalité est différente. Vous pouvez visiter Tal Abyad et Manbij. Vous pourrez constater comment la vie a repris là-bas et aussi à Serekaniye. Il y a une minorité arabe dans toutes ces villes. Allez écouter ces gens, là-bas ! Mais il faut permettre aux journalistes de faire leur travail librement et ne pas les empêcher d'aller au Rojava, comme le font Erdogan ou Barzani. Aujourd'hui, nous vivons ensemble avec les autres minorités, comme des frères, les Assyriens, les Arabes, cela ne nous pose aucun problème.

Nous avons une troisième position en Syrie. Nous ne sommes ni proches des rebelles – qui sont en général des djihadistes à la solde de régimes du Golfe et de la Turquie – ni du régime syrien. En outre, il n'y a plus beaucoup de forces rebelles maintenant. De 2012 à aujourd'hui, des quartiers d'Alep étaient contrôlés par les YPG. Quand le régime a pris la totalité d'Alep après le rapprochement entre Poutine et Erdogan, quand les rebelles soutenus par la Turquie ont quitté Alep pour aller se battre plus au nord contre les Kurdes, le régime a demandé aux YPG d'évacuer leurs forces des quartiers kurdes d'Alep. Mais les forces YPG ont refusé.

Nous souffrons beaucoup du blocus qu'on nous a imposé dès le début de la guerre en Syrie. Afrin, par exemple, est assiégée de tous les côtés, plus que Kobané et Qamichli, qui ont de temps en temps une ouverture vers d'autres parties du Kurdistan, mais Afrin est assiégée de plusieurs côtés : par la Turquie, par le Front al-Nosra et par les rebelles modérés. Mais tout le monde sait que les rebelles « modérés » ont juste la barbe un peu plus courte que les autres. Ils sont modérés au niveau de la taille de leur barbe, mais leurs idées sont pareilles. Ahrar al-Cham, par exemple, avait pris Raqqa, ils ont changé leur costume et sont devenus État islamique.

MIREILLE COURT

Ce qui m'a beaucoup plu dans les textes que j'ai aidé à traduire, c'est l'application concrète du confédéralisme démocratique et du communisme sur la question de l'écologie, une question primordiale, que ce soit pour les Kurdes de Turquie ou pour ceux de Syrie. Prenons un exemple concret : la production d'électricité. Est-il nécessaire de construire un barrage qui va détruire l'environnement, les cultures ? La démarche de toutes ces associations écologiques qui se sont créées récemment dans la région kurde, c'est de dire : il faut partir du besoin des gens qui habitent dans la région, dans le village ou dans la ville près desquels va être construit

la centrale ou le barrage. Quelles en seront les conséquences pour eux ? Ensuite, il faut une coordination avec les gens de la région : non pas imposer un barrage qui va produire de l'électricité vendue comme marchandise par l'État sans contrôle de la population, mais partir des besoins de la population. Est-ce que la population de cette ville-là a besoin de davantage d'électricité et pour quoi faire ? Est-ce qu'il n'y a pas des alternatives possibles, est-ce qu'on ne peut pas produire de l'électricité autrement pour répondre aux besoins qui soient les besoins réels de la population exprimés et non pas des besoins imposés par un système qui fait qu'il faut absolument avoir des néons partout dans une ville, nuit et jour, en sachant que le barrage en question va détruire des milliers d'hectares de terres agricoles, va défigurer la région et va servir d'arme géopolitique, parce que le contrôle de l'eau par le biais des barrages sert aussi à avoir le pouvoir sur les pays qui sont en aval du ou des barrages en question.

Dans le cas du GAP [projet de plusieurs barrages sur l'Euphrate dans le sud-est anatolien], par exemple, les barrages vont priver la Syrie d'une partie de son eau. Ce projet est donc un moyen de contrôle géopolitique. L'idée d'un confédéralisme démocratique écologique est non pas de partir de l'État avec ses lobbies de l'électricité qui veulent faire du profit dans le cadre d'un système capitaliste, mais d'essayer de déterminer quels sont les besoins réels de la population et quelles autres alternatives de production peuvent être trouvées. Donc, priorité à la communauté locale, puis en lien avec la communauté régionale et nationale pour définir quels sont les besoins réels, les inconvénients. C'est donc une décision collective qui est prise, non pas dans un bureau de la capitale d'un État, ou par un lobby ou un groupe industriel qui a besoin de se faire du fric, mais par la communauté concernée qui connaît le mieux ses propres besoins.

Je trouve passionnante aussi la réflexion menée dans le camp de réfugiés kurdes de Maxmur, près de Mossoul, où, malgré le dénuement et les attaques de Daech, les habitants ont mené un débat dans le cadre des comités populaires, non seulement sur l'égalité hommes-femmes, mais aussi sur la question des OGM, distribués au départ gratuitement par l'ONU. Mais, après deux ans, il a fallu les acheter, ces semences étant stériles. Ils ont décidé de refuser ce mode de production et de produire à partir des semences anciennes, sans pesticides. Une démarche démocratique, écologiste et féministe, vraiment révolutionnaire.

Il est intéressant de noter que, quand les hommes sont au front, les femmes sont à l'usine et, tout d'un coup, les femmes se libèrent en quelque sorte et on connaît en général une période de lutte féministe. Pour revenir à la région kurde, cela montre un peu la difficulté pour remettre un ordre d'égalité hommes-femmes dans une société contre le poids de la tradition. Et que ce soit en Palestine ou au Kurdistan, les mêmes réticences culturelles traditionnelles se font sentir, mais cela n'empêche que, dans les deux cas, comme en Algérie, les femmes ont toujours participé à la résistance, y compris à la résistance armée. La grande force des femmes au Kurdistan, c'est qu'elles sont vraiment très impliquées dans la résistance. Ce n'est pas une petite minorité. Elles forment une composante très importante de la résistance armée, jusque dans sa direction. Ce qui bouscule la division traditionnelle de la femme au foyer et l'homme à l'usine ou au champ de bataille. Une fois la paix revenue, il ne sera plus possible de faire marche en arrière et de renvoyer les femmes au foyer comme cela a été le cas en Algérie après la révolution. On les a renvoyées au foyer et on leur a réimposé le rôle traditionnel. Je ne crois pas que cela soit possible au Kurdistan.

SYLVIE JAN

Je suis d'accord avec Mireille, pour le cas des femmes kurdes. Je ne les imagine pas accepter un retour en arrière, parce qu'elles connaissent le goût d'une possible autonomie. On parle souvent de leur courage dans la guerre, mais il faut aussi parler de leur courage politique au quotidien. Et aujourd'hui encore par temps de dictature. Ces femmes ont aussi une force qui vient de loin, c'est leur extraordinaire application à la transmission de leur histoire, de leur culture et de leurs valeurs auprès de leurs fils et leurs filles. Il y a des formes de résistance actuellement qu'il faut soutenir. À la différence du coup d'État des années 1980, le gros de la population reste sur place, refuse de quitter ses terres. Ce n'est pas qu'une simple réaction de résistance, c'est une projection dans l'avenir. Les Kurdes se savent une réponse de paix et de démocratie pour la région. Personne ne pourra régler quoi que ce soit dans cette région sans eux, sans la prise en compte de leurs droits. Les principes du confédéralisme démocratique appellent la paix. Ils sont porteurs d'innovation et d'espoir pour le monde. Il faut leur permettre de les laisser libres dans leurs choix et leurs expériences novatrices.

SALEH KOBANÊ

Si l'État turc ou syrien fait des projets de construction de barrages, c'est pour des raisons politiques et pas par rapport aux besoins du peuple. C'est parfois pour déplacer des populations. Par contre, depuis que nous avons pris le contrôle du barrage de Tichrine, à côté de Kobané, la vie du Rojava a complètement changé grâce à l'électricité produite par le barrage. On ne peut pas vivre sans électricité, et comme la production de l'électricité par le pétrole est très dangereuse et très polluante, on préfère ne pas l'utiliser comme source d'énergie. Et comme nous sommes contre les centrales nucléaires, le barrage pour l'instant nous fournit de l'électricité, même si ce n'est pas top au niveau écologique. On est obligés d'utiliser ce qui est disponible. Quand le barrage a été construit, le peuple de Kobané n'en a pas profité, mais depuis que nous contrôlons le barrage, nous en profitons. Si on utilise le barrage par rapport aux besoins du peuple, dans l'agriculture par exemple, c'est défendable, parce qu'on n'a en ce moment pas d'autres alternatives comme l'énergie solaire ou éolienne. De toute façon, elle est moins dangereuse que d'autres. Vous avez en France des centrales nucléaires et vous n'arrivez pas à vous en débarrasser. Pour nous, pour l'instant, les barrages sont écologiques en comparaison d'autres sources d'énergie.

Bien sûr, dans l'application du confédéralisme démocratique, il y a des hauts et des bas. Il y a à l'intérieur du mouvement des conflits et des batailles politiques. Au sein du Tev-Dem, le mouvement citoyen pour une société démocratique, le PYD n'a pas toujours les mêmes positions que le PKK. Dans le PYD, on respecte Abdullah Öcalan et le PKK, mais nous avons notre propre tactique au Rojava sur comment se comporter avec les autres forces politiques. Comme je suis optimiste, je pense que ça va bouger dans le bon sens.



